MOYEN ORIENT

❑ MOYEN-ORIENT

Visite historique du pape au Liban

Benoît XVI vient de passer trois jours au Liban. C'est l'occasion d'évoquer le pays du Cède, où cohabitent diverses communautés religieuses, mais aussi les "chrétiens d'Orient", qui sont loin de constituer un groupe homogène.

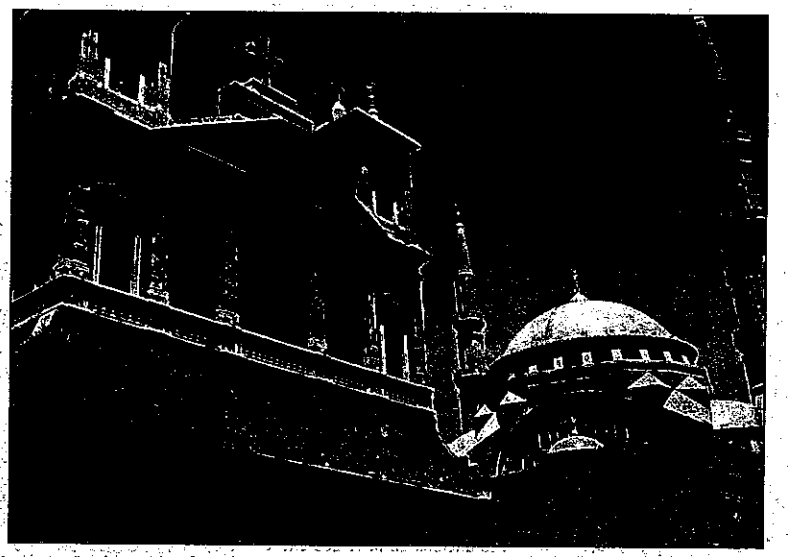
Sa Sainteté le pape Benoît XVI a effectué, la semaine dernière, une visite de trois jours au Liban, au cours de laquelle il a procédé à la signature et la remise de l'exhortation apostolique post-synodale de l'assemblée spéciale pour le Moyen-Orient du Synode des évêques.

Accueil chaleureux

Il a été accueilli chaleureusement par l'ensemble des communautés libanaises et les dignitaires religieux des différents rites chrétiens, mais aussi par les druzes, les musulmans sunnites et chiites. Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a jugé cette visite d'« *historique et exceptionnelle* ». À son arrivée à l'aéroport de Beyrouth, des milliers de personnes ont accueilli le Saint-Père dont des femmes musulmanes voilées en *tchador* noir et des centaines de scouts du Hezbollah. La chaîne de télévision de ce mouvement chiite a retransmis l'intégralité de cette visite, y compris, en direct, la messe que le pape a célébrée dimanche au centre de la capitale du pays du Cèdre.

Cette visite a coïncidé avec l'ébullition suscitée par la diffusion sur le net du film provocateur, *L'Innocence des musulmans*, dont le contenu et la machination relative à son auteur présumé ne sont pas anodins. Cette opération, qui semble avoir été méticuleusement préparée, chercherait à créer une tension, en sachant bien la réaction des groupes fanatisés depuis plus d'une décennie, notamment par les salafistes. D'une part, elle démontrerait la réalité du "choc des civilisations" et, d'autre part, elle provoquerait des heurts inter-communautaires, en particulier au Proche-Orient, en commençant par l'Égypte, entre les coptes et les musulmans. C'est la raison pour laquelle la réaction violente de ces groupes est condamnable : elle apporte le résultat escompté de cette opération qui non seulement a pour objectif de ternir l'image des musulmans mais de contribuer à accentuer le complot visant à la déstabilisation du Proche-Orient, en portant atteinte à la coexistence pacifique des communautés, quitte à favoriser l'émergence des théocraties. La visite du pape au pays du Cèdre a le mérite de déjouer ce complot. Benoît XVI a appelé l'ensemble des chrétiens d'Orient à ne pas avoir peur de la poussée du fondamentalisme et à ne pas quitter leur terre.

En effet, on a souvent tendance à dresser un tableau simpliste sur la situation et le sort des chrétiens en Orient, en les décrivant comme une minorité opprimée par une majorité musulmane. Mais un examen plus approfondi de cet Orient compliqué, avec sa mosaïque sociale, communautaire, religieuse, démographique, culturelle et politique, nous démontre la difficulté de l'expliquer avec des idées voire des formules simples. Les "chrétiens d'Orient" ne constituent pas une entité homogène. Il convient donc de parler des "chrétiens en Orient". La confusion viendrait aussi de l'assimilation de ces communautés à leurs églises qui sont, pour la plupart, des églises orientales. Cependant, il existe des chrétiens en Orient dont l'église et le rite ne sont pas orientaux, à l'instar des latins, tandis qu'il existe des églises orientales en Occident (les orthodoxes en Grèce, dans certains pays de l'Europe de l'Est et centrale ou en Russie)...



L'église Saint-Georges et la mosquée Mohammad Amine à Beyrouth

Esprit de confusion

Dans ce même esprit de confusion, certains opposent l'Occident chrétien à l'Orient musulman, en allant même jusqu'à parler des « *chrétiens en terre d'islam* ». Or, faut-il rappeler que le christianisme a précédé l'islam et qu'il a lui aussi pris naissance en Orient ? Le christianisme a en effet émergé en Orient en teintant ses civilisations et ses nations par la couleur de l'espoir du Christ et de la Résurrection. Il s'est confronté aux religions et philosophies préexistantes pour se fondre avec elles et donner naissance à une pléthore d'églises et de rites qui illustrent les spécificités culturelles multiples et complexes de ces civilisations. Ainsi donc, l'existence des chrétiens en Orient est millénaire. Ces derniers ont contribué activement à la vie politique et sociale, à l'émergence des États-nations actuels, à côté des autres communautés musulmanes, juives, druzes, kurdes, zoroastriennes, *etc.* Il est certain que la coexistence entre ces diverses communautés n'a pas toujours été pacifique ou harmonieuse durant l'Histoire. En Orient, comme en Occident, on a assisté à des heurts sanglants, à des dominations, des vexations et de l'injustice. Mais la plupart de ces communautés ont survécu à ces pages sinistres du passé. Sous l'empire Ottoman qui domina très longtemps une large partie de cet Orient complexe et disparate, le pouvoir central - la Sublime Porte - gouvernait ces communautés en accordant une spécificité à chacune d'elles. Ces dernières étaient alors qualifiées de "millets" (nations), placées la plupart du temps sous l'autorité de leurs chefs spirituels. Après la chute de l'empire Ottoman et à l'issue de la Première Guerre mondiale, l'Orient a reçu une nouvelle cartographie et a assisté à l'émergence d'États-nations englobant ces diverses communautés. L'équilibre démographique de ces dernières a donc été rompu au sein de ces nouvelles structures. Mais un examen global de ces communautés en Orient démontre que la notion de majorité et de minorité est complexe, compte tenu des alliances intra-communautaires.

Ce facteur communautaire intrinsèque aux sociétés orientales mais aussi la place importante que la religion occupe dans la relation qui existe entre l'homme et la société (cet élément a été occulté dans certains pays occidentaux, à l'instar de la France, depuis la Révolution, où l'on cultive la dissociation de l'individu de ses racines culturelles et identitaires en transformant la séparation de l'Église et de l'État en une laïcité outrancière) est aujourd'hui instrumentalisé à des fins politiques. La formule d'État-nation voire le nationalisme tout court sont poussés à l'échec dans la plupart des pays orientaux, en particulier depuis l'émergence du sionisme et la création de l'État théocratique d'Israël au Proche-Orient. La diplomatie américaine, sous l'influence des groupes de pression pro-sionistes, favorise le communautarisme au détriment des constructions étatiques multiconfessionnelles aussi bien pour servir les intérêts de leur allié israélien que pour affaiblir les structures nationales en les déstabilisant, surtout dans les pays orientaux émergents. Cette stratégie inspirée de celle de la diplomatie ottomane, fondée sur le *divide et impera*, sert également à l'emprise américaine sur cette région riche du monde.

Résistance islamisée

Ainsi, les courants fondamentalistes religieux sont encouragés. À titre d'illustration, les wahhabites en Arabie saoudite, pourtant fondamentalistes, procèdent en toute impunité à un prosélytisme chez une grande partie des sunnites, faisant proliférer le salafisme. La résistance palestinienne a été délibérément islamisée : elle est dirigée principalement par le Hamas. Ce mouvement religieux sunnite a été encouragé par Israël. Il a remplacé l'OLP (l'Organisation de la libération de la Palestine), dirigée alors par Yasser Arafat dont la femme était chrétienne, ainsi que les autres mouvements de résistance, à l'instar du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP)I créé par le chrétien Georges Habache et dirigé par un autre chrétien palestinien, Wadih Haddad. Georges Habache avait préalablement créé le Mouvement nationaliste arabe avec un autre chrétien, Constantin Zureik. Le régime nationaliste baas en Irak a été éradiqué (ce mouvement a été créé dans les années quarante par le chrétien Michel Aflak) en laissant la place libre à une pléthore de mouvements communautaires aussi bien chiites que sunnites ou kurdes. En Syrie, les tentatives du changement du régime nationaliste baasiste dirigé par la famille El Assad persistent. Les rebelles islamistes sont lourdement armées pour s'attaquer au régime et effectuer des exactions visant en particulier les chrétiens. Pour n'en citer qu'un seul exemple, tout récemment, les rebelles se sont attaqués à un car transportant des chrétiens et les ont égorgés... C'est la raison pour laquelle le Pape n'a pas hésité à lancer un appel pour ne plus envoyer d'armes en Syrie.

Balkanisation

L'effervescence du fondamentalisme religieux et la balkanisation de l'Orient en battant en brèche les structures étatiques actuelles en faveur de la création de mini-Etats confessionnels, parfois théocratiques, constitue une vraie menace aussi bien pour les Chrétiens que pour les autres communautés en Orient. L'instrumentalisation de la religion et des facteurs différentiels et identitaires culturels à des fins politiques conduit à un cercle vicieux où la peur et la haine des uns et des autres contribue à l'accentuation de ce chaos. Il est donc imprudent d'avaliser cette situation et de renchérir sur la tension entre ces communautés, qui peut être surmontée. Le Pape Benoît XVI, à l'instar de son prédécesseur Jean-Paul II qui avait qualifié le Liban de « message pour le monde », a rappelé la nécessité de coexistence pacifique entre les communautés à l'instar du Liban, dans chaque pays du Moyen-Orient, pour éviter les exodes et l'émergence de théocraties qui entraîneraient en heurts perpétuels. ■

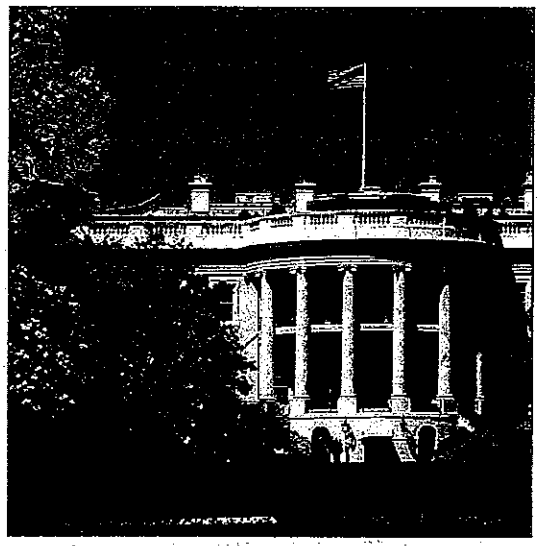
Élie Hatem

Édité par PRIEP SA au capital de 59 880 euros - 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris - Imprimerie RPN 93190 Livry-Gargan
Numéro de commission paritaire 0415I86761 - Directeur de la publication : M.-G. Pujo

❑ ÉTATS-UNIS

Hollande en Amérique

Les premiers pas du président Hollande sur la scène internationale n'ont pas captivé l'attention des Américains, préoccupés surtout par leur campagne électorale.



La guerre en Afghanistan ne serait plus un sujet à débat outre-Atlantique

Vue de Washington, l'installation de François Hollande à l'Élysée s'assimile à l'une des nombreuses péripéties européennes. Rien de plus. N'en déplaise à l'orgueil national, la France n'est plus, depuis que Bruxelles gère les affaires du Vieux Continent, ce pays "que l'on observe et que l'on écoute". Elle a rejoint une communauté et doit en payer le prix. Ce décalage explique la double réaction d'Hillary Clinton à l'événement hexagonal. D'une part, le secrétaire d'État s'abstient de s'étendre sur la France pour mieux intégrer aussitôt son changement politique au contexte européen. D'autre part, elle se félicite que les résultats de la plus récente des élections confirme la socialisation générale de la jeune Union, premier partenaire économique des États-Unis. Pour Hillary Clinton, Sarkozy, c'est plus que jamais Bush le honni tandis que Hollande l'inespéré, c'est sans conteste Obama.

L'Europe s'ancre à gauche et rejoint ainsi l'Amérique. « *Plusieurs voies furent tracées outre-Atlantique*, lança la coqueluche des médias, *pour tenter de sortir de la crise et amorcer une reprise. Nous saluons avec chaleur celles qui correspondent à nos principes.* » Aux yeux de l'ancienne *First Lady* : "Obama, Hollande, même combat". Tous deux préfèrent les stimulants économiques à une stricte austérité pour chasser le marasme. Et tous deux envisagent pour plus tard la réduction éventuelle de la dette.

Optimisme démocrate

Quant à la guerre en Afghanistan, ce n'est plus un sujet à débat. Les deux hommes ont constaté qu'ils voulaient s'en débarrasser. Simplement, et pour d'évidentes raisons, le Français pourra le faire plus tôt que l'Américain.

La réaction plutôt tranchée et pleine d'espoir (ou d'illusions) d'Hillary Clinton incita l'*establishment* à se positionner non pas par rapport au phénomène Hollande lui-même, mais en fonction des préoccupations électorales internes. C'est ainsi que plusieurs démocrates, membres de la Chambre des représentants, n'ont pas hésité à affirmer que l'entrée d'un socialiste à l'Élysée était de bon augure pour Obama. Dans les deux pays, à près de quatre ans d'intervalle, affirment-ils en substance, le peuple a parlé avec la même force, la même détermination et dans le même sens : il a rejeté les contraintes de l'austérité qui appauvrit et choisi l'interventionnisme étatique qui stimule. C'est la stratégie démocrate depuis 2008. En forçant à peine le trait, les suppôts de ce parti assimilent la victoire de la gauche à Paris à un premier tour de la réélection d'Obama en novembre prochain. La même marée, selon eux, produit les mêmes effets.

Réplique républicaine

Quelques ténors de l'opposition, dont l'ex-gouverneur Mitt Romney, futur rival du président, ont pris l'exact contre-pied de cette analyse. Selon eux, la victoire de Hollande est de mauvais augure pour Obama et lui annonce même des jours difficiles. C'est Newt Gingrich, ex-président de la Chambre et porte-parole officieux de cette tendance, qui argumente : « *La signification de la défaite de Nicolas Sarkozy est claire*, écrit-il dans l'hebdomadaire *Human Events*. *Le peuple a sorti les sortants, autrement dit, il a puni ceux qui étaient au pouvoir avec comme bilan une économie désastreuse, des réformes insuffisantes, une précarité tenace. Cette sanction populaire, on ne l'a pas seulement observée en France, mais aussi en Grèce, en Espagne, en Italie et dans deux élections locales en Angleterre et en Allemagne. Partout en Europe, le vent du changement a soufflé. Il pourrait traverser l'Atlantique et, en novembre, envahir la Maison Blanche.* » ■

De notre correspondant permanent aux États-Unis
Philippe Maine

MOYEN-ORIENT

La Syrie à l'heure de la diplomatie hollandaise

La politique étrangère de François Hollande s'inscrira vraisemblablement dans la continuité de celle de son prédécesseur. Pour le meilleur ou pour le pire...

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE de la France ne semble pas changer sous François Hollande qui obéit, comme Nicolas Sarkozy, aux réseaux d'influence qui l'ont aidé, durant sa campagne, à accéder à la magistrature suprême. La compromission des politiques dans leur course au pouvoir et leur inféodation aux groupes de pression, notamment étrangers, expliquent leurs contradictions et la soumission de la République à une stratégie politique contraire aux intérêts de la France.

De Kouchner à Fabius

La nomination de Laurent Fabius aux Affaires étrangères rappelle celle de Bernard Kouchner au début du mandat de Nicolas Sarkozy. Ces deux hommes partagent la même vision politique, sous l'influence des réseaux internationaux du mondialisme diplomatique auxquels adhérait également Alain Juppé. Après le fiasco de l'intervention en Libye qui, à l'instar de celle des Américains en Irak sous prétexte d'imposer la démocratie, a entraîné ce pays dans le chaos, la France interviendra-t-elle en Syrie pour renverser le pouvoir et permettre aux islamistes d'imposer leur loi ?

Dans un entretien télévisé sur *France 2*, François Hollande, qui avait pourtant critiqué l'aventure libyenne de son prédécesseur en la qualifiant de « *politique de rattrapage* », n'a pas exclu une intervention militaire en Syrie. Lors d'une conférence de presse à l'occasion de la visite de Vladimir Poutine en France, le 1er juin, il a légèrement modifié sa position en préconisant des pressions sur le régime de Bachar al Assad sous la forme de sanctions internationales et appelé au départ du président syrien comme préalable à toute solution. Son homologue russe ne partageait pas cette position en soulignant que « *les sanctions sont loin d'être toujours efficaces et pourraient, au contraire, précipiter le chaos. [...] La chute du président al Assad ne saurait améliorer les choses : si on écartait du pouvoir un président en exercice, est-ce que vous croyez qu'il y aurait un bonheur total dans ce pays demain ? La réponse est non. Regardez ce qui s'est passé après les chutes de Saddam Hussein et de Muammar Kadhafi !* »

Depuis plus d'un an, la Syrie fait l'objet d'une déstabilisation interne nourrie par des ingérences étrangères en violation des principes du droit international public édictés par la charte des Nations Unies. Sous le couvert médiatique et les incitations à la violence et à la désobéissance civique répandues par les chaînes saoudo-qatariennes (*Al Arabyia* et *Al Jazeera*), des manifestations populaires ont vite dégénéré en guérilla urbaine. Des unités miliciennes d'obédience islamiste, notamment salafiste, stipendiées et financées par le régime wahhabite saoudien et par le Qatar, sèment la terreur et portent atteinte à la sécurité et la stabilité du régime. La Syrie est ainsi victime du même complot qui a fait éclater les régimes en Tunisie, en Égypte, au Yémen et en Libye. L'ensemble de ces pays sont dans une situation chaotique avec une régression économique, cultuelle et sociale considérable. Cette régression crée un terrain favorable au développement des courants islamistes dans la catégorie populaire de plus en plus appauvrie et démunie. Ces courants deviennent incontrôlables et les exactions de leurs membres acculés peuvent menacer l'Occident par des actes désespérés : tel est l'objectif de ceux qui prônent le "choc des civilisations".

Tensions multiples

Parallèlement, cette situation provoque des divisions et des déchirements inter-communautaires, notamment des luttes entre chrétiens et musulmans, voire une guerre entre musulmans chiites et sunnites au Moyen-Orient. La situation actuelle en Irak et en Syrie et sa répercussion sur le Liban en sont l'illustration. Depuis quelques semaines, la ville de Tripoli et ses environs au nord du pays du Cèdre sont infiltrés par des salafistes, notamment des membres d'al Qaïda, semant la terreur et le spectre du retour à une guerre civile. Le Hezbollah, pro-iranien et autrefois considéré comme un mouvement islamiste chiite, devient aujourd'hui le rempart contre l'émergence des salafistes financés et aidés par l'Arabie saoudite et le Qatar pro-américain. Le Liban et la Syrie, liés historiquement à la France, sont victimes de cette lutte entre l'Iran chiite d'une part et l'Arabie saoudite et le Qatar sunnites d'autre part, manipulés par ceux qui cherchent à semer la zizanie. La France retrouvera-t-elle la raison pour préserver son rôle au Proche-Orient ou tombera-t-elle dans le piège de ces divisions ? ❑

Élie Hatem

L'ACTION FRANÇAISE 2000 — BULLETIN D'ABONNEMENT

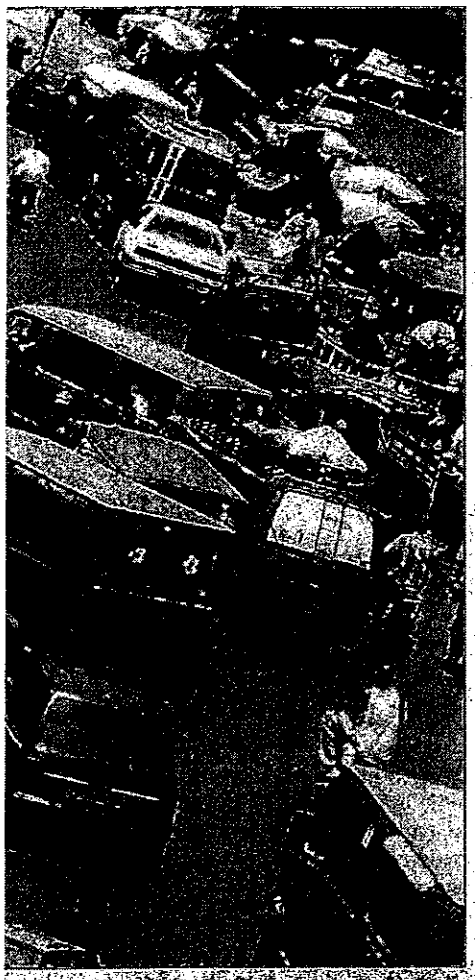
✓ ❑ Mme ❑ Mlle ❑ M.
✓ Prénom .....
✓ Nom .....
✓ Adresse .....
.....
.....
✓ Code postal .....
✓ Commune .....
✓ Téléphone .....
✓ Courriel .....

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

Premier abonnement (un an)
❑ France .....80 €
❑ Étranger .....140 €
Abonnement ordinaire
❑ Un an .....125 €
❑ Six mois .....70 €
Abonnement de soutien
❑ Un an .....150 €
Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
❑ Un an .....70 €
Outre-mer (un an)
❑ DOM .....135 €
❑ TOM .....165 €
Étranger (un an)
❑ Europe .....165 €
❑ Autres pays .....178 €

' de l'Afrique

e différend opposant le Maroc et l'Algérie, onale" ont laissé s'installer au Mali ute une partie de l'Afrique.



nako, capitale du Mali

ıais on
: prési-
ricaine,

sés

:és, ont
e saha-
Bamako
une is-
rapide-
ni, sec-
:use Al-
s armes
e la Li-
inancés
ınce de
niné les
le de la
ın large
ı moitié

Au début de l'affaire, l'intervention de quelques centaines de parachutistes français aurait pu résoudre la crise en quelques heures - la "France-Afrique" avait aussi ses bons côtés. Mais en pleine campagne électorale, c'eût été inimaginable. Le mal est fait. Il ne se limite pas à la destruction d'une partie du patrimoine culturel de l'humanité et aux châtiments cruels prescrits par la *charia*. M. Fabius a raison de proclamer en substance qu'une base organisée et structurée de terrorisme vient de s'installer dans ce pays, que le danger pourrait menacer toute une partie de l'Afrique, voire au-delà. Mais, que faire ? Désormais, la seule issue semble être une intervention militaire au nom de l'unité et de l'intégrité territoriale d'un pays membre de l'ONU et de l'OUA, l'Organisation de l'unité africaine. Il faudrait l'aide de l'une et de l'autre. Même si cela était obtenu, quels pays seraient à même d'envoyer des troupes au Mali ? L'intervention des forces des pays de l'Afrique subsaharienne francophone - car c'est la zone de l'influence, « *responsabilité* » disent les Américains, française - ne pourrait qu'être symbolique. On exclut, pour le moment, une intervention militaire française, cependant que le président Hollande fait retirer ses troupes d'Afghanistan. Que diraient MM. Mélanchon, Hamon et leurs alliés ultra-gauchistes ?

La *charia* appliquée

Il reste deux pays capables de mener cette opération. Tous deux menacés, tous deux conscients - ô combien - du danger islamiste et tous deux musulmans : l'Algérie et le Maroc. On connaît la très grande implantation des services spéciaux algériens dans la région. Il paraît que rien ne leur échappe. Il en est presque de même pour les Marocains. Leurs armées sont bien équipées, connaissent le terrain. Mais à cause du problème de Polisario, les deux pays ne s'entendent pas. On imagine mal qu'ils agissent ensemble : qui commanderait ? - et on voit difficilement que l'un d'eux intervienne seul, même avec un mandat de l'ONU ou de l'OUA, sans indisposer l'autre. Imbroglio, donc, que l'on tenterait actuellement de résoudre, surtout à Paris.

En attendant, le pouvoir des islamistes radicaux se consolide de jour en jour dans le Nord du Mali. La vieille *charia* y est appliquée. On continue de détruire les monuments historiques déclarés "patrimoine de l'humanité" et une base du terrorisme s'y installe. Avec plusieurs otages français dont le sort conduit Paris à une extrême prudence. La plaie malienne est en train de gangrener toute une partie de l'Afrique, et au-delà. ■

Pascal Nari

PALESTINE

Yasser Arafat a-t-il été empoisonné ?

YASSER ARAFAT serait-il mort empoisonné en 2004 ? Cette supposition paraissait irréaliste il y a quelques années. Mais un récent documentaire diffusé sur la chaîne *Al Jazeera* vient créditer cette thèse selon laquelle du polonium lui aurait été administré. Des traces de cette substance radioactive hautement toxique ont été découvertes sur ses effets personnels, remis à sa veuve par l'hôpital Percy où il avait rendu l'âme. Cette dernière a décidé de porter plainte pour empoisonnement, tandis que le neveu du chef de la résistance palestinienne accuse Israël de cet acte. L'exhumation du corps d'Arafat, qui repose à Ramallah, en territoire palestinien, pourrait aider à déterminer la cause de son décès, qui a mis fin à la résistance nationale palestinienne mythique. Désormais, la cause palestinienne est islamisée, alors qu'auparavant elle était défendue principalement par des chrétiens palestiniens. Le Hamas, encouragé par Israël, en a pris le relais. Le même phénomène d'islamisation progressive du monde arabe, sous bénédiction américaine, est observé dans les pays qui ont succombé à la série de révoltes. Cette nouvelle donne affaiblit les pays, les entraînant vers une régression culturelle, économique et sociale, provoquant un "choc de civilisation" entre eux et l'Occident. La lumière sur le décès d'Arafat permettra-t-elle un sursaut des mouvements nationalistes arabes d'inspiration maurassienne, à l'instar du Baath anéanti en Irak après la chute de Saddam Hussein et menacé en Syrie avec le mouvement de déstabilisation actuel ? □

Élie Hatem

court terme.

Soutien populaire

Une partie de la population soutient toujours le président et le régime par conviction, ou par crainte de la mainmise des islamistes radicaux sur le pays et du bain de sang, encore pire qu'aujourd'hui, qui suivrait. Les chrétiens, 10 % de la population, les Alaouites auxquels le clan Assad appartient, les Kurdes, entre six cent mille et un million, les Druzes, ne veulent à aucun prix d'un régime islamiste dominé par les Frères musulmans, qui semblerait être la seule alternative probable après la chute d'Assad, quoi qu'on en dise à Paris ou Washington. Même les sunnites sont plus divisés qu'on ne le dit. Deux des principaux dirigeants du régime, assassinés lors d'un attentat récent, les généraux Bukhtishu et Turksman, n'étaient-ils pas sunnites ?

En plus de la république islamique d'Iran, dont la situation intérieure se dégrade sensiblement depuis quelques jours - mais dont personne ne parle en Occident -, la Russie, la la Chine, le Hezbollah libanais, donc une partie du gouvernement de Beyrouth, soutiennent toujours Damas. Certaines puissances dirigeantes, comme l'Inde et le Brésil, sans avoir d'intérêts déclarés dans la région, sont aussi moins favorables à une intervention internationale pour provoquer la chute d'Assad.

Sur le terrain, Assad et ses partisans viennent de marquer un point tenir devant les forces loyalistes, et la page de la révolution pourrait se trouver tournée au cours des prochaines semaines, dans le sang il est vrai.

Réduit alaouite

Le régime dispose aussi d'un ultime recours, se replier sur le réduit alaouite, qui disposait d'une autonomie complète sous le mandat français de l'entre-deux-guerres. Ce réduit serait économiquement, politiquement et militairement viable. Il comprendrait une grande ville, Lattaquié, le port de Tartous, base navale russe où viennent d'arriver - pur hasard ? - quelques nouveaux et puissants bâtiments de guerre dépêchés par Moscou, un aéroport international, un terminal pétrolier, *etc*... Si une telle situation se produisait, ce que nous croyons peu probable pour le moment, on se trouverait devant une situation "à la yougoslave", dont les dangers et les conséquences ne sont pas à rappeler. Surtout dans ce contexte particulièrement tendu où se trouve actuellement le monde arabe.

Israël a-t-il intérêt à un bouleversement radical en Syrie ? Malgré le discours intransigeant des Assad, père et fils, à l'égard de l'État hébreu, et l'éternel problème du plateau de Golan, les Israéliens avaient en face d'eux un régime prévisible, soucieux avant tout de sa stabilité et entretenant toujours des relations secrètes avec le Mossad afin d'éviter une guerre régionale pour réparer les dégâts des affrontements meurtriers et dévastateurs de ces derniers mois et lancer la reconstruction.

Un régime islamiste radical installé à Damas provoquerait une sanglante répression contre les minorités ethniques et religieuses et les éléments laïcs de la majorité sunnite. Hypothèse encore pire que la situation actuelle. Voudrait-on installer encore un régime islamiste radical et subversif dans le Sud et l'Est de la Méditerranée, mettre en danger l'équilibre précaire de la Jordanie et du Maroc - ces deux pays restent calmes grâce à leur régime monarchique - et aggraver encore davantage l'instabilité en Irak, où le sang continue de couler dans l'indifférence quasi générale de la "communauté internationale" ?

Il serait donc souhaitable, si la raison et une vision stratégique à long terme l'emportaient sur les positions idéologiques et les gesticulations médiatiques, de favoriser, par l'intermédiaire de la Russie, une issue négociée et pacifique au conflit syrien. La grande diplomatie, comme au temps d'un Richelieu, d'un Vergennes ou d'un John Foster Dulles aux États-Unis, devrait remplacer les prises de position parfois enfantines des uns et des autres. Est-ce un vœu pieux ? Réponse dans notre premier numéro de septembre, car le conflit syrien se trouve à un tournant et sera malheureusement encore d'actualité. ■

Pascal Nari

heures (Opex) il y est pas étranger. À la fin de l'année, moins de cinq mille hommes devraient être déployés en Opex - « *un étiage historiquement bas* » : sur les vingt dernières années, la moyenne dépassait les douze mille soldats. De quoi dégager quelques marges budgétaires ? Il faut se garder de la conclusion selon laquelle « *la baisse - conjoncturelle - de nos engagements diminuerait nos besoins* », prévient l'amiral Guillaud. « *Ce serait oublier que le temps du développement capacitaire est long, très long* ! » Pour un char, par exemple, « *entre le début* *ployés sur les théâtres d'opérations - ce qui est normal - mais en contrepartie, la métropole s'entraîne avec des matériels plus anciens ou partiellement équipés. Il est par conséquent de plus en plus difficile de concilier l'engagement opérationnel et un entraînement de qualité. Or, l'entretien des compétences est un enjeu majeur.* » « *Au bilan* », reconnaît le chef d'état-major des armées, « *en termes de capacités, la traduction intégrale de l'ambition politique qui nous a été fixée n'est plus tenable* ». ◻ **G.D.**

DAMAS

Un attentat américain ?

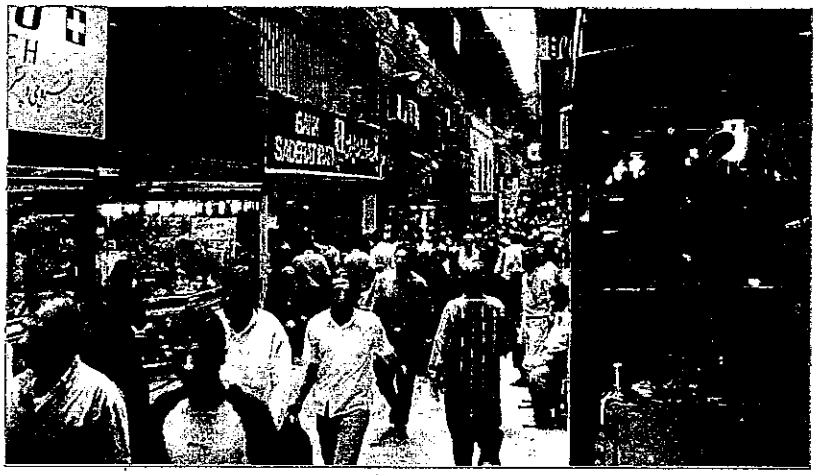
Des Américains seraient suspectés d'avoir directement causé la mort de hauts responsables du régime syrien.

DE SOURCES bien informées, nous avons appris que figurait la thèse suivante parmi les hypothèses plausibles retenues pour expliquer l'attentat qui a coûté la vie, à Damas, à de hauts responsables sécuritaires de l'État, le 18 juillet : cet acte très sophistiqué aurait été commis par les services secrets américains, dont les agents se sont infiltrés dans le pays via les frontières turque et irakienne. À l'instar du Mossad israélien, la CIA américaine dispose d'une armada d'agents arabophones opérationnels qui infiltrent les pays du Proche-Orient. Le signal de l'attentat aurait été donné depuis l'ambassade de Jordanie à Damas. ◻ **E.H.**

❑ IRAN

Élections : un non-événement

Le renouvellement de l'Assemblée islamique a donné lieu à l'organisation d'élections en Iran. Et cela dans une relative indifférence, quoique les véritables opposants au régime en soient bannis.



La désignation de nouveau députés ne devrait rien bouleverser à Téhéran

Le scrutin qui s'est déroulé le vendredi 2 mars, en vue d'élire les députés de l'Assemblée islamique, a été présenté par des médias français comme un événement politique d'importance. À regarder les images diffusées par la télévision, les non-initiés pourraient croire à un vrai *jeu démocratique*. Il n'en est *rien* : les candidats étaient rigoureusement présélectionnés par le pouvoir ; plusieurs députés sortants ont même été éliminés pour « *incompétence* ».

L'opposition, la vraie, n'existe pas sous le régime islamiste. Les opposants reposent dans les cimetières, sont en exil ou en prison. Au mieux, ils se taisent et rasent les murs. Ceux que la presse occidentale appelle abusivement les « *réformateurs* », des personnalités du régime ayant osé exprimer quelques réserves sur certaines mesures gouvernementales, sont à peine mieux traités. Leurs deux *leaders*, Mir Hossein Moussai et le mollah Karroubi, respectivement ancien Premier ministre pendant huit ans de l'ayatollah Khomeyni et ancien président de l'Assemblée dont on élisait les membres, sont en résidence surveillée et interdits de parole, leurs partisans étant plus ou moins pourchassés. En tout cas, ils leur fut interdit de se porter candidats. Donc, une farce électorale.

Taux de participation

Quant au "taux de participation", 64 % selon les autorités, dont le "guide suprême" Khaménéï a voulu faire un enjeu, il reste invérifiable. Quelques bureaux de vote à Téhéran étaient accessibles aux rares journalistes et observateurs internationaux. Le régime avait fait le nécessaire pour y amener des votants. D'autant plus que le "tampon de participation" pourrait être exigé par la suite pour obtenir des tickets de rationnement ou les passeports dont rêvent tant d'Iraniens pour pouvoir quitter le pays....

Un scrutin biaisé et injuste

Une farce électorale, mais surtout un non-événement. Que les élus soient partisans de Khaménéï ou d'Ahmadi-Néjad n'a aucune importance. C'est le bonnet-blanc ou le blanc-bonnet. Il reste à souligner que pas le moindre commentaire, pas la moindre protestation n'ont été entendus des chancelleries, même pas un petit coup de menton pour la galerie. *Human Rights Watch* a osé parler de « *scrutin biaisé et injuste* ». C'est tout. ■

Pascal Nari

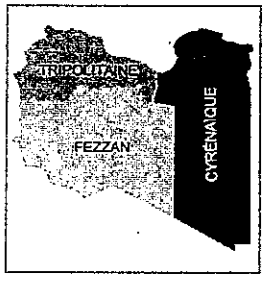
LIBYE

La partition à l'horizon

Le semblant de gouvernement libyen s'avère incapable de freiner les velléités séparatistes de la Cyrénaïque.

IL FALLAIT s'y attendre, et nous l'avions laissé entendre à plusieurs reprises : la Cyrénaïque, capitale Benghazi, berceau de la révolution anti-Kadhaffi, vient de proclamer le 6 mars son autonomie. S'étendant de la frontière égyptienne jusqu'à la région de Syrte, La Cyénaïque détient l'essentiel de la richesse pétrolière du pays. C'est également la région la plus évoluée. Benghazi est la véritable capitale économique de ce que fut la Libye.

Les chefs des tribus et hommes politiques qui ont proclamé cette autonomie cherchent en fait une séparation. Ils savent que le "Conseil national", mis en place par la coalition qui a provoqué la chute du régime de Kadhaffi, n'a ni l'autorité, ni les moyens d'intervenir sur le terrain. Il est plutôt une fiction. D'ailleurs son "président", M. Abdeljalil, après avoir menacé d'user de la force pour réduire « *la sédition* », a été amené à reconnaître que son « *gouvernement* » n'en avait pas les moyens. Il ne contrôle même pas la capitale du pays, Tripoli, où règnent des dizaines de bandes armées. L'OTAN - en l'occurrence, la France et le Royaume-Uni - va-t-elle intervenir pour imposer l'autorité de M. Abdeljalil ? Impensable. La Libye pourrait donc aller vers une partition de fait, ou même de droit, dont les principaux bénéficiaires seraient les islamistes. Il faut espérer que cela se fasse sans une guerre civile. Quant aux "grands intérêts" qui mènent le monde, ils s'accommoderont de n'importe quel scénario, à condition que le pétrole de la Libye ou de la Cyrénaïque puisse continuer à s'exporter... Tel est la triste réalité. ■ P.N.



Les trois provinces traditionnelles de Libye

RAPPORT

La Syrie "libanisée" par l'étranger

Rédigé par des "experts indépendants" un rapport rend compte du chaos où s'enfonce la Syrie.

À l'initiative du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R) et du Centre International de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT), une délégation internationale d'experts s'est rendue en Syrie afin d'évaluer la situation dans ce pays. Elle y a rencontré les protagonistes et a complété sa mission d'évaluation par des rencontres avec divers représentants de l'opposition syrienne à l'étranger, ainsi qu'avec de nombreux experts européens des questions du Proche-Orient.

Vaste délégation

Cette délégation a accompli sa mission en toute indépendance et neutralité. Elle était notamment composée de M^me^ Saïda Benhabylès, ancien ministre de la Solidarité et ancien sénateur d'Algérie; M. Richard Labévière, ancien rédacteur en chef à *Radio France International* et de la revue *Défense* (revue de l'IHDEN), M. Éric Denécé, directeur du Centre français de la recherche sur le renseignement, et de M^me^ Anne-Marie Lizin, présidente honoraire du sénat de Belgique, vice-présidente de l'Assemblée plénière de l'Organisation pour la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE), ancien député européen, secrétaire d'État aux Affaires européennes, député, sénateur. M^me^ Lizin nous a communiqué une copie du rapport établi par cette commission, à la rédaction duquel elle a participé.

Ce document de cinquante-cinq pages retrace les événements en Syrie depuis un an. Il en recherche les origines et rappelle le contexte de leur déclenchement, ainsi que celui dans lequel se trouve aujourd'hui le régime syrien. Enfin, il fait état de la dimension médiatique de cette crise, en essayant de déjouer la désinformation qui cherche aussi bien à déstabiliser la Syrie de l'intérieur, en provoquant continuellement les émeutiers stipendiés de l'étranger, notamment du Qatar et de l'Arabie saoudite, que de l'extérieur, en discréditant le régime syrien aux yeux de l'opinion publique internationale, en particulier occidentale, pour qui « *le régime syrien est pourvu de toutes tares. Ennemi d'Israël, allié de l'Iran, de la Russie, de la Chine, soutien du terrorisme des mouvements tel que le Hezbollah et le Hamas, le désignant comme un membre très fermé du club de "l'axe du mal" cher à la rhétorique américaine.* » Ce rapport indique que les médias des pays du Golfe, relayés par les groupes de presse anglo-saxons et leurs homologues européens, sont devenus « *des acteurs de premier plan dans cette crise dont la couverture "globale" vise prioritairement la destruction du régime de Damas, à l'image du processus libyen* ». Il en ressort que la situation dans ce pays est chaotique. Une guérilla urbaine oppose des groupes lourdement armés qui s'attaquent à la population et essaient de semer une zizanie poussant vers une guerre interconfessionnelle, à l'instar du chaos qui a sévi durant des décennies au Liban, d'où le titre de ce rapport : *Une libanisation fabriquée*.

Ces travaux dévoilent également la situation délicate des chrétiens en Syrie. Ils citent, entre autres, Mère Agnès-Mariam La Croix, carmélite supérieure du couvent Saint-Jacques l'Intercis (situé dans la région de Damas) : « *Le 6 décembre 2011, à Homs, a été l'une des pires journées : plus de cent personnes ont été tuées dans des combats interconfessionnels, dont un grand nombre de chrétiens ont été décapités.* [...] *Un jeune marié chrétien a été assassiné car il refusait de manifester aux côtés des insurgés.* »

Les chrétiens craignent la chute du régime

Les chrétiens syriens craignent la chute du régime nationaliste de Bachar Al Assad. Selon ce rapport, le patriarche grec catholique, M^gr^ Gregorios III, indique que « *Bachar Al Assad est un homme nouveau, à l'esprit ouvert et la mentalité moderne. Il a vécu à Londres, a voyagé et connaît bien son pays. Donnez-lui une chance tout en exigeant quelque-chose de concret, mais il faut laisser un peu de temps au temps.* » M^gr^ Gregorios III a demandé, par écrit, le 4 mai 2011, aux chefs d'État étrangers, « *d'appeler au dialogue et à la compréhension* ». Même attitude et même discours du patriarche maronite que nous avons eu l'occasion de relayer dans notre journal à l'occasion de sa dernière visite officielle en France.

Nos dirigeants entendront-ils ces appels, en particulier M. Alain Juppé, acharné, on ne sait pour quelle raison, contre le régime syrien alors qu'il bénissait l'invasion du Liban par la Syrie en 1990, en balayant ainsi sa souveraineté ? Pour quelle raison la France devrait-elle intervenir aujourd'hui dans ce conflit interne, en Syrie, alors qu'elle a délaissé et sacrifié le Liban, envahi par des forces étrangères, entre 1975 et 1990 ? ❑

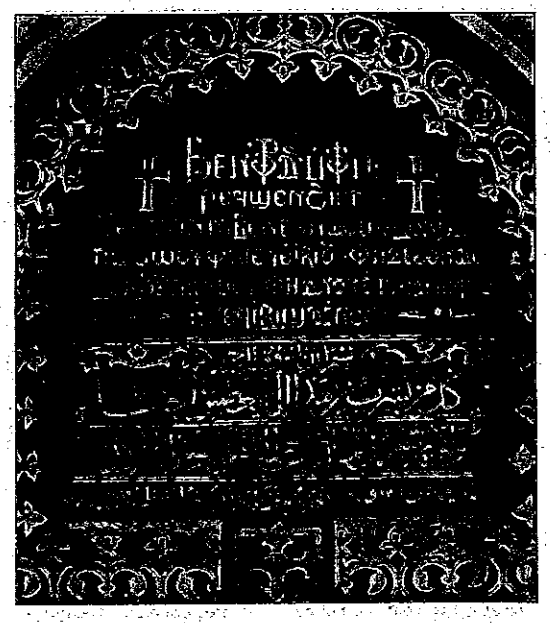
Élie Hatem

❑ COPTES

L'Égypte vers la guerre civile

La destruction d'une église en Égypte a suscité une manifestation des coptes, réprimée dans le sang. Les coptes seraient-ils le bouc émissaire de la politique de déstabilisation de ce pays ?

Après la démolition d'une église au sud du Caire, la communauté copte a organisé une manifestation le 9 octobre, dans la capitale égyptienne, pour dénoncer l'inertie du gouverneur de la province d'Assouan. Cela a vite dégénéré, aux abords du siège de la télévision publique. Des membres des forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur la foule et des chars ont écrasé les manifestants, faisant vingt-cinq morts. Le spectre d'une tension intercommunautaire menace l'Égypte, où les coptes représentent 10 % de la population.



Inscriptions coptes et arabes dans une église du Vieux Caire

Chrétiens du Ier siècle

Ceux-ci se considèrent comme les autochtones d'un pays christianisé au cours du Ier siècle. Leur Église orthodoxe autocéphale est dirigée par un primat (pape) qui détient une autorité aussi bien pastorale que politique sur cette communauté. Au cours du XIXe siècle se développa une Église catholique copte, fidèle à Rome, ainsi qu'une Église évangélique copte.

Au cours de l'histoire, à l'issue des invasions, des mouvements migratoires et des conquêtes, les coptes devinrent minoritaires. Leur statut communautaire fut reconnu par l'Empire ottoman qui asseyait son pouvoir en maintenant un équilibre entre les communautés, appelées alors "millets" ("nations").

La vague de déstabilisation du monde arabe, en particulier du Moyen-Orient, fait resurgir le communautarisme, un facteur de dissensions et de conflits au sein de pays constitués par une mosaïque sociale disparate, comme le Liban, l'Égypte, la Syrie, l'Irak, la Palestine... Les détracteurs du modèle de société multiconfessionnelle propagent la peur chez les communautés minoritaires, aussi bien chez les chrétiens que dans les autres communautés : à l'instar des druzes ou des sunnites en Irak, où la majorité de la population est chiite ; ou des sunnites au Liban, où les chiites sont plus nombreux. Parallèlement, un sentiment de frustration et d'inéquité se diffuse dans les communautés gouvernées par un chef d'État qui n'est pas des leurs, à l'instar de Saddam Hussein en Irak ou de Bachar Al Assad en Syrie.

Précédent chypriote

Dans les années soixante-dix, l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger n'avait pas hésité à évoquer le facteur communautaire susceptible de fragiliser les structures socio-politiques des pays multiconfessionnels. En 1974, après l'éclatement du conflit intercommunautaire à Chypre, des observateurs chypriotes ont attribué aux États-Unis la responsabilité d'avoir donné le feu vert à l'invasion du Nord de l'île par la Turquie. Ils ont surnommé Kissinger "killinger" ("tueur"). Un an plus tard, le même scénario a vu le jour au Liban...

Fortement inspiré par cette stratégie du "divide et impera", notamment développée par son grand-oncle maternel, Moshe Mallah, dans son ouvrage *El Avenir*, Nicolas Sarkozy n'a pas hésité, il y a quelques semaines, à évoquer la menace qui pèserait sur les chrétiens d'Orient, lors de son entretien avec le patriarche maronite alors en visite officielle en France. Il a souligné que le chemin de l'exil semblait se dessiner pour ces communautés. Agacé par ce langage alarmiste, semant la peur qui avait provoqué une guerre civile au Liban, le prélat maronite a très vite réagi. En s'adressant aux médias, il a stigmatisé les tentatives de semer la zizanie intercommunautaire au Moyen-Orient. Il a appelé les communautés à sauvegarder leur coexistence harmonieuse et à défendre les modèles nationaux face à la montée du fondamentalisme soucieux de créer une escalade conflictuelle. Dubitatif sur les révoltes qui ont surgi dans le monde arabe, notamment en Égypte, le patriarche maronite est resté très prudent sur leur déclenchement et leur finalité.

La thèse du complot

En effet, comme l'a souligné M. Boutros Boutros-Ghali dans un entretien accordé à notre journal en mai dernier, la concomitance des événements n'est pas fortuite. *« Il ne s'agit pas non plus d'une simple contagion. Il pourrait y avoir, derrière ces mouvements une main voire plusieurs mains invisibles à qui profite cette déstabilisation. [...] Certains événements sont relatés d'une manière exagérée et exploités par les médias pour créer une psychose et une atmosphère de tension dans la région. »* En Égypte où une grande partie de la population est illettrée, comment peut-on croire que la révolte a été le fruit d'internet, notamment des réseaux sociaux ? Des meneurs de foules, ainsi que des sommes colossales distribuées aux manifestants, leur permettant de rester des semaines dans la rue et de subvenir à leurs maigres besoins, auraient provoqué la chute du régime. De la même manière, il n'est pas exclu que des agents attisent le feu entre chrétiens et musulmans en multipliant les provocations et en infiltrant l'armée et les institutions.

Les coptes, minoritaires en Égypte, sont le bouc émissaire de cette stratégie. Le neveu de M. Boutros-Ghali, ancien ministre des Finances du gouvernement du président déchu Hosni Moubarak, Youssef Boutros-Ghali, s'est vu infliger quarante ans de prison ferme pour complicité de corruption. Prononcée contre un copte, cette peine semble effarante comparée à celle des assassins de l'ancien président Sadate. Youssef Boutros-Ghali est réfugié à Londres. Le Quai d'Orsay ne pouvait pas lui accorder l'asile après les hésitations exprimées au sommet de l'État. ■

Élie Hatem

DÉFENSE

Sur le front des Opex

Libye, Liban, Afghanistan... Le chef d'état-major des armées commente les opérations extérieures de la France (Opex).

LORS D'UNE AUDITION devant une commission de l'Assemblée nationale, le mercredi 5 octobre, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2012, l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA), s'est livré à un tour d'horizon des opérations extérieures.

« *L'Europe désarme quand le monde réarme* », a-t-il martelé en préambule. « *Si elle devait se confirmer, voire s'amplifier, cette tendance serait lourde de conséquences pour notre avenir comme puissance capable de peser sur les affaires du monde.* » Placée en « *hibernation* », l'Europe de la défense ne doit pas faire miroiter de faux espoirs...

Provocations au Liban

Cela nuance l'enthousiasme suscité par l'année écoulée. Selon l'amiral Guillaud, en effet, « *peu de pays auraient été capables et auraient eu la volonté de faire ce que nous avons fait [...] en Libye, en Côte d'Ivoire, sur le territoire national, ainsi qu'au Japon, où nous sommes intervenus lors du tsunami en envoyant des avions de transport stratégique pour évacuer nos compatriotes vers la Corée du Sud* ».

L'engagement au Liban demeurerait « *le plus délicat de nos forces* », en raison d'une liberté d'action difficile à garantir. « *Il arrive aujourd'hui qu'un maire décide que l'on ne peut plus traverser son village* », a déploré le CEMA. « *Nos soldats - le troisième contingent sur place après ceux de l'Italie et de l'Indonésie - sont régulièrement menacés d'humiliation. La semaine dernière, un véhicule espagnol ayant dépassé de 500 mètres la zone de la FINUL a immédiatement été encerclé par des 4x4 aux vitres fumées ; des civils en armes en sont sortis et ont volé aux soldats leurs papiers, leurs cartes, leurs radios... Effets qui leur ont été rendus cependant le lendemain.* » Cela mettrait nos soldats sous pression, une telle situation étant « *insupportable, pour un grenadier voltigeur comme pour un général* ».

Aussi l'amiral juge-t-il « *urgent que l'ONU révise le concept stratégique de la présence des casques bleus au Liban* ».

Évoquant l'Afghanistan, le CEMA a affiché l'optimisme que requiert sa fonction. « *Dix ans après le début de notre intervention, est venu le temps du transfert des responsabilités de sécurité à l'armée nationale afghane* », a-t-il rappelé. « *Il y a cinq ans, on ne comptait que 30 000 soldats et policiers afghans. Ils sont aujourd'hui 300 000.* » Des chiffres censés illustrer « *la réalité et le succès, dans le domaine militaire, des opérations de l'OTAN* ».

D'autant qu'« *il n'a jamais été question de battre les insurgés à l'ancienne ni de transformer l'Afghanistan en havre de paix* ». Le taux de désertion dans l'armée afghane aurait considérablement diminué : « *Il était de l'ordre d'un tiers, par mois, il y cinq ou six ans ; il est maintenant inférieur à 10 % et tend à descendre vers 5 %.* » Cela grâce au doublement des soldes : « *La coalition a payé les hommes à peu près comme les payaient les Talibans, voire un peu plus.* » Aussi les questions se posant pour l'avenir portent-elle notamment « *sur la soutenabilité financière du budget de la défense afghan, en particulier le paiement des soldes de 300 000 policiers et militaires - chiffre qui se situe dans la norme compte tenu de la taille du pays* ».

En tout cas, « *nous avons, pour l'essentiel, rempli notre part de la feuille de route internationale* », soutient l'amiral Guillaud. « *Pour notre part, nous basculons progressivement des missions de contrôle de zone vers des missions d'appui et de soutien des forces afghanes. Ce qui a pour conséquences de réorganiser nos forces - nous n'aurons plus besoin des mêmes spécialistes - et de réduire notre vulnérabilité - nous n'irons plus dans les fonds de vallée.* » À l'approche de l'élection présidentielle, cela tombe à pic... ❑ G.D.

VOUS CHERCHEZ L'ACTION FRANÇAISE 2000 ?

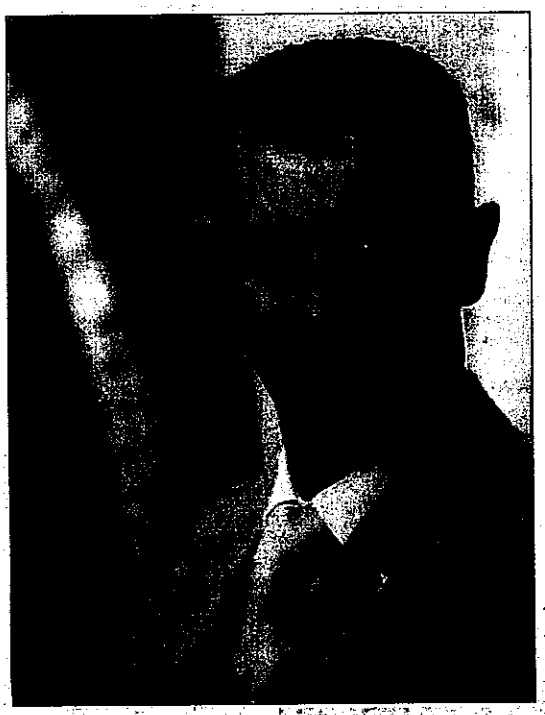
Rendez-vous à cette adresse pour trouver un kiosque où l'acheter :

www.trouverlapresse.com

❑ PROCHE-ORIENT

La Syrie tombera-t-elle ?

La pression internationale s'accroit sur le président syrien. Le colonel Kadhafi vient d'être renversé, Saddam Hussein l'avait été avant lui... Que va-t-il advenir de la stabilité régionale ?



Le président syrien Bachar Al Assad

En 2003, le président américain, George W. Bush, avait entamé une offensive militaire en Irak, fondée sur de fausses allégations, pour destituer Saddam Hussein, ce que l'embargo prolongé et les tentatives de dislocation interne n'avaient pas réussi à provoquer. Depuis, le chaos règne dans ce pays. En moins de dix ans, attentats et altercations intercommunautaires ont fait deux fois plus de morts que ceux tombés durant le régime déchu, qui avait vécu deux guerres sanglantes : celle avec l'Iran et celle à l'issue de l'occupation du Koweït.

Ingérence controversée

Un scénario identique vient de faire chuter le régime de Kadhafi en Libye, où la révolte interne n'a pas suffi comme en Tunisie ou en Égypte. Les forces militaires de l'OTAN, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy et des puissances anglo-saxonnes, ont contribué à ce renversement en appuyant des "insurgés" et en leur reconnaissant une légitimité préalablement à la réussite de ce coup d'État. Ces ingérences, au mépris des principes et des normes du droit international public, sont opérées sous le prétexte d'apporter la démocratie, sous sa forme occidentale, à des sociétés qui jouissent depuis des siècles de modèles tribaux, inhérents à leur histoire. L'instauration d'un pouvoir central fort et fédérateur, même autour de personnalités très controversées, avait permis à ces pays de consolider leur État-nation et de se développer progressivement tant bien que mal : en Irak, sous l'impulsion de Saddam Hussein issu du parti nationaliste Al Baath ; en Libye avec le colonel Kadhafi qui avait fédéré les tribus ; au Yémen avec le président Ali Abdallah Saleh qui a réunifié son pays ; en Syrie avec feu Hafez Al Assad, également issu du parti Baath et qui avait réussi à maintenir la stabilité intercommunautaire interne, etc.

La vague révolutionnaire atteignant la plupart de ces pays arabes, en battant en brèche les systèmes politiques nationalistes, provoque leur déstabilisation interne. La politique du *divide et impera* permet aussi, sous la couverture de la démocratie, l'émergence de courants fondamentalistes et la régression de ces sociétés. La Tunisie et l'Égypte commencent à en pâtir. Les révolutionnaires en Libye crient victoire avec des slogans religieux. Ne sont-ils pas guidés par Moustapha Abdeljalil, qui porte sur son front les stigmates de sa pratique religieuse rigoureuse ?

Conflits multiples

Au Machrek, la composition multiconfessionnelle des sociétés entraînera une multitude de conflits intercommunautaires à l'issue de la chute des régimes nationalistes fédérateurs, parallèlement au développement des mouvements fondamentalistes à l'instar du Hamas. Ce dernier a été encouragé par Israël pour mettre en cause et discréditer la résistance palestinienne, autrefois menée aussi bien par des chrétiens que par des musulmans. Par conséquent, l'État hébreu a la voie libre aux yeux de l'opinion publique internationale, téléguidée par les médias, pour s'attaquer à la population civile palestinienne, assimilée au Hamas puisque ses représentants ont été élus démocratiquement par elle. En commettant des massacres, à l'instar de ceux de Jenine en 2002 et de Naplouse en 2004, ou en créant des enclaves, comme à Gaza où le désespoir de la population la pousse à l'extrême. Le recours à la violence à l'encontre d'un peuple en quête de sa souveraineté, sous le prétexte de sauvegarder la sécurité du régime israélien, ne semble pas choquer, tandis que des émeutes matées en Syrie par les forces de l'ordre provoquent l'indignation des démocrates occidentaux.

Regard des médias

Néanmoins, les dernières émeutes en Grande-Bretagne, qui n'ont duré que cinq jours, et l'éventualité d'un recours à l'armée pour y mettre fin par tout moyen, ont permis de porter un autre regard sur la situation en Syrie. Ainsi, les médias britanniques ont mis un bémol dans leur façon de traiter les événements qui s'y déroulent. Malheureusement, ce n'est pas le cas en France. Le président syrien, Bachar Al Assad, est qualifié de dictateur épris du pouvoir, bien qu'il ne soit en fonction que depuis onze ans (il a été reélu en 2007) alors que le président Jacques Chirac était bien resté douze ans au pouvoir (reélu à plus de 82 % des voix en 2002) et son prédécesseur, François Mitterrand, quatorze ans : malgré la vague de protestations mettant en cause sa légitimité à la fin de son second mandat, il répondait à ses détracteurs qu'il n'entendait quitter ses fonctions qu'à l'échéance de son mandat.

En Syrie, si Bachar Al Assad quittait ses fonctions, il commettrait la pire erreur en abandonnant un pays fragilisé par le spectre d'une guerre civile intercommunautaire dont les principales victimes, comme en Irak, seraient les communautés chrétiennes. La politique étrangère de Nicolas Sarkozy, héritière de la diplomatie américaine de l'ancien président Bush, semble sacrifier nos relations au Levant au profit des lubies de M. Bernard-Henri Lévy, qui néglige l'intérêt de la France et ses amitiés séculaires avec les peuples du Proche-Orient. ■

Élie Hatem

ÉGYPTE

Le procès inique de Moubarak

Dans un pays en proie à l'instabilité croissante, le procès en cours s'avère d'autant plus périlleux.

SOUS LA PRESSION de quelques centaines de personnes manifestant place Al-Téhrir, elles-mêmes manipulées ouvertement par des ONG américaines ainsi que quelques bien-pensants professionnels, la junte militaire au pouvoir au Caire a amené devant des juges, à deux reprises, l'ex-président Hosni Moubarak.

Même dans les pires régimes totalitaires, sous les nazis, les bolcheviques ou les ayatollahs de Téhéran, on n'avait vu un "accusé", à peine capable de prononcer quelques mots, traîné devant un tribunal sur une civière.

Indignation sélective

Cela s'est produit par deux fois au cours du mois d'août. On n'a vu ni entendu aucun droit-de-l'hommiste protester contre cette infamie, encore moins les dirigeants des pays se gargarisant du respect des libertés et des droits humains qui se bousculaient, il y a encore peu, pour n'avoir rien qu'une photo avec le président égyptien.

La forme du "procès" mise à part, que reproche-t-on au président Moubarak ? Des "massacres" lors des troubles du Caire et des centaines de victimes. Les chiffres sont imprécis et on omet d'ajouter qu'une bonne partie de ces victimes sont des agents des forces de l'ordre lynchés par les manifestants, particulièrement lorsque les postes et commissariats de police furent attaqués et incendiés. On lui prête des « *milliers de dollars* ». Combien ? Personne ne peut le dire. Où sont-ils ? À l'étranger, répond-on sans autre précision. Mme Moubarak a déjà été condamnée pour « *corruption* » en raison de possession d'une villa au Caire et d'environ 22 000 euros sur son compte bancaire. La maison et les avoirs bancaires ont été confisqués ! C'est dire: Il ne s'agit pas ici d'avancer qu'un dirigeant politique, aussi haut placé soit-il, devrait être à l'abri de la justice et bénéficier d'une immunité. Loin de là. Mais dans un pays en proie à l'instabilité croissante, hélas, et géré par un régime provisoire, un tel procès est inadmissible. Surtout dans les conditions que l'on a vues, avec un "accusé" sur une civière, incapable de prononcer quelques mots, autrement dit à l'article de la mort. C'est plutôt un lynchage politico-médiatique destiné à satisfaire les islamistes radicaux et leurs alliés ultra-gauchistes, et à détourner l'attention de l'opinion des vrais problèmes - notamment l'insécurité et le marasme de l'économie - que la "révolution démocratique" a créés.

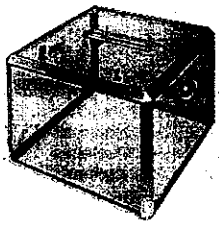
Le spectre islamiste

Les vrais crimes de Hosni Moubarak sont ailleurs. La paix maintenue avec Israël à tout prix; la coexistence avec les pétro-monarchies du golfe Persique, la politique de stabilisation du monde arabe et surtout une forte croissance économique, qui, une fois disparue, ferait le lit de tous les extrémismes, de toutes les excités, les Frères musulmans en premier.

L'infamant procès de Moubarak n'ouvre-t-il pas la voie à la mainmise des "Frères" en Égypte, en Tunisie et ailleurs ? Malheureusement, trop d'intérêts économiques et de bien-pensants ultra-médiatisés œuvrent pour que cette hypothèse soit réalisée. Voilà le vrai danger. ❑ P.N.

ONU

De la violence électorale



PLUSIEURS PAYS d'Asie risquent de tomber dans la violence au moment des élections, avertit le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Dans un rapport publié le 29 juin, il souligne que « *la simple suspicion ou allégation de fraude est souvent suffisante dans les démocraties ou il existe un manque de confiance dans les autorités pour qu'une population réagisse violemment* ». Selon un communiqué de l'ONU, il recommanderait aux gouvernements asiatiques « *de prendre des mesures afin d'améliorer la crédibilité des élections notamment en renforçant le rôle des commissions électorales, de systèmes de contrôle du financement des partis ainsi que la garantie que les responsables de violences électorales soient traduits en justice* ». En revanche, bien qu'ils en dénombrent quelques victimes, les rapporteurs excluent apparemment de ralentir la marche forcée vers la démocratie... ❑

❑ MONARCHIE

Norvège : les larmes du roi

Ébranlées par les assauts du modernisme, les monarchies européennes continuent néanmoins de présenter quelque vertus. Hélas, ce sont souvent les drames qui rappellent la force des symboles.

Le roi Harald V est le modèle des monarques du Nord.

La dignité et l'humanité du peuple norvégien, dans l'épreuve tragique qui lui est imposée par le combat d'un loup solitaire perdu d'avance, ne laisse d'impressionner. Un chagrin impassible, les dents serrées à casser, les fils d'Odin ne plieront pas sous l'assaut d'un mythomane et de ses imitateurs possibles. Ils aiment leur société ouverte et fraternelle, ils en assument les richesses, les peines, les soins qu'elle réclame et aussi de nombreux inconvénients. Mais ils sont chez eux et nous le disent, et s'organisent comme ils l'entendent. La Haine ne passera pas. C'est ce que nous montre le champ de fleurs et de bougies déposées par les Osloïtes devant la cathédrale où fut célébrée la messe de *requiem* pour les victimes du carnage d'Utoeya, sous la présidence du chef de l'Église de Norvège, SM le roi Harald V.

Mesure, étiquette et affabilité

L'office du dimanche 24 juillet restera dans les mémoires. À côté d'un roi aux yeux rouges de larmes, d'une reine en sanglots, le Premier ministre, la gorge nouée d'émotion, parvint à articuler les mots de leur détermination à tous : « *Nous sommes un petit pays mais nous sommes un peuple fier. La Norvège n'abandonnera jamais ses valeurs.* ». Il aurait pu ajouter que ce n'est pas le nombre de ses enfants qui fait une grande nation mais s'en est retenu pour ne pas être immodeste, travers d'usage général dans nos contrées latines. C'est toute la différence, mesure, étiquette, affabilité.

Le roi Harald V

Le roi Olav V, père du roi d'aujourd'hui, avait l'habitude de dégourdir ses chiens au petit matin sur l'esplanade du palais et rendait leur salut aux passants dans une simplicité royale. SM Harald V est le modèle des monarques du Nord. Autorité naturelle permettant d'ouvrir une accessibilité vraie. Scolarité à l'école publique, service militaire dans la cavalerie, troisième cycle à Oxford (histoire, économie, sciences sociales), il sera l'ambassadeur infatigable de l'industrie norvégienne. Excellent dans les activités sportives, il communie comme tous ses sujets avec la nature tant à la chasse qu'à la régate puisque le Norvégien est d'abord un marin. À soixante-quatorze ans, il enchaîne les voyages diplomatiques et assure sa charge pour le meilleur bénéfice de son pays. C'est le job ; et ce pays marche bien, malgré de sévères contraintes climatiques et une géographie coupée en tous sens, si difficile à exploiter. Mais le défi répond au défi, à pays dur, crânes incassables. La vigueur nordique n'est pas célébrée pour rien, et cela depuis des siècles.

Il serait facile et cruel d'établir des comparaisons avec les condottieri de rencontre qui viennent à date fixe "réussir" leur vie chez nous dans des palais qu'ils n'ont jamais construits. Quels que soient leurs mérites, élus d'une faction, ils ne feront jamais l'exploit de réunir toute le pays derrière eux de manière spontanée. Ce "précipité" va de soi en Scandinavie. Le roi de tous appartient à chacun et il est infiniment plus que le chef du gouvernement des disputes courantes. Il est l'horloge pacificatrice de la république et l'âme visible de la nation. Nous ne savons comprendre. ■

Catoneo

OSLO

Un terrorisme narcissique

Le drame d'Oslo a projeté l'attention sur le populisme norvégien. Celui-ci est incarné par le Parti du progrès - le second parti du pays. Mais la lutte contre l'immigration ne serait apparue que récemment dans son discours. À l'origine, c'était « *une sorte de parti libertarien conservateur* », souligne Olivier Kempf (*Egea*, 25/07/2011). Maître de conférences à Sciences Po Paris, ce dernier juge « *symptomatique que cet attentat soit le fait d'un individu seul* ». Et de pointer le « *narcissisme contemporain* » : « *Contrairement à autrefois, écrit-il, un attentat n'est pas le fait d'une "organisation" donc d'une "société secrète". La nouvelle menace sera-t-elle celle du "terrorisme individuel" ? En fait, Al Qaida nous l'avait déjà enseigné : ce n'était pas une organisation, ce n'était même pas un réseau, mais une franchise laissant libre cours aux initiatives localisées de "lancer des actions" pour les faire parrainer, ensuite, par la "marque de fabrique". Et la plupart du temps, les candidats étaient des individus, perdus dans la modernité occidentale, qui se refabriquaient une identité au moyen d'un attentat. J'ai l'impression que dans le cas d'Anders Behring Breivik, on reproduit le même schéma. Oslo, c'est comme Londres ou Madrid.* » ❑

Restaurer les monarchies en Orient

Confronté à des déstabilisations récurrentes, en proie à des guerres civiles ainsi qu'au fondamentalisme religieux, les États d'Orient pourraient se mettre en quête d'une restauration monarchique. Tour d'horizon.

LE 24 AVRIL 1986, en pleine guerre fratricide du Liban, Élie Hatem publiait un article dans notre journal, intitulé à l'époque Aspects de la France, où il préconisait une solution pour le pays du Cèdre : la restauration de la principauté. Celle-ci avait été abolie au XIX[e] siècle par les intrigues des Ottomans qui régnaient sur la région. Descendant direct du cheikh Eid Hatem, notre collaborateur reprenait l'initiative de son ancêtre qui était devenu en 1861, grâce à l'intervention de Louis-Napoléon Bonaparte, administrateur général du Mont-Liban (l'appellation donnée alors au Liban). Après des massacres entre les Maronites (catholiques du Liban) et les Druzes, les deux principales communautés libanaises d'autrefois, et la destitution du dernier prince Béchir Chehab II, le cheikh Eid Hatem tenta de restaurer le régime monarchique de principauté. Mais il fut assassiné, probablement empoisonné par les Ottomans. Les déchirements actuels en Orient, ainsi que la menace qui pèse sur le modèle national au profit du fondamentalisme religieux, amènent Élie Hatem à relancer le débat sur la restauration des monarchies abolies. ❑

LE SPECTRE révolutionnaire qui surgit en Irak, en Tunisie, en Libye, en Égypte, au Yémen et en Syrie est manigancé par la propagande pour l'instauration de régimes démocratiques républicains. Cela suscite l'émergence d'une pléthore de partis politiques, y compris des mouvements religieux radicaux, conduisant les communautés vers des heurts sanglants qui peuvent se perpétuer durant des décennies. En Tunisie, en Libye et au Yémen, pays majoritairement musulmans sunnites, la cacophonie des partis provoquera une instabilité institutionnelle ainsi que des luttes pour le pouvoir, non sans violence, à l'instar de ce qui se passe sporadiquement en Tunisie. En Irak, en Égypte, en Syrie voire au Liban, la multitude des communautés entreront en guerre sans merci, en vue d'imposer leur hégémonie ou de défendre leur existence. Cette situation inextricable sonnera le glas des modèles nationaux en place depuis plus d'un siècle.

Les régimes, instaurés la plupart du temps à l'issue du renversement des monarchies régnantes (en Irak, en Égypte, en Turquie, en Tunisie, en Libye, au Yémen), ont gardé une teinte monarchique inhérente à ces sociétés ou le *pater familias* détenait la *potestas* de l'État. Ainsi, l'exercice voire la dévolution du pouvoir se faisait à l'instar des monarchies héréditaires : en Syrie, le président Hafez el-Assad préparait son fils aîné, Bassel, afin de lui succéder. À la mort de ce dernier par accident de voiture, il propulsa son cadet, Bachar, actuellement à la tête de l'État. En Égypte, le président Hosni Moubarak prépara également son fils, Gamal, à l'exercice du pouvoir. Saddam Hussein fit de même avec Oudaï puis Qousay quand celui-ci fut blessé. En Libye, Kadhafi voulait que Seif lui succède.

Besoin d'un fédérateur

Les sociétés orientales, pour la plupart tribales et rivales, aspirent à un monarque capable de les fédérer. En Iran, plus de trente ans après la révolution, l'aspiration à la restauration monarchique et la nostalgie de ce régime millénaire ressort dans les derniers discours du président Ahmadinejad qui n'hésite pas à rappeler la grandeur de l'empire perse. Après l'invasion de l'Irak et la destitution de Saddam Hussein, le chérif Ali ben Hussein, fils du roi Fayçal II assassiné en 1958 et prétendant au trône de son pays, n'a pas hésité à affirmer que la restauration de la monarchie était le moyen d'unifier les Irakiens. Rentré dans son pays en 2003, il œuvre dans cet objectif. Le neveu du dernier roi de Libye, Idris I[er], le prince Mohamed el-Senoussi, devenu héritier du Trône depuis la mort de son oncle en 1983, a proposé la restauration de la monarchie dans son pays pour mettre un terme à la guerre civile. Sa proposition a été précédée par une initiative du roi Fouad d'Égypte (fils du roi Farouk) qui, à l'occasion de l'attentat dont une église copte a été victime, a condamné cet acte, faisant de lui un symbole fédérateur des Égyptiens. La restauration des monarchies orientales permettrait-elle le retour à la stabilité dans cet orient compliqué ? ❑

Élie Hatem

parties ne marque de points décisifs. Les loyalistes tiennent la capitale et la majeure partie du pays. Les rebelles du CNT que les États participants ont en quelque sorte légitimé tiennent l'Est et quelques enclaves. Dimanche soir, le colonel Kadhafi a déclaré qu'il ne quitterait jamais « *la terre de ses ancêtres* ». Incontestablement, il a des fidèles tant dans la population qu'au sein de l'armée et pourrait encore résister. Son entourage tente d'amorcer le dialogue avec les pays occidentaux, surtout la France qui fait fi-

faire pression sur [illegible]

Le CNT mis en cause

Affaire gênante pour le CNT, que préside d'ailleurs un ancien ministre particulièrement répressif de Kadhafi, des ONG américaines, que l'on ne pourrait soupçonner de sympathie à l'égard du dictateur libyen, dénoncent avec force des exactions, tortures, viols dans la région que contrôlent les rebelles. Ces informations n'ont pratiquement pas eu d'écho en France, où la "grande presse" est

l'Union africaine, précédées peut-être d'un arrêt momentané des bombardements qui n'ont pas réussi à mettre fin au régime de Kadhafi ni à l'amener à se rendre. L'instauration d'une démocratie à l'occidentale dans ce pays aux structures essentiellement tribales et sans véritable passé national n'est pas une panacée. Il faut sortir de la crise par des compromis tenant compte des réalités du terrain. On ne le répétera jamais assez. ■

Pascal Nari

plomatie française, en permettant "toutes les mesures nécessaires" pour protéger les populations ; justifiant, de ce fait, la fourniture d'équipements militaires aux rebelles, voire aux civils. Par cette interprétation large, et critiquée par les experts en droit international, de la deuxième résolution, les autorités françaises ne respecteraient pas l'esprit de la résolution imposant l'embargo. » Et de rappeler « *que vantage de cohérence entre déclarations diplomatiques et realpolitik menées sur le terrain* ». C'est peut-être méconnaître la nature des premières, dont les bons sentiments ne sont pas les seuls inspirateurs. Si la France défend si volontiers le droit international, c'est aussi parce qu'elle bénéficie à l'ONU d'une influence relative sans commune mesure avec son poids économique ou militaire. □ **G.D.**

POLÉMIQUE

De l'intox sur la Syrie ?

Hérauts de la démocratie selon la vulgate médiatique occidentale, les manifestants syriens sont en fait de véritables belligérants, puissamment armés.

TANDIS que la situation dramatique en Syrie nourrit la désinformation et le scepticisme, un regard objectif sur les faits nous permet une analyse loin des sentiers battus. Des manifestants syriens ont tenté de prendre d'assaut l'ambassade de France en Syrie. N'arrivant pas à les disperser, les gardes ont tiré à balles réelles, faisant trois blessés. Cette riposte semble légitime, l'ambassade de France bénéficiant d'une inviolabilité garantie par la convention de Vienne. Les forces de l'ordre auraient recours à la même méthode, sur notre territoire national, si elles ne parvenaient pas à disperser par d'autres voies des manifestants qui porteraient atteinte à l'ordre public, au nom de la *potestas* de l'État. Les dispositions de l'article 431-3 de notre Code pénal le prévoient, ainsi que le nouveau décret du 30 juin dernier (décret 2011-795). Dans ces conditions, comment peut-on critiquer les forces syriennes qui tentent de maintenir l'ordre dans leur pays, où des émeutes téléguidées par l'étranger visent la stabilité de l'État et mènent au chaos d'une guerre civile ?

Ces mouvements sont malheureusement encouragés par les médias et par certains services secrets, voire par une cinquième colonne qui diffuse des rumeurs avalisées par les "démocraties occidentales". Comment expliquer des heurts entre les forces de l'ordre et des manifestants soit-disant civils et pacifiques, qui arrivent néanmoins à s'attaquer aux tanks et aux armes sophistiquées de l'armée régulière déployée auprès des forces de police ? L'armée syrienne est l'une des plus fortes de la région, au point que la toute puissante armée israélienne évite l'affrontement avec elle. S'attaquer à une telle armée, en provoquant la mort de soldats réguliers et la destruction de son matériel militaire, suppose que les assaillants disposent d'armes et de moyens assez puissants.

L'observation de phénomènes similaires dans d'autres pays arabes démontre une machination visant la dislocation de l'unité nationale de ces pays, à l'instar de l'Irak ou de la Libye. En s'appuyant sur la démocratie, faisant d'elle le synonyme de la liberté, on ouvre la voie à une pléthore de partis politiques et des mouvements, notamment islamistes, mettant en cause les modèles nationalistes au profit de théocraties fanatiques.

Démocratie contre nationalisme

Le régime nationaliste syrien du parti Baath, qui est d'inspiration maurrassienne, comme le démontre Charles Saint-Prot dans son ouvrage *Le Nationalisme arabe - Alternative à l'intégrisme* en consacrant une partie à Michel Aflaq, l'un de ses fondateurs, a constitué un rempart contre le fondamentalisme religieux. Il a permis à toutes les communautés syriennes (chrétiens, sunnites, alaouites, kurdes, druzes et juifs) de coexister. Certes, on peut reprocher un certain despotisme à l'ancien président Hafez el-Assad, mais son fils, Bachar, proposé par le Parlement syrien comme candidat à la succession de son père le 10 juin 2000, n'a fait que moderniser le pays et le sauvegarder malgré différentes crises économiques et sociales dans une région en ébullition. Son accession au pouvoir et son exercice de celui-ci ne dénotent aucun comportement dictatorial. À l'instar de tout responsable politique, il tente de mettre un terme à des émeutes et de préserver sa nation d'une guerre civile. En effet, la chute du modèle national syrien entrainerait la région dans un cycle de violence interminable entre les différentes communautés, de l'Irak au Liban en passant par la Jordanie et la Palestine, sans épargner la sécurité de l'État hébreu. Au nom de la démocratie, peut-on sacrifier la stabilité de cette région, en particulier de la Syrie et du Liban qui ont des liens historiques et séculaires avec la France ? ■

Élie Hatem

Le en défaut avant le Trésor grec ? Vingt-cinq milliards de coupons d'obligations lui seront présentés au 15 août mais le blocage de l'endettement public par la majorité républicaine au Congrès annonce le défaut. Ce défaut, même de quelques jours ou quelques heures, dégraderait durablement la notation du pays bénéficiant actuellement du "triple A", comme l'anticipait Standard & Poor's dès le 18 avril. Fitch Ratings et Moody's le menacent d'un humiliant "B" comme ils en donnent aux gitans sud-européens. Tout déclassement renchérit mécaniquement le prix de l'argent emprunté sur les marchés et creuse le déficit. Mais il est en empruntant la voie dite non conventionnelle du Quantitative Easing (QE) ou assouplissement quantitatif des règles de prudence.

Retour aux subprimes

Pour comprendre, revenons à la "crise des subprimes". Lors de la découverte des hypothèques pourries de 2008 accumulées par la politique d'argent facile d'Alan Greenspan, les actifs des banques qui en comptaient beaucoup émiettées dans une multitude de titres furent subitement dégradées à tel point que tout l'interbancaire faillit geler comme le Saint-Laurent en hiver. Aucune ...dence en exigeant la réduction des dépenses publiques de 2 500 milliards de dollars sur dix ans sans taxation supplémentaire, en contrepartie de leur accord au rehaussement du plafond d'endettement de l'État au-dessus de la limite constitutionnelle. Les Républicains étant le plus souvent des possédants, il y a peu de chances qu'ils fassent sauter la banque. C'est plutôt un exercice de lutte gréco-romaine, mais tous les détenteurs de bons du Trésor américain sont aux cent coups, les Chinois les premiers au seuil de la menace à peine voilée, car un mot tabou circule : banqueroute. ■

Catoneo

PROCHE-ORIENT

Une conférence de paix mort-née ?

Paris reprend l'initiative au Proche-Orient. On peut s'en féliciter, mais sans le soutien de Washington, il est peu probable que ses propositions aboutissent.

LA PROPOSITION française de convoquer une conférence de paix sur le Proche-Orient à Paris au mois de juillet était une initiative excellente. À ce jour, elle ne semble pas devoir rencontrer l'accueil qu'elle aurait mérité.
Certes, l'Autorité palestinienne et son président Mahmoud Abbas se sont déclarés favorables à l'initiative de Paris. Quelques pays arabes n'y seraient pas opposés non plus. Mais les Américains sont réservés et les Israéliens encore davantage. Il y a ainsi peu de chances de voir cette conférence se tenir et permettre de sortir de l'impasse.
Washington considère le conflit israélo-palestinien comme son domaine réservé, mais, depuis des années, il est dans l'incapacité de lui trouver une issue. Or, sans l'accord de Washington, rien n'est possible en la matière, et il est fort peu probable que l'administration Obama, de plus en plus soucieuse de la situation intérieure et de

l'élection présidentielle de novembre 2012, s'engage dans un processus de paix au Proche-Orient, pouvant indisposer Israël et la communauté juive américaine. Il restera donc aux Européens de financer l'Autorité palestinienne, de payer, et se taire. Triste constatation. ■ **P.N.**

MÉDIAS

Polémique sur *France 24*

Invité à débattre de la situation en Syrie sur le plateau anglophone de *France 24*, dans l'émission de François Picard diffusée en direct, Élie Hatem a fait état d'une désinformation.

DURANT cette émission, la chaîne de télévision diffusait en boucle, sur ses antennes française et anglaise, une intervention téléphonique attribuée à Mme Lamia Chakkour, ambassadeur de Syrie en France, annonçant sa démission en français et en anglais. Profitant de sa présence, *France 24* a demandé à Élie Hatem de commenter cet événement à l'issue du débat, dans les bulletins d'information de 20 h 30. En attendant de passer de nouveau à l'antenne, il a téléphoné à l'ambassade de Syrie pour prendre de plus amples renseignements. Il a alors été avisé que Mme Chakour n'avait point téléphoné et qu'elle n'avait pas présenté sa démission.
Sur les plateaux français puis anglais, notre collaborateur a mis en doute cette annonce, avec toute la prudence qui s'imposait. D'abord sur la forme, en s'étonnant qu'un diplomate chevronné comme Mme Chakour, fille d'ambassadeur et à cheval sur les protocoles, se soit contentée de présenter sa démission de la sorte. Ensuite, tout en précisant qu'il n'était pas un expert en la matière, il a constaté que, dans ces déclarations téléphoniques, la prononciation du nom du président al-Assad était plutôt maghrébine (la voix attribuée à l'ambassadeur prononçait « *el-Asséd* » au lieu de « *el-AssAd* »). Il s'est enfin étonné que Mme Chakour, ambassadeur d'un pays arabe, n'ait pas prononcé une déclaration supplémentaire sur l'antenne arabe de la chaîne.
À la sortie du plateau, l'un des directeurs adjoints de la rédaction de *France 24* s'en est pris à lui grossièrement, lui indiquant que s'il en avait été averti, il ne l'aurait pas laissé tenir ces propos à l'antenne. Une réaction qui a choqué un dissident syrien présent dans les bureaux de la chaîne de télévision, qui a jugé que la liberté d'expression laissait à désirer en France, plus qu'en Syrie dont il critique pourtant le régime. Cette fausse information a ensuite été démentie sur toutes les chaînes françaises et étrangères. □

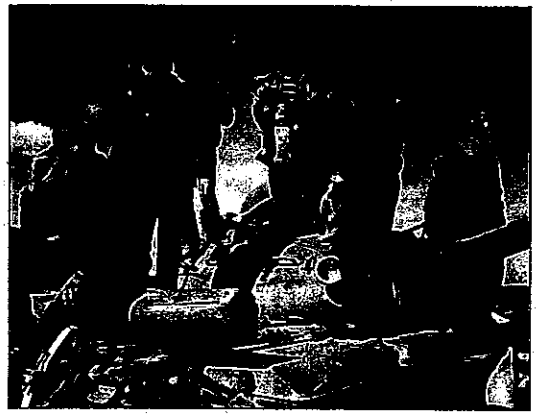
Éric Mantout

❑ CONTROVERSE

Quel alibi pour la Libye ?

L'intervention française en Libye nourrit les controverses jusque dans nos rangs. Rapport à l'appui, les plus critiques ne manquent pas de pointer des luttes claniques, négligés par la vulgate médiatique.

Les Américains ont eu l'Irak et l'Afghanistan. Pour faire bonne mesure, il manquait la Libye à Sarkozy dont l'atlantismophilie n'a d'égale que sa courte vue instantanéiste, au prix d'un enlisement militaire et diplomatique, que Juppé, désavouant pourtant le chef de l'État, n'a pas le courage de dénoncer en démissionnant.



Des insurgés libyens à Benghazi

La Libye clanique

Une délégation internationale d'experts dépêchée par le Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) s'est rendue en Libye en avril afin d'évaluer la situation. Dans son rapport publié le 30 mai dernier, la délégation conclut sans circonlocutions que « *la "révolution" libyenne n'est ni démocratique, ni spontanée. Nous sommes en présence d'un soulèvement armé organisé de la partie orientale du pays* [la Cyrénaïque], *dans un esprit de revanche et de dissidence.* » Ce constat n'est guère surprenant en soi, si l'on se souvient des propos de l'africaniste Bernard Lugan, en février 2011 qui, décrivant la Libye comme un conglomérat de plus de cent cinquante tribus, expliquait qu'« *aujourd'hui c'est tout le système d'alliance avec la Cyrénaïque qui a volé en éclats. La date clé du système Kadhafi est 1993 quand un coup d'État des Warfallah* [une des deux principales tribus de Libye qui s'oppose aux Meghara de Tripolitaine] *fut noyé dans le sang* [...]. *Les tribus de Cyrénaïque n'attendaient qu'une occasion pour se révolter et elle se présenta durant le mois de février 2011. Elles s'emparèrent alors de la région et arborèrent le drapeau de l'ancienne monarchie.* » Les rebelles créèrent, en février 2011, le Conseil national de transition (CNT), que la France, prenant ses partenaires européens par surprise, s'est empressée de reconnaître comme l'autorité légitime en gestation. Or, la mission d'expertise de la CIRET-AVT semble plutôt sceptique sur les intentions autant que sur la nature réelle du CNT : « *Si l'on peut souhaiter la fin du régime actuel, il importe, en toute équité, de formuler des réserves au sujet du CNT* [...] *: coalition d'éléments disparates aux intérêts divergents, dont l'unique point commun est leur opposition déterminée au régime.* »

L'alibi monarchiste ?

La volonté d'en découdre et d'avoir la peau du tyran de Tripoli, complaisamment relayée par les médias occidentaux, autorise, de fait, toutes les manipulations. La tentation de comparer ce conflit inter-clanique, avec les "printemps arabes" de Tunisie et d'Égypte a saisi jusqu'au vertige nos belles âmes friandes de droit d'ingérence et de démocratie accouchée au forceps. Or, d'une part, comme le souligne le rapport d'expertise, « *la révolution libyenne n'est pas* [...] *une révolte pacifique* [...] *et n'a pas de racines socio-économique* », la Libye, connaissant, par ailleurs, un des plus hauts niveaux de vie du monde arabe. D'autre part, la couverture des événements de Libye a fait l'objet « *d'exagérations, voire de désinformation pure et simple* ». Ainsi, par exemple, le régime en place n'a jamais fait bombarder Tripoli et Kadhafi n'a jamais fait distribuer du Viagra à ses troupes. Pis, c'est à partir de ces bobards que « *la résolution 1973 de l'ONU a été votée* [...] *sans qu'aucune commission d'enquête préalable ne se soit rendue sur place* » et que Kadhafi est poursuivi par la Cour pénale internationale. Rappelons que les convulsions révolutionnaires du moderne royaume sunnite du Bahreïn on été falsifiées par médias et chancelleries, qui soutinrent les agitateurs islamistes chiites. En tout état de cause, il est urgent de raison garder, tant à l'égard de la presse dite "libre"qu'à celui d'une opposition qui agite le drapeau monarchiste, opportunément déterré pour mieux masquer le réveil du vieil irrédentisme islamique. ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

LIBYE

Un rapport d'étape

L'intervention franco-britannique en Libye vient de franchir le cap des cent jours. Le moment d'un bilan.

CETTE OPÉRATION que l'on avait programmée et espérée rapide s'enlise. Le régime du colonel Kadhafi, aussi exécrable qu'il soit, vu de l'Occident, répressif et largement liberticide, tient toujours la majeure partie du pays et suscite même des manifestations de masse en sa faveur. La "coalition" anti-Kadhafi agissant sous la bannière de l'Otan se rétrécit. Les Américains se tiennent pratiquement à l'écart et Washington prononce surtout des diatribes contre le dictateur de Tripoli. La Belgique va réduire la présence de sa force, d'ailleurs symbolique. L'Italie s'oriente vers la même attitude. Les forces norvégiennes auront quitté le "front" d'ici à quelques jours. Resteront les Français, les Britanniques, qui se font de plus en plus discrets, et... les Qataris, ou presque. L'opération sera-t-elle bientôt exclusivement française ? La question va se poser peut-être.

Quel objectif ?

On pourrait demander alors quel est l'objectif de guerre de Paris. S'agissait-il uniquement, ou prioritairement, d'une opération électoraliste visant à redorer le blason d'un président en difficulté dans les sondages, par une victoire militaire que l'on croyait facile et qui se révèle compliquée ? Après l'envoi des hélicoptères de combat français, voilà qu'on révèle le parachutage d'armes aux rebelles par les services français. Est-ce conforme aux résolutions onusiennes ? On peut en discuter sérieusement. La Russie, la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde expriment leur désaccord. Le rapide voyage à Moscou d'Alain Juppé et ses longues conversations avec son homologue Serguei Lavrov ne semblent pas avoir calmé les Russes. Une partie de ces armes ne va-t-elle pas passer entre les mains des islamistes déjà très présents et très actifs dans les rangs de la rébellion ? Un mandat d'arrêt international vient d'être lancé par le "tribunal spécial" de La Haye contre le colonel libyen et son fils aîné, Saïf Al-Islam. Au moment même où ce mandat était lancé et rendu public, le président soudanais el-Bachir, lui aussi "recherché" par la "justice internationale", entamait une visite d'État particulièrement médiatisée à Pékin. Manière de faire savoir au monde entier le peu d'efficacité de ces mandats lancés contre des chefs d'État.

Médiation africaine

Le dimanche 3 juillet, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui tenait un sommet dans l'ex-Guinée portugaise, ont proclamé à l'unanimité qu'ils tenaient comme nul et non avenu ce mandat. Un véritable camouflet. Ce tribunal fait malheureusement figure d'un instrument de justice aux mains des vainqueurs ou de puissances occidentales. Il serait temps de reconsidérer son rôle, ses objectifs et le domaine de sa compétence : simple moyen de pression politique et médiatique au service de quelques États, ou instrument et expression d'une véritable justice au service des droits fondamentaux de l'homme ?
La guerre de Libye, déjà dans l'impasse, s'enlise donc, et on n'ose à peine le dire ou l'écrire. Elle n'intéresse plus grand monde. Mais la note à payer risque d'être lourde. Et, pis encore, la guerre pourrait ne pas être gagnée. Au moment où nous écrivons, dimanche soir, une tentative de médiation de la Russie et de l'Afrique du Sud, s'esquisse. Cela serait peut-être un moyen honorable de sortir de l'impasse. D'autant plus qu'à Tripoli on se montre, apparemment, plutôt favorable à une solution de compromis. ❑

Pascal Nari

LIBAN

Un gouvernement sous tensions

Le Liban s'est dotée d'un nouveau gouvernement, cinq mois après la démission du précédent cabinet présidé par Saad Hariri, fils de feu Rafiq Hariri assassiné en février 2005.

CETTE DÉMISSION était intervenue à l'issue du retrait des ministres du Hezbollah, que le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), mandaté par les Nations Unies, accusait d'être mêlé à ce meurtre. Dans un premier temps, la Syrie et le régime du président Bachar el-Assad avaient été mis en cause, comme ils l'avaient été à l'occasion des cascades d'assassinats de personnalités libanaises entre 2005 et 2009. Après le retrait syrien en mars 2005, un nouveau clivage a divisé le pays du Cèdre. D'un côté, malgré ce retrait, une majorité sunnite et une partie des chrétiens ont formé le groupe du "14 mars" (date d'une grande manifestation contre l'occupation syrienne). De l'autre, le groupe du "8 mars" (référence à la manifestation des nostalgiques de la présence syrienne) comprend essentiellement des membres chiites du Hezbollah ; une partie des chrétiens, notamment des proches du général Michel Aoun, l'ont rejoint afin de constituer une majorité au parlement.
Ce nouveau gouvernement, présidé par un sunnite, comporte une majorité de ministres du courant du "8 mars" : un grand nombre de chrétiens du courant du général Aoun, des ministres du Hezbollah et de l'autre mouvement chiite, Amal. Les personnalités sunnites proches de Saad Hariri, qui a quitté le Liban pour avoir été informé d'une menace pesant sur sa sécurité, ont refusé de participer. Elles se sont érigées en opposition à ce gouvernement qui leur semble à majorité pro-chiite.
Le 30 juin dernier, le Tribunal spécial pour le Liban a remis son acte d'accusation, faisant état de l'implication de quatre suspects appartenant au Hezbollah afin qu'ils soient déférés à La Haye. L'instrumentalisation de cette instance judiciaire internationale, contestée pourtant par bon nombre d'États, y compris les États-Unis, réussira-t-elle à créer une tension inter-communautaire au Liban et à le déstabiliser, à l'instar des manœuvres qui, sur fond de démocratie et de liberté, sèment le chaos dans les autres pays arabes ? ■

Élie Hatem

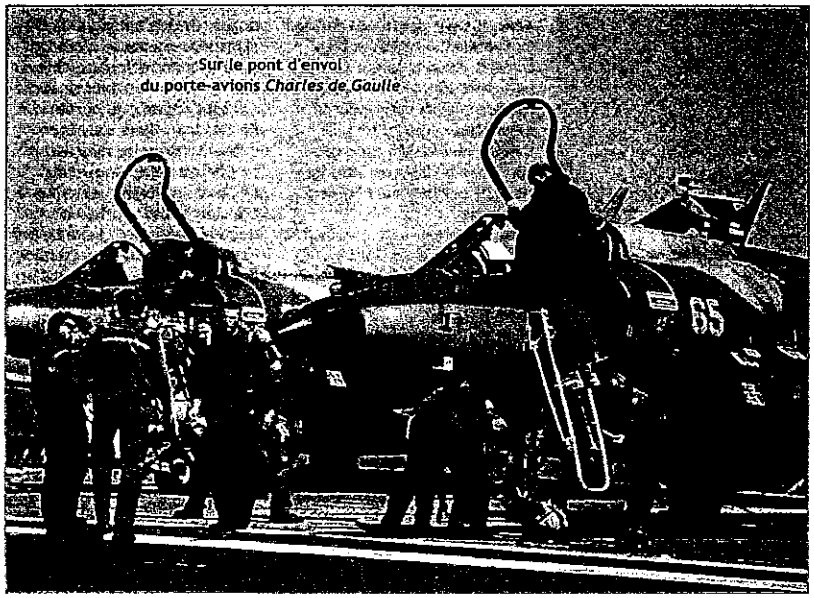
» TÉMOIGNAGE

Le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme s'est rendu récemment en Libye. Il a observé des manipulations médiatiques relatives au conflit, notamment les exactions de rebelles soutenus par des islamistes comme par les occidentaux. Il a été étonné de constater que la population de Benghazi avait été plutôt victime de massacres effectués par des mercenaires islamistes. À son retour, il a stigmatisé une ingérence française au nom de la "démocratie". ❑ E.H.

❑ LIBYE

La "coalition" enlisée

Alors que les Américains cessent d'y participer, les frappes aériennes semblent atteindre la limite de leur efficacité. Aussi la guerre se gagnera-t-elle au sol, où la rébellion n'est pas encore organisée...



Sur le pont d'envol du porte-avions *Charles de Gaulle*

La France assure désormais la majorité des frappes aériennes.
Photo : Défense nationale

La guerre de Libye s'enlise, ou plutôt s'ensable. Les frappes aériennes, spectaculaires et apparemment efficaces tant que les Américains y prenaient part, ont perdu de leur intensité. L'armée de Kadhafi et les loyalistes, comme on les appelle parfois, bien que diminués, continuent à se battre. Les victimes sont nombreuses des deux côtés, et surtout parmi la population civile que l'ont disait vouloir protéger. Le sujet commence à fatiguer les médias, à se banaliser et à passer au second rang. C'est la loi du genre. Faisons le point.

Kadhafi tient bon

Le régime de Kadhafi, incontestablement exécrable, ne s'est pas effondré, et garde même de nombreux partisans. Il y a eu peu de désertions autour de lui. Sa police, ses milices, ses mercenaires et, bien entendu, l'essentiel de ses forces armées ont tenu bon jusqu'à aujourd'hui. Les frappes aériennes semblent avoir atteint la limite de leur efficacité. Tous les spécialistes militaires estiment qu'une telle guerre ne pourra se gagner que sur le terrain. Or, les Américains ne veulent ni ne peuvent y envoyer de troupes. Et une "expédition" franco-britannique est totalement exclue. D'ailleurs, la préparation d'une telle opération prendrait de long mois et serait fort coûteuse.

Armer les rebelles ?

On pourrait armer les rebelles. On ne sait pas exactement qui les dirige. On est encore moins sûr que les armes envoyées n'iraient pas tomber dans les mains des hommes d'el-Quaida. Et encore faudrait-il envoyer des instructeurs et des cadres, lesquels seraient des cibles faciles pour les tueurs islamistes et les preneurs d'otages. La rébellion n'est pas encore organisée. Il n'y a donc pas d'alternative, tout du moins dans l'immédiat. On s'orienterait visiblement vers une sorte de partition de fait du pays avec un front mouvant autour de quelques villes de l'Est et, en conséquence, un nouveau foyer de crise et de tension, à l'irakienne, à l'afghane, ou pire encore, à la somalienne.

Médiation africaine

Que pourrait-on faire ? Il faudrait relancer la médiation africaine ou arabe, ou les deux ensemble, et agir dans l'ombre afin d'obtenir d'abord un cessez-le-feu. Ensuite mettre en place une aide humanitaire où cela s'avère nécessaire. Œuvrer enfin pour favoriser une évolution pacifique à Tripoli, même avec les fils de Kadhafi qui, eux, ne tiendraient pas longtemps. On en récolterait les fruits dans cinq ans. Cela serait de la vraie politique, à la manière de Richelieu, de Vergennes, de Talleyrand ou Disraeli. Les opérations médiatiques, les coups de menton, les enjeux politiciens et les gesticulations de BHL n'y auraient guère de place. ■

Pascal Nari

Sous le joug de Ryadh

Deux Français seraient victimes d'une détention arbitraire en Arabie saoudite.

VOILÀ PRESQUE AN, deux ressortissants français qui s'étaient rendus à Ryadh pour installer une boulangerie-pâtisserie française ont été enlevés par les services secrets saoudiens, Al Mabahith. Alerté, le consulat de France a réussi à identifier leur lieu de détention, la prison Al Hayr. Après maintes interventions, le consul de France est parvenu à leur rendre visite en se se prévalant des dispositions de la convention de Vienne prévoyant la protection consulaire. Selon un document récent du Quai d'Orsay, « *les services du ministère des Affaires étrangères et européennes, à Paris, tout comme à l'ambassade de France à Ryadh sont pleinement mobilisés et vigilants quant à la situation de ces compatriotes et les autorités saoudiennes ont été saisies à plusieurs reprises par voie officielle, en vain jusqu'à ce jour, afin d'obtenir des éclaircissements sur les motifs de* [leur] *détention.* » Cette détention arbitraire inique n'a été révélée brièvement que dans le *Parisien* du 28 mars dernier. Elle inquiètera moins les politiques que l'affaire de Florence Cassez... ■ **E.H.**

Syrie et Yémen dans le collimateur

Les mouvements de masse provoqués et nourris par des interventions extérieures ainsi que par les médias entraineront-ils la Syrie et le Yémen vers le chaos ?

AU YÉMEN, Ali Abdallah El Saleh est la cible d'une campagne mettant en cause son régime qui a pourtant mené une lutte contre le communisme, soldée en 1990 par la réunification de son pays, le Sud ayant longtemps été sous la domination pro-soviétique. En compagnie de Bob Denard, j'avais rencontré ce nationaliste en 2000. Nous évoquions alors la construction progressive de son régime, non sans difficultés, compte tenu de la sociologie tribale du Yémen autrefois gouverné par une monarchie renversée par le bloc soviétique. En 1962, les forces armées égyptiennes de Jamal Abdel Nasser, pro-soviétique, aidèrent les républicains à détrôner le prince Al Badr soutenu par l'Arabie saoudite qui fit appel aux services de Bob Denard pour tenter de sauver la monarchie yéménite.

Homogénéiser la Syrie

Dès son accession au pouvoir en 1978, le président El Saleh s'est employé à structurer son pays en commençant par le Nord, en le dotant d'institutions conformes à ses spécificités. À l'issue de la réunification, il a tenté d'homogénéiser l'ensemble du pays tant sur le plan politique que sur le plan économique. Mais sa position lors de la première guerre du Golfe, en soutenant Saddam Hussein sans pour autant avaliser l'invasion du Koweit, l'a empêché de poursuivre ses efforts. La diplomatie américaine lui fit payer le prix de cette position. Des milliers de travailleurs yéménites furent expulsés de l'Arabie saoudite, alliée de l'Amérique, provoquant une crise économique et sociale, se traduisant en 1994 par une guerre civile lorsque les sudistes tentèrent, en vain, la sécession, avec l'aide de l'Arabie.
Les Wahhabites saoudiens soutiendraient-ils aujourd'hui les salafistes du Yémen pour renverser le régime comme ils le feraient contre le régime syrien ? La Syrie comprend plusieurs communautés et doit sa composition institutionnelle à la France qui reçut un mandat de la Société des Nations et réunit cinq provinces en un État : Damas, Alep, Djebel des Druzes, pays des Alaouites et Alexandrette. Dès son indépendance, la Syrie a été le théatre d'une une pléthore de coups d'État. Elle est gouvernée par le parti Baath depuis 1970 et le coup d'État d'Hafez Al Assad. De confession alaouite, celui-ci a réussi à maintenir l'équilibre communautaire dans son pays en le gouvernant d'une manière autoritaire, parvenant à maitriser les envolées islamistes des Frères musulmans.
La déstabilisation du Liban l'a poussé à s'engager dans la guerre libanaise en s'alliant opportunément aux différents protagonistes. En 1976, la Ligue arabe a mandaté la Force de dissuasion arabe, essentiellement composée de Syriens. Malheureusement, à partir du 1er septembre 1983, Hafez Al Assad a maintenu ses troupes. En 1989, la société internationale, y compris les États-Unis et la France, légitimèrent l'occupation et la mise en place d'un régime inféodé à Damas.
A la mort d'Hafez Al Assad, le 10 juin 2000, le Parlement syrien proposa son fils, Bachar, candidat à la succession de son père. Ce dernier, qui avait effectué ses études en Angleterre et de culture occidentale, fut élu président le 10 juillet 2000. Selon SAR le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme, fin connaisseur du Proche-Orient et de ses dirigeants, Bachar Al Assad a réussi à moderniser son pays, à conserver sa stabilité : « *Cet ophtalmologue de formation s'est avéré un bon visionnaire de la politique de son pays mais aussi des enjeux géopolitiques de cette région.* » Il subit la trahison de son vice-président Abdel Halim Khaddam qui, de confession sunnite, ambitionnait la fonction de président d'une république sunnite syrienne. Mais son passé sanguinaire (il avait ordonné et exécuté le massacre de la ville de Hama en 1982) l'a empêché de réussir son pari.

Imbroglio libanais

Par ailleurs, Bachar Al Assad s'est vu accuser avec son régime de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafiq Hariri, en 2005. Face à un mouvement de protestation populaire libanais, il ordonna le retrait des troupes installées par son père au pays du Cèdre. L'accusation n'ayant pas été étayée, compte tenu de l'imbroglio libanais et de la présence de différents services pouvant être impliqués, Bachar Al Assad affronte un mouvement de masse interne scrupuleusement organisé voire armé. Il a pris de nouvelles mesures de réformes, réclamé une enquête afin de déterminer l'origine des tirs ayant causé des morts et levé l'état d'urgence établi par son père depuis quarante-huit ans. Ces mesures permettront-elles de déjouer le complot visant la stabilité aussi bien interne syrienne que celle de toute la région et d'éviter le bain de sang d'une guerre civile ? ❑

Élie Hatem

❑ LIBYE

La souveraineté balayée

Le "devoir de protection" introduit par la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies conforte les inquiétudes des observateurs les plus critiques à l'égard de l'ingérence humanitaire.

L'opération militaire en Libye s'appuie sur la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle a officiellement pour objectif de créer une zone d'exclusion aérienne et de protéger la population civile. Mais elle met en exergue la soumission du droit à l'arbitraire politique. Elle rappelle l'intervention américaine en Irak, déclenchée le 20 mars 2003, en violation du principe de non-intervention dans les affaires internes des pays, une norme *jus cogens* dont la transgression sonne le glas de la souveraineté des États.

Ravitaillement en vol d'un appareil français déployé dans l'opération Harmattan.

Printemps arabe

Elle s'inscrit dans un contexte de bouleversement des pays arabes, orchestré par des mouvements populaires dont l'ampleur, la concomitance et la perfection de l'organisation nous laisse perplexe quant à leur caractère fortuit. Globalement, ils semblent provoquer un chaos, voire un imbroglio, du Machrek au Maghreb. Comme en Irak, on assiste à une floraison de partis qui entrent en conflits permanents, engendrant des tensions et des heurts violents. Une pléthore de courants islamistes voient le jour. Ils seraient financés par les wahhabites et les salafistes d'Arabie saoudite, pays protégé par la diplomatie américaine. Selon le quotidien libanais *Al Akhbar*, le prince saoudien Bandar Ben Soltan, ancien ambassadeur à Washington, connu pour ses liens avec les présidents Bush (père et fils), aurait noué des contacts avec les activistes islamistes à cet effet. Il se serait employé à mobiliser les principales chaînes télévisées ayant un impact sur l'opinion publique arabe, *Al Jazeera* et *Al Arabyia*. Paradoxalement, cette instabilité facilitera la mainmise américaine sur le pétrole, en raison de la fragilité des protagonistes en quête d'une protection.

La France se voit entraînée dans cette aventure, à l'instigation de M. Lévy qui aurait encouragé le président Sarkozy à intervenir à l'encontre de la Libye, rompant avec la tradition de la diplomatie française respectueuse des principes du droit international. Nonobstant nos réserves sur le caractère autoritaire de certains régimes, et loin de défendre les hommes au pouvoir, nous déplorons cette dérive qui met en cause le principe de non-ingérence dans les affaires internes, affirmé dans l'article 2, paragraphe 7, de la charte des Nations Unies. Les exceptions à ce principe sont limitatives, à l'instar de l'appel pour une intervention étrangère par les autorités légales d'un État : encore faut-il que cet appel soit libre et sans équivoque. Ainsi, lors de l'insurrection en Hongrie en 1956, la demande d'intervention soviétique par Janos Kadar a été considérée comme illégitime, ce dernier étant démissionnaire. Et durant la guerre civile du Liban, l'intervention d'une force mandatée par la Ligue arabe n'a pu avoir lieu qu'avec l'aval du gouvernement libanais.

Le jeu des puissances

Selon le professeur Antoine Rougier, « *toutes les fois qu'une puissance intervient au nom de l'humanité dans la sphère de compétence d'une autre puissance, elle ne fera jamais qu'opposer sa conception du juste et du bien social à la conception de cette dernière, en la sanctionnant au besoin par la force. Son action tendra en définitive à englober un État dans sa sphère d'influence morale et politique.* [...] *Ainsi, l'intervention d'humanité apparaît comme un moyen juridique ingénieux d'entamer peu à peu l'indépendance d'un État pour l'incliner progressivement vers la mi-souveraineté.* » Aussi la théorie du "droit d'ingérence" élaborée par la France dans les années quatre-vingt (notamment à l'occasion d'un colloque à l'université Paris XI, sur le thème "droit et morale humanitaire", sous la présidence de François Mitterrand) a-t-elle été fortement critiquée. Elle a été délaissée progressivement car, pour une large partie de la doctrine, elle transgresse les normes impératives du droit international.

L'exemple chypriote en est l'illustration: L'intervention militaire de la Turquie à Chypre, en 1974, à l'issue du coup d'État perpétré à l'encontre du président Makarios, sous prétexte de rétablir l'ordre constitutionnel en application des dispositions de l'article 4 du traité de garantie signé par Chypre, la Grèce, la Turquie et la Grande Bretagne (une sorte d'annexe à la constitution chypriote qui leur permet d'intervenir pour rétablir le statu quo) a été considérée comme illégale. Elle est toujours condamnée par la société internationale. Le traité de garantie ayant pourtant valeur constitutionnelle transgresserait le *jus cogens* : ses dispositions permettant l'intervention dans les affaires internes chypriotes le rendent caduque.

Les défenseurs de l'ingérence humanitaire ne trouvent-ils pas plus urgent et plus légitime d'intervenir pour sauver une population civile d'une tentative d'extermination progressive par un autre État, pourtant reconnu par les Nations Unies, à l'instar de la population civile palestinienne à Jennine, à Gaza; ou encore à l'occasion des offensives israéliennes au Sud-Liban, où tout une ville, comme Cana, fut exterminée, ses églises et ses mosquées englouties sous les décombres ? Cela illustre la politique du "deux poids, deux mesures" des puissances internationales, mise en œuvre au mépris du droit, de l'équité et du bon sens. ■

Élie Hatem

DOCUMENTAIRE

Les hélicoptères français en guerre dans le ciel afghan

Tandis que Rafale, Mirage et Super-Étendard survolent le ciel libyen, des soldats français continuent de risquer leur vie en Afghanistan. Un documentaire télévisé vient de nous le rappeler.

QUELLE QUE SOIT notre opinion sur le conflit afghan et sur l'implication de l'armée française au sein d'une coalition voulue par les États-Unis, il importe de reconnaître le courage et le professionnalisme dont nos soldats font preuve. C'est ce qu'a récemment fait le film *Les Commandos de l'impossible*, produit par Ligne de Front et diffusé sur *M6* dans l'émission *Enquête exclusive* le dimanche 3 avril [1].

Dix ans d'engagement

Depuis fin 2001, l'armée française est présente en Afghanistan et près de 4 000 hommes y sont engagés actuellement. Le terrain accidenté et montagneux, le climat rude et contrasté, la barrière de la langue, la population parmi laquelle il est difficile de distinguer les civils pacifiques des combattants potentiels, tout concourt à rendre sa mission difficile. On est bien loin des guerres napoléoniennes avec des ennemis en uniforme, rangés en ordre de combat et clairement identifiés. À ce jour, 85 cinquante-cinq hommes, soldats, sous-officiers, officiers, ont sacrifié leur vie dans ce pays lointain et soixante-quinze autres y ont été mutilés ou blessés en service commandé. Outre les troupes au sol, qui cherchent à entretenir les meilleures relations possibles avec la population et les chefs de village, l'armée fait un usage intensif des hélicoptères, qu'il s'agisse d'hélicoptères d'attaque, de reconnaissance ou de machines de transport de troupes. Ces hélicoptères, basés à Kaboul (Kaia) assurent des missions d'appui et de protection des troupes terrestres, de reconnaissance du terrain, d'exfiltration d'hommes en situation périlleuse, de secours aux blessés... Quand aucune autre mission ne les appelle, les hélicoptères servent même à la propagande : ils larguent parfois des tracts au-dessus des villages les plus reculés.

Le service de santé des Armées joue un rôle essentiel : en plus de sa mission prioritaire de secours aux militaires blessés au combat, il assure de nombreuses évacuations héliportées d'urgence pour des blessés civils dans un pays où les routes sont difficiles et peu sûres. La moindre de ces opérations, compte tenu de l'hostilité de l'environnement, nécessite l'envoi de plusieurs hélicoptères : en Afghanistan, un hélicoptère ne vole jamais seul et doit toujours être accompagné ou escorté d'un autre qui reste en vol pendant que le premier accomplit sa mission de sauvetage ou d'exfiltration au sol et qui le protège, par l'envoi de leurres, au moment délicat du redécollage.

En alerte permanente, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, les équipages s'entraînent continuellement à répéter les manœuvres en vue des situations les plus difficiles. Au départ en mission, chacun laisse à la base tout ce qui pourrait présenter un risque au cas où il serait fait prisonnier ou pris en otage : téléphone portable, badges d'identification, documents personnels. Il ne conserve qu'une copie, multilingue, de la convention de Genève.

Sans voyeurisme

Le sens de l'engagement dont font preuve tous ces militaires français, en général très jeunes, et leur professionnalisme sont assez remarquablement présentés dans le film documentaire qu'ont réalisé Jérôme Burin des Roziers et Thomas Goisque après un mois de tournage sur le terrain. Ils étaient présents l'un en vol, l'autre au sol, le soir de décembre 2010 où des insurgés ont attaqué à la roquette une position française dans la vallée d'Uzbin. Sans voyeurisme et avec une grande pudeur, ils font vivre la soudaineté de cette attaque, la difficulté qu'ont les hélicoptères à venir au secours des blessés et la mort de l'un d'eux. On assiste au retour de sa dépouille sur la base de Tora, aux honneurs militaires qui lui sont rendus et à l'émouvant et spontané défilé qui raccompagne le cercueil vers l'hélicoptère avant son rapatriement en France. Cet homme de trente-neuf ans avait deux enfants ; adjudant-chef, il était infirmier au 126e régiment d'infanterie de Brive. Il s'appelait Thibault Miloche et ce fut le cinquantième soldat français à mourir en Afghanistan. ❑

Arnaud Danloux-Dumesnils

[1] Cette émission est actuellement consultable sur le site *M6 Replay*.

❑ PAYS ARABES

Contagion révolutionnaire

Le tumulte se répand dans les pays arabes. Sous prétexte de démocratisation, ceux-ci pourraient payer les frais des rivalités politiques attisées, ainsi que d'une influence croissante des fondamentalistes religieux.

La vague de déstabilisation à laquelle assistent la Tunisie, l'Égypte et l'Algérie se propagera-t-elle dans l'ensemble du monde arabe ? Le Yémen et la Syrie sont sur la sellette. La Jordanie a également assisté à des manifestations qui ont embarrassé le pouvoir hachémite ; ce dernier a cédé partiellement au mouvement. Quant à la Palestine et à l'Irak, ils paient le prix de cette machination qui a disloqué leur unité nationale. Les monarchies du Golfe sont pour l'instant épargnées, mais elles subiront incontestablement les conséquences de ces mutations politiques.

Un avenir meilleur ?

Ces mouvements de masse sont entrainés par un phénomène de contagion, encouragé par les médias et avalisé par les démocraties occidentales. L'opinion publique est enivrée par une propagande promettant au peuple la prospérité économique et sociale, à l'issue de l'instauration de régimes démocratiques - synonyme de "liberté" et du pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple. La promesse d'un "avenir meilleur et radieux", autrefois brandie par la propagande marxiste, est également avancée. Face au "despotisme" des partis uniques et des monarchies, le multipartisme ou la diversité politique sont présentés comme le corollaire du pouvoir de l'alternance et du partage. Cette propagande est menée aussi bien par les médias que par les services secrets, voire par une cinquième colonne qui diffuse des rumeurs, en s'appuyant sur des paramètres sociologiques et historiques inhérents à ces pays.

Autrefois, sous la domination ottomane, les pays arabes ont réussi à sauvegarder leur culture menacée par la civilisation turque, grâce au mouvement de la Renaissance (*Al Nahda*), sous l'impulsion d'un grand nombre de pionniers, principalement chrétiens. Ce mouvement était aussi bien culturel que politique. Il a permis la résurrection et le développement de la littérature et de la langue arabe qui devint le vecteur de liaison entre ces pays, à l'instar du français dans le monde francophone. Parallèlement, il a suscité le réveil des nationalismes, dont certains sont d'inspiration maurrassienne ; dans son ouvrage *Le Nationalisme arabe, alternative à l'intégrisme*, Charles Saint-Prot y fait référence en consacrant une partie à Michel Aflaq, l'un des fondateurs du parti Baath.

Manifestation de soutien à la révolution tunisienne à Nantes le 15 janvier 2011

Ce renouveau nationaliste a conduit les pays arabes à retrouver leur place sur l'échiquier mondial. À l'issue de la Première Guerre mondiale, la Société des nations les a placés, pour la plupart, sous mandat ou protectorat des puissances victorieuses les ayant libérés des Ottomans. Durant la Guerre froide, le mouvement de décolonisation les a entraînés vers des insurrections et la proclamation de leur indépendance sous la forme d'États-nations. Fraîchement constitués, ceux-ci ont assisté à une évolution institutionnelle et politique non sans difficultés. L'instauration de pouvoirs forts a garanti leur stabilité. La puissance régalienne des gouvernants a conduit au respect de la loi et à l'instauration d'États de droits : « *La nature porte la foule à obéir aux lois, moins par sentiment de l'honneur que par crainte* », disait Aristote.

Des régimes battus en brèche

Aujourd'hui, cette forme de pouvoir est battue en brèche par une cascade de mouvements révolutionnaires inspirés, du moins dans la forme et par les slogans, de la Révolution française de 1789. Les banderoles des manifestants et les discours de certains meneurs n'hésitent pas à mettre en exergue cette inspiration. Les conséquences seront donc identiques à celles qui ont détruit progressivement la France. Le pouvoir de l'alternance et du partage, la floraison de partis et de mouvements politiques, le recours fréquent au suffrage et, par conséquent, la manipulation constante de l'opinion par le biais des médias, conduiront à l'affaiblissement des entités nationales, à leur dislocation, à la dilution du pouvoir, à sa dépersonnalisation et à l'émergence de courants transnationaux. Parmi ces courants progresseront notamment le fondamentalisme religieux et l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques. L'islam leur offre un terrain favorable, mais le danger ne vient pas directement des mouvements rencontrés dans d'autres pays musulmans (ce phénomène est observé en Turquie, au Pakistan, en Afghanistan, en Indonésie et dans une certaine mesure en Iran, où l'on assiste néanmoins à un déclin en faveur d'un retour au nationalisme identitaire).

Un Occident décadent

Le fondamentalisme s'appuie sur le sentiment contestataire des masses qui rejettent un Occident aux mœurs décadentes et craignent son influence. La pratique ostentatoire de la religion leur paraît comme un rempart protégeant leurs traditions. Ce phénomène est également observé chez les chrétiens orientaux. Néanmoins, la séparation entre le temporel et le spirituel chez ces derniers rend difficile l'instrumentalisation politique du christianisme. Par ailleurs, le sionisme, même dans sa dimension laïque, constitue une forme de fondamentalisme fondé sur l'appartenance au judaïsme, ce qui explique son encouragement des courants islamistes, à l'instar du Hamas en Palestine. Ce dernier a été poussé par Israël pour affaiblir les mouvements nationalistes traditionnels palestiniens, dirigés essentiellement par des chrétiens tels Georges Habache, Hanane Achraoui, Ibrahim Sous ; quant à Yasser Arafat, sa femme était chrétienne...

Le vrai danger vient d'un imbroglio provoqué par une pléthore de mouvements aspirant à prendre le pouvoir ou à y participer. Ceux-ci entreront en compétition, suscitant des conflits permanents, un chaos politique et social, des recours sporadiques à la violence. Cela conduira à l'instabilité, la fragilité et l'insécurité des pays arabes. Leurs secteurs économiques, culturels et sociaux seront affectés, et leurs richesses spoliées par les multinationales qui tireront tout profit de cette nouvelle donne démocratique. ■

Élie Hatem

Rumeurs autour du Rafale

L'INQUIÉTUDE plane sur l'exportation du Rafale au Brésil. La présidente Dilma Rousseff, pencherait en faveur du F18 américain, selon l'agence Reuters. Cela en dépit des largesses concédées par la France : « *Nous sommes prêts à transférer 100 % des technologies civiles et militaires du Rafale dans le cadre de partenariats stratégiques* », souligne Éric Trappier, le directeur général international de Dassault-Aviation (*Secret Défense*, 08/02/2011).

Le ciel paraît moins orageux du côté des Émirats arabes unis. La vente d'une soixantaine d'avions de chasse, ainsi que des contrats concernant Airbus et Areva, « *ont bel et bien été au cœur des motivations de Paris pour accorder fin janvier des nouveaux droits de trafic à Emirates et Etihad Airways, les compagnies de Dubai et d'Abu Dhabi* », assure *La Tribune* (12/2/2010). Pourtant, rappellent nos confrères, « *lier les droits de trafic aérien entre deux pays aux affaires commerciales est interdit par la convention de Chicago qui régit le transport aérien* ». Preuve que le droit international plie facilement sous le poids des États.

Mobilisée au profit de l'industrie nationale, l'armée de l'air a participé pour la première fois, du 9 au 13 février, au salon Aeroindia, déployant deux Rafale sur la base de Yelanka. Équipée en partie de Mirage 2000, la flotte militaire indienne figure parmi les acheteurs potentiels du fleuron de l'aéronautique française.

Laquelle doit compter avec le cours de l'euro, incriminé sur *I-télé* par Serge Dassault, par ailleurs satisfait de l'appui politique que l'État lui apporterait dorénavant (*La Tribune*, 13/02/2010). En tout cas, le Rafale demeure à ses yeux « *le meilleur avion du monde* ». Qu'on se le dise ! ❑ G.D.

PALESTINE

Le ballon d'essai de Sarih Nusseibeh

Les Palestinien vivront-ils un jour sous la protection d'Israël ? Telle est l'idée lancée par le recteur de l'université al-Qods.

BEN ALI RENVERSÉ, Moubarak ébranlé, le Yémen qui s'agite, serait-ce le « *printemps arabe* », titre lumineux qui fit le succès d'un livre de Benoist-Méchin ? Au Proche-Orient il est un peuple en quête d'État, pour qui les bourgeons du printemps ne paraissent pas prêts d'éclore. Les Palestiniens, divisés, affrontent un Israël toujours plus radical depuis qu'Ehud Barak a fait implosé le Parti travailliste, ou ce qui en restait. Voilà la toile de fond devant laquelle les différents acteurs réfléchissent, s'expriment, s'agitent. L'un d'eux se trouvait la semaine dernière à Paris. Sur la scène politique palestinienne, Sarih Nusseibeh fait un peu l'effet d'un électron libre. Recteur de l'université al-Qods à Jérusalem, dont son père fut gouverneur, ce philosophe, sorti de Christ Church à Oxford, est l'héritier d'une famille patricienne implantée depuis le VII[e] siècle. Sa lignée est celle d'un islam ouvert et tolérant, dépositaire depuis cette époque des clefs du Saint-Sépulcre.

On pourrait imaginer une séparation dans laquelle Jérusalem-Est deviendrait la capitale d'un État palestinien. On peut prôner, en lieu et place, un État binational démocratique. « *Aucune de ces deux solutions envisageables ne se retrouve sur la table des négociations* », constate Sarih Nusseibeh. D'où sa proposition : « *Les Palestiniens pourraient solliciter d'Israël la reconnaissance de tous leurs droits civiques. Israël pourrait leur assurer leurs droits au travail, au logement, à la santé. En contrepartie, les Palestiniens renonceraient à participer à la décision politique. Concrètement cela signifierait pour les Palestiniens l'assurance d'un certain bien-être et pour les Israéliens la préservation du caractère juif de l'État.* »

Les objections ne manquent pas. Elles furent formulées lors de la conférence à l'Institut des hautes études politiques; sous l'égide d'Esther Benbassa. N'est-ce pas une capitulation en rase campagne et qui garantira aux Palestiniens leur « *plat de lentilles* » pour la cession de leur « *droit d'aînesse* » ? Sarih Nusseibeh, sans se laisser démonter, dit sa conviction que « *90 % des Palestiniens souscriraient à cette proposition. Le Hamas lui-même serait impuissant à y faire obstacle à Gaza.* »

Devant une proposition aussi iconoclaste, ne craint-il pas pour sa sécurité ? « *Tout ce que je crains, c'est moi. Si je ne disais pas ce que je pense, je ne me sentirais pas bien avec moi-même.* » Pour l'heure, il s'agit d'un ballon d'essai lancé par un homme seul, fût-il de qualité. Et, comme on le sait, une piqûre suffit pour faire éclater un ballon... ■

Charles-Henri Brignac

❑ MOYEN-ORIENT

Fractures communautaires

L'attentat de Bagdad a mis en exergue les persécutions dont sont victimes les chrétiens. Mais ceux-ci sont loin d'être les seuls à souffrir du terrorisme, et, plus généralement, des tensions communautaires.

L'attentat dont ont été victimes des catholiques syriaques à Bagdad, le 31 octobre, ainsi que la série d'attaques que subissent les communautés chrétiennes au Moyen-Orient, suscitent notre indignation. Il convient d'analyser cette situation dans sa globalité afin de comprendre l'enjeu géopolitique et les manœuvres de dislocation des entités nationales traditionnelles visant à ériger des systèmes communautaires théocratiques.

L'exemple libanais

Il y a plus de trente ans, un conflit entre les Libanais et les réfugiés palestiniens, transformé en guerre civile intercommunautaire, a permis l'émergence de milices, ainsi qu'une série d'interventions militaires étrangères, entrecoupées d'attentats dont les commanditaires n'ont jamais été identifiés. Ils émanent de réseaux dont la complexité des rapports dépasse toute logique. Les exécutants agissent parfois par convictions, mais souvent celles-ci sont nourries par des besoins matériels dont la méconnaissance alimente des tensions politiques, à l'instar de l'assassinat de Rafiq Hariri.
À maintes reprises, nous avons dénoncé cette politique du "divide et impera" (voir le n° 2624 de notre journal). Sous le couvert de la "démocratisation" du Moyen-Orient, les communautés sont soulevées les unes contre les autres et les systèmes politiques nationaux battus en brèche. En Irak, ce ne sont pas les armes ni uniquement le pétrole que l'on a récoltés après l'intervention militaire, mais des tensions entre sunnites, chiites, chrétiens, kurdes... L'histoire nous a donné raison. Aussi bien l'ancien président George Bush que l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, ont reconnu leurs erreurs dans leurs Mémoires respectifs. Le second sous-entend une manipulation des hommes au pouvoir, dans son ouvrage *A Journey*. En 2003, nous avions fait état de notre entretien à Bagdad avec Hans Blix, alors inspecteur en chef des Nations Unies sur les armes de destruction massive en Irak ; il nous avait révélé à demi-mots les pressions qui s'exerçaient sur lui afin de rendre un rapport favorable à une intervention militaire...
On dresse souvent un tableau simpliste sur les chrétiens en Orient, en les décrivant comme une minorité opprimée par une majorité musulmane. Cela pour semer la la haine et la discorde, ou parfois par ignorance des réalités. La poussée du fondamentalisme religieux accentue cette image. Des événements dramatiques, sortis de ce contexte, nourrissent la peur des chrétiens, poussés à quitter leurs terres. Mais faut-il rappeler

Beyrouth en ruines : le Liban fut un laboratoire des guerres intercommunautaires.

que les sunnites, aussi bien que les chiites, en Irak, sont victimes d'attentats, et que les Palestiniens font l'objet des violences israéliennes ?

Du nationalisme à l'intégrisme

Sous l'Empire ottoman, le pouvoir central (la Sublime Porte) gouvernait ces entités en accordant une spécificité à chacune d'elles. Ces communautés étaient alors qualifiées de "millets" (nations), et placées la plupart du temps sous l'autorité de leurs chefs spirituels. Après la Première Guerre mondiale, l'Orient a assisté à l'émergence d'États-nations englobant ces diverses composantes, dont l'examen montre que les notions de majorité et minorité sont complexes, compte tenu des alliances intracommunautaires : les sunnites et les chrétiens peuvent s'allier contre les chiites en Irak ; de même que les alaouites et les chrétiens en Syrie contre les sunnites ; les druzes et les maronites au Liban contre les chiites, étant donné leur démographie rampante au pays du Cèdre ; mais encore les chrétiens et les chiites, toujours au Liban, contre un éventuel conglomérat sunnite syro-libanais, placé sous l'influence des mouvements salafistes ou wahhabites ; les druzes et les juifs contre ce même conglomérat sunnite en Israël, tandis que les chrétiens, avec les sunnites, dirigeaient la résistance palestinienne laïque...
Ce facteur communautaire, mais aussi la place de la religion dans la relation entre l'homme et la société, sont instrumentalisés à des fins politiques. L'État-nation voire le nationalisme sont poussés à l'échec dans la plupart des pays orientaux ; en particulier depuis l'émergence du sionisme et la création de l'État d'Israël. La diplomatie américaine favorise le communautarisme au détriment des constructions étatiques multiconfessionnelles, aussi bien pour servir les intérêts de leur allié israélien que pour affaiblir les structures nationales. Ainsi, les courants fondamentalistes religieux sont encouragés, à l'instar des ayatollahs chiites en Iran qui ont renversé la monarchie et mis en place un régime théocratique favorable au projet communautariste, dans les années soixante-dix. La tendance séculatrice actuelle de ce régime et la vocation naturelle des Iraniens à renouer avec leurs racines culturelles et leur civilisation millénaire est aujourd'hui mise en cause. En revanche, les wahhabites en Arabie Saoudite, pourtant fondamentalistes, procèdent en toute impunité à un prosélytisme chez une grande partie des sunnites, prônant des principes similaires à ceux d'Al-Qaïda.

Le Hamas

La résistance palestinienne a été délibérément islamisée. Elle est dominée aujourd'hui par le Hamas, un mouvement religieux sunnite encouragé par Israël. Il a supplanté l'OLP de Yasser Arafat, dont la femme était chrétienne, et les autres organisations, dont le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), créé par le chrétien Georges Habache et dirigé par un autre chrétien palestinien, Wadih Haddad. Habache avait préalablement créé le Mouvement nationaliste arabe, encore avec un chrétien, Constantin Zureik. Le régime nationaliste Baas en Irak a été éradiqué alors qu'il s'appuyait sur un mouvement créé dans les années quarante par le chrétien Michel Aflak, laissant la place libre à une pléthore de mouvements communautaires. L'une des figures dirigeantes du parti Baas, Tarek Aziz, ancien vice-président de l'Irak, risque aujourd'hui l'exécution suite à la peine de mort prononcée contre lui par le régime actuel pro-américain... En Syrie, les tentatives du changement du régime baasiste dirigé par la famille El Assad (alaouite) se sont multipliées ces dernières années ; depuis l'invasion de l'Irak en 2003...
L'effervescence du fondamentalisme religieux et la balkanisation de l'Orient pourraient détruire les structures étatiques au profit de mini-États confessionnels, parfois théocratiques. Cela constitue une vraie menace aussi bien pour les chrétiens que pour les autres communautés en Orient. La haine des uns et des autres contribue à l'accentuation de ce chaos. Il est donc imprudent d'avaliser cette situation et d'alimenter les tensions communautaires. ■

Élie Hatem

IRAN

Double langage de l'Occident

Certains gestes permettent de douter de la fermeté des puissances occidentales à l'égard du régime des Mollahs.

TANDIS que la Maison Blanche tient un discours d'apparence ferme à l'encontre du régime de Téhéran et des élucubrations de M. Atmadinéjad, le 28 octobre dernier, le porte-parole du président Obama a adressé un télégramme particulièrement chaleureux à l'occasion du 54e anniversaire du président iranien. Geste resté secret avant qu'à Téhéran on ne publie ce message comme preuve de la peur des États-Unis à l'égard des ayatollahs. Cette divulgation a immédiatement soulevé une vague de protestations aux États-Unis. Sarah Palin, le chef des conservateurs et probable candidate à la candidature républicaine pour la prochaine élection présidentielle, a vivement critiqué cet acte de « *faiblesse* » et surtout l'« *hypocrisie* » de l'administration Obama.
Le nouveau train de sanctions prises par la "communauté internationale" est entré en application au mois de juillet dernier. Supposées lourdes et dissuasives, ces mesures devaient amener les ayatollahs à négocier sur le problème des armes nucléaires.
Voici qu'Eurostat, l'office de statistique de l'Union européenne, vient d'annoncer qu'en ce mois de juillet, le volume global des exportations de l'Europe des vingt-sept vers l'Iran a augmenté de 9 % par rapport au mois précédent et atteint le chiffre de 3 milliards et 836 millions de dollars. Au cours de cette même période, les importations européennes en provenance de l'Iran ont augmenté de 14 %. Drôle de durcissement ! Évidemment, aucun média n'a fait état de cette nouvelle. ❑ D.M.

La mosaïque orientale

Sans donner une description exhaustive des communautés chrétiennes, de leur origine et de leurs rites, il n'est pas inintéressant de rappeler leur présence millénaire dans cette partie de la planète et leur contribution à la vie politique et sociale dans l'émergence des États-nations actuels, à côté des autres communautés, à l'instar des musulmans (sunnites, hanafites, malikites, wahhabites, hanafites, hanbalistes, soufistes, ismaélites, chiites, zaïdites, alévites, ismaéliens nizarites ou ismaéliens bohras, alévis, alaouites), des juifs, des druzes, des kurdes (musulmans avec une culture et une civilisation spécifique), des zoratiens et d'autres. La coexistence entre ces diverses communautés n'a pas toujours été pacifique ou harmonieuse durant l'histoire. En Orient, comme en Occident, on a assisté à des heurts sanglants, à des dominations, des vexations et de l'injustice. Mais la plupart de ces communautés ont survécu à ces pages sinistres du passé. ❑

Visite princière au Liban

LE DUC et la duchesse de Vendôme, accompagnés par leur fils le prince Gaston, ont effectué une visite au Liban. C'est la quatrième fois que le prince Jean se rend au pays des cèdres. Le couple princier avait été invité à assister au 13e bal des Débutantes, placé sous le haut-patronage de l'épouse du président libanais, et dont les bénéfices serviront à l'achat d'une ambulance par la Croix-Rouge du Liban.
Profitant de ce séjour, le prince Jean de France a rencontré le patriarche maronite, Sa Béatitude le cardinal Nasrallah-Boutros Sfeir. Également au programme, un entretien avec le président libanais, avec le président du Conseil Saad Hariri et l'ambassadeur de France, Denis Pietton. Le duc et la duchesse de Vendôme ont visité, outre Beyrouth, la ville de Byblos, la montagne de Zahlé, le palais de Beiteddine, et la plaine de la Bekaa. À noter que lors de sa prise de parole au bal des Débutantes, le duc de Vendôme commença et termina son allocution en arabe. ❑

jasmin ! »
C'est avec un grossier mensonge que la CIA. met le feu à Tunis : « *Le président Bel Ali s'est enfui avec l'or de la banque de Tunisie.* » Le jour même cette fausse nouvelle est démentie, l'or de la Tunisie étant toujours en dépôt à Fort Knox, aux États-Unis. Après cette première forgerie, une autre : une chaîne de télévision montre des images de liasses de billets de banque entassées dans une armoire du palais de Carthage, sans doute aussi authentique que le massacre d'une ma-

l'Atlas [1]. Début août, sur une chaîne de télévision égyptienne, deux journalistes animent un programme de libre antenne. Au bout de la ligne, une jeune journaliste, connue comme cyberactiviste contre Moubarak, raconte : « *J'ai suivi avant la révolution plusieurs sessions de formation dans plusieurs pays étrangers* [...] *organisées par Freedom House, une ONG financée par le département d'État américain et derrière laquelle on trouve la CIA et le Mossad.* » Elle explique que les termes de formation étaient pour

sites, tout est dit. Sur l'IRI (International Républican Institution) reprise d'un article qui explique comment les États-Unis ont formé des cyberdissidentes arabes. » NED (National Embowment for Democraty) donne une liste de ses interventions sur cinq continents. « *Les interventions en Égypte ont été coûteuses et nombreuses. Et nous parlons là d'une seule institution américaine.* »
La démocratisation du monde favorise simultanément la ploutocratie la plus corrompue (l'élection du président américain se

benghazi. On ne négocie pas. [illegible] démocratie. [illegible]

fait à coups d'argent) ; elle ouvre la voie aux islamistes les plus fanatiques et les apprentis sorciers commencent à peine à s'en apercevoir.
Victor Loupan, président du comité éditorial de *La Pensée russe* et des Éditions de l'Œuvre, énonce le vrai dilemme : la démocratie ou le peuple [2]. La démocratie est une chimère, une utopie meurtrière. Une nation atteinte de démocratie réunit les symptômes de

la lèpre et du Sida : elle perd ses membres l'un après l'autre, elle perd aussi tout son système immunitaire. Le peuple intègre les traditions à la vie réelle, reconnaît les gloires du passé, et pour les renaissances, il offre encore de la foi. ■

Perceval

1 - *Le Courrier de l'Atlas, l'Actualité du Maghreb*, n° 51, sept.2011.
2 - *Le Figaro*, 28 septembre 2011.

SYRIE

Le patriarche maronite à Paris

Quand le président syrien bénéficie d'un soutien inattendu.

DANS NOS ARTICLES sur la situation au Proche-Orient, notamment sur les événements en Syrie, nous avons mis en exergue la menace qui pèserait sur les chrétiens si le président Bachar Al Assad quittait ses fonctions. Le spectre d'une guerre civile sanglante plane sur ce pays fragilisé, à l'instar de ce qui s'est passé en Irak ou en Égypte. Nous avons également émis nos réserves quant aux révoltes produites dans le monde arabe qui, sous le prétexte d'apporter la démocratie et la liberté, propagent le fondamentalisme, palliant le chaos provoqué par la chute précipitée des régimes nationalistes arabes. Lors de sa visite à Paris le mois dernier, le patriarche maronite, SE Mgr Béchara El Raï a fait la même analyse. Fraîchement élu le 15 mars dernier 77e patriarche de l'Église maronite, succédant à SE le Cardinal Nasrallah Sfeir, il a perpétué une tradition séculaire en effectuant en France son premier déplacement à l'extérieur du siège patriarcal. Les maronites, qui avaient apporté leur soutien aux Croisés, bénéficièrent de la protection de Saint Louis. Celui-ci déclara, en 1250, « *la nation maronite partie de la nation française* ». Louis XIV le répéta le 28 avril 1649, alors qu'il avait pris comme éducateur pour ses fils le maronite Abraham Ecchellensis...
Tel Mgr Hoayek, qui était venu , lors de la conférence de la Paix en 1919, demander l'aide de la France pour la restauration du territoire libanais, Mgr El Raï s'est rendu à Paris pour alerter les politiques sur la situation au Proche-Orient. Au cours d'une conférence de presse tenue à l'issue de sa rencontre avec Nicolas Sarkozy, François Fillon et Mgr André Vingt-Trois, il a mis en garde contre la percée de mouvements islamistes radicaux dans le monde arabe. Il a notamment affirmé que la Syrie n'était pas totalement à l'abri d'une guerre la faisant tomber dans les mains des islamistes. Il a invité les Occidentaux à donner « *plus de chances à Bachar Al Assad* » pour mettre en application les réformes politiques et sociales annoncées en juillet dernier. « *En Syrie, le président qui est un homme d'ouverture n'est pas seul à prendre les décisions. Il est épaulé par un système qui gouverne.* [...] *Nous ne sommes pas avec le régime mais nous craignons la transition* », a-t-il précisé.

L'exemple du Liban

Par ailleurs, le prélat a souligné que l'Église maronite est la seule Église d'Orient à « *être toujours restée entièrement catholique* ». Il a appelé à sauvegarder la coexistence intercommunautaire et les modèles sociaux nationaux contre les théocraties et les sociétés endogamiques. Il a donné en exemple le Liban, où « *les chrétiens et les musulmans ont scellé un pacte national. Le pouvoir est partagé à égalité, dans le respect de chaque religion. C'est pourquoi le modèle libanais est une nécessité au Proche-Orient. Beaucoup de chrétiens arabes voient notre système comme une espérance.* [...] *Le conflit politique actuel au Liban touche d'abord la communauté musulmane, divisée entre sunnites et chiites. Certes, nous en payons le prix économique et politique puisque ces tensions divisent parfois les chrétiens, qui choisissent l'un ou l'autre camp. Mais l'enjeu est de reconstituer l'union nationale libanaise.* »
L'Église maronite, qui compte vingt-huit diocèses dans le monde, doit son origine à saint Maron (ou Maroun), un moine ermite de rite syriaque qui vécut au Ve siècle dans la région de Cyr, en Syrie, vers le nord du Liban. Persécutés par les Jacobites, qui détruisirent leur couvent, les Maronites s'installèrent au Liban dès la première moitié du Xe siècle. Depuis, leur patriarche, élu parmi les moines du couvent Saint-Maron, est nommé "patriarche d'Antioche et de tout l'Orient". Son siège se trouve au pays du Cèdre. ■

Élie Hatem

Vae Victis !

L'injustice pénale internationale

Les puissances occidentales ayant offert, à un moment ou à un autre, leur soutien à Saddam Hussein sont ainsi assurées de ne jamais avoir à répondre de leur complicité à l'égard du régime. On subodore sans peine que les règles du droit pénal international souffriront d'interprétations et d'applications à géométrie variable.

La loi du plus fort

Le piège du refus des États-Unis de souscrire par voie de ratification à la compétence de la CPI semble se refermer sur un gouvernement dont la qualité de gendarmes du monde les contraint irrépressiblement de se faire juges et bourreaux : « **Ils ne veulent pas qu'il y ait de juges dont les gendarmes soient le bras séculier** », affirmait Me Jean-Marc Varaut. Cet irrédentisme judiciaire risque malheureusement de décrédibiliser la justice pénale internationale.

Renouant avec les nouvelles doctrines de la guerre juste apparues en 1945 les condamnations "morales" prononcées par le Tribunal spécial irakien n'en seront pas moins iniques. L'introduction du manichéisme dans les relations internationales a fait oublier depuis soixante ans les éléments les plus fondamentaux du droit international classique. Le principe de l'égalité souveraine des États est de ceux-ci. Constamment violé au prétexte de ce que l'on pourrait appeler une « **ingérence humanitaire protectrice** », ce principe érige l'État vainqueur en justicier vengeur autoproclamé de la communauté internationale.

Au nom de la morale du vainqueur tout est alors permis et ses actes, mêmes criminels, cessent aussitôt de l'être par le seul fait de revendiquer tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa juste cause. À la barbarie supposée de l'ennemi se substitue la barbarie réelle du plus fort. Là où Carl Schmitt, à la suite de Clausewitz, invitait à exclure toute passion dans la relation de l'ami et de l'ennemi, le vaincu, symbolisant le Mal, est exposé à la haine la plus farouche des bonnes consciences représentant le Bien. Sacrifiant la Justice sur l'autel sanguinolent de la Morale démocratique universelle, il ne restera plus qu'à exterminer le Mal. La sécurité du monde sera ainsi rétablie et l'on pourra s'abandonner avec reconnaissance et félicité aux bras du sauveur messianique.

C'est, en quelque sorte, le règne de Hobbes sans Pascal qui observait en son temps que : « **la justice sans la force est impuissante. La force sans la justice est tyrannique. Il faut donc mettre ensemble la force et la justice** ». ■

Rifaat El Assad
L'homme du changement

par Élie HATEM

A soixante-sept ans, Rifaat El Assad, frère d'Hafez El Assad et oncle du président actuel, est toujours l'homme fort de la Syrie bien qu'il en ait été éloigné depuis quelques années. Il pourrait jouer un rôle important dans le dénouement de la crise que connaît son pays. Son combat nationaliste et son refus du communautarisme l'avaient conduit, lorsqu'il était vice-président de la Syrie, à mener un combat contre les islamistes (les Frères Musulmans) qui menaçaient sérieusement à cette époque aussi bien la Syrie que l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient. Cette région avait failli basculer vers le fanatisme et l'intégrisme religieux.

Ce dimanche 13 novembre, le Banquet annuel des amis de l'Action française accueillera un grand ami de la France.

Aujourd'hui, Rifaat El Assad compte replier les pages du passé et préparer l'avenir. Il craint la déstabilisation de son pays par une série de coups d'État qui créeront une tension interne et permettront une mainmise américaine sur la Syrie. C'est la raison pour laquelle il est persuadé que son retour dans son pays évitera cette catastrophe. Il reconnaît par ailleurs les fautes commises par le régime actuel, notamment celles de son frère : l'invasion du Liban et l'ingérence syrienne dans les affaires internes libanaises, la corruption au sein du régime, la nature désuète de ce dernier, fondé sur le culte de la personne et celui du parti unique, l'absence d'une opposition interne, avoir mis en première ligne les Alaouites et avoir créé un sentiment de méfiance chez les autres communautés, avoir gelé les négociations avec Israël.

Ami de la France

De tout temps, Rifaat El Assad a manifesté une grande sympathie pour la France, en œuvrant pour le renforcement de son rôle stabilisateur au Proche-Orient, notamment en Syrie et au Liban.

Rifaat El Assad

Lorsqu'il était en Syrie, Rifaat El Assad veilla à la préservation des intérêts français, en rendant des services multiples à notre pays, tant en Syrie qu'au Liban : il était intervenu pour faciliter la libération des otages français kidnappés au pays du Cèdre, mis un terme aux actes de terrorisme palestiniens en intervenant personnellement auprès de Feu Yasser Arafat, etc,..

Rifaat El Assad reconnaît le rôle de la France dans la création de l'entité et de l'État syrien, en 1941, et considère ainsi notre pays comme un partenaire stratégique incontournable du sien. Aussi, les Français comprennent très bien la mentalité des peuples du Proche et du Moyen- Orient, en particulier en Syrie où elle a été présente.

Par conséquent, les investissements économiques et financiers français sont à ses yeux nécessaires et importants pour l'avenir de la Syrie : construction et aménagements de ports, d'aéroports, de routes, etc.... Ainsi donc, pour Rifaat El Assad, les relations franco-syriennes doivent être de plus en plus renforcées, en sortant du cadre d'un simple partenariat pour adopter une véritable association.

Profondément francophile, il maintient de très bonnes relations avec la classe politique française et manifeste ainsi que sa famille une reconnaissance très sincère à la France qui les a accueillis et leur a fourni un lieu d'exil. Ses enfants sont francophones et très francophiles : ils ont étudié depuis leur très jeune âge en France et sont parfaitement intégrés dans notre société.

Cette année, le Banquet annuel des amis de l'Action Française accueillera Rifaat El Assad, un grand ami de la France, en renouant les liens historiques de la France avec la Syrie *(voir page 16)*.

■

La Syrie dans le collimateur

■ On savait que tout ce qui se passait au Liban ne pouvait pas échapper au "grand frère" syrien, son armée stationnée dans ce pays, ses redoutables services de renseignement. L'assassinat de Rafik Hariri n'a pas été une exception.

Il a déclenché une tempête politique au Liban. Sous la pression de l'opinion, à l'exception du Hezbollah pro-iranien, des Américains et des Français, l'armée syrienne a heureusement évacué le Liban. L'espoir d'un retour à un Liban tolérant, multiconfessionnel et ouvert renaît. Les Libanais, malgré tous les dangers qui les menacent respirent mieux, et espèrent surtout.

Voici qu'une enquête de l'O.N.U. vient de mettre en cause officiellement Damas et l'entourage du président Bachar-el-Assad. Ils sont dans le collimateur de la communauté internationale.

Ghazi Kassaan, ministre de l'intérieur de Damas et ex-véritable maître du Liban, s'est "suicidé". Son beau-frère, chef du renseignement militaire, est mis en cause. L'entourage du président prosyrien libanais Lahoud aussi.

Le dossier sera bientôt devant le Conseil de sécurité. La pression sur la Syrie ira en s'amplifiant. Jusqu'où ? Washington, menace, donne l'impression de souhaiter l'installation d'un nouveau pouvoir à Damas, avec l'espoir de faire disparaître le sanctuaire des insurgés irakiens qu'est la Syrie d'Assad et aussi le principal, le seul, allié de l'Iran dans la région. Paris est plus prudent. Des conditions nécessaires à une véritable crise se mettent rapidement en place.

Le principal danger dans cette affaire est que la chute du régime syrien n'aboutisse à une déstabilisation à l'irakienne du pays, et à une montée en puissance des réseaux des Frères musulmans malheureusement bien vus par Washington qui pourrait encore une fois se tromper d'analyse.

Le rôle de la France est grand dans cette affaire. Ses moyens d'action sont importants. Il serait souhaitable que la priorité soit accordée à un désengagement total et réel de la Syrie au Liban et à une évolution du régime syrien. Dans ce cas, la mort de Hariri aura au moins servi à quelque chose.

Didier MORGAN

BONNE NOUVELLE DE POLOGNE

■ *"Celui qui a interdit la gay parade" lorsqu'il était maire de la capitale, celui qui "ose être eurosceptique et imposer un référendum pour ou contre l'euro" – autant de péchés impardonnables – a été élu président de la Pologne. Non pas de justesse, mais triomphalement ; avec 55 % des voix, neuf points d'avance sur son concurrent. On se souviendra du référendum européen en France puis en Hollande. Ces peuples qui osent mal voter !*

C'est incontestablement une bonne nouvelle qui nous vient de Varsovie.

Mais de nombreuses questions demeurent. Dans quelle mesure le président élu réussira-t-il à imposer ses vues ? Son pouvoir est limité, bien que très important, en matière de politique étrangère. Il doit travailler avec un cabinet de coalition, une Chambre à majorité incertaine, donc avancer avec des compromis. L'étranger ne lui facilitera pas la tâche.

Une chose est certaine : la politique polonaise sera désormais plus nationale, plus sociale, plus attentive aux traditions historiques et catholiques du pays, moins soumise à la bureaucratie de Bruxelles et aux objectifs des multinationales. Et les embûches, les critiques, la désinformation et la malveillance ne manqueront pas sur son chemin. Situation à suivre.

P.N.

Les dessous de l'affaire Poncet

Le 17 octobre dernier, Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, suspendait le général de corps d'armée Poncet, ancien commandant de l'opération Licorne en Côte-d'Ivoire, ainsi que le colonel de chasseurs alpins Eric Burgaud. Ils sont accusés d'avoir couvert la liquidation d'un dénommé Mahé Firmin, un assassin et voleur ivoirien, par l'Armée française. Cette suspension a entraîné des remous importants et un vent d'incompréhension au sein de l'institution militaire.

Pour certains le général Poncet, officier d'élite, paie en fait ses vieilles amitiés avec le cabinet Richard (ancien ministre de la Défense socialiste). Il s'agirait donc d'une mesure politique. En revanche, on oublie de préciser que le Mahé Firmin était fortement soupçonné par les troupes françaises d'avoir salement trempé dans les émeutes anti-françaises d'Abidjan.

Alliot-Marie, dont le parcours à la Défense était jusqu'ici plutôt positif, a fait preuve dans cette affaire d'une rare incompétence, donnant l'occasion à un certain nombre d'officines d'orchestrer une campagne contre l'Armée et contre la présence française en Afrique. Pendant ce temps là, les responsables de l'assassinat des neuf soldats français de Bouaké, c'est-à-dire le président ivoirien Laurent Gbagbo et sa clique sont toujours en état de nuire.

Pierre LAFARGE

L'Irak menaçant ou menacé?

LE DERNIER RAPPORT RENDU PAR MM. HANS BLIX ET MOHAMED BARADÉI, RETARDERA-T-IL LA GUERRE EN IRAK? QUELLE EST LA VÉRITABLE CONVICTION DES EXPERTS RELATIVEMENT À L'ÉVENTUELLE DÉTENTION PAR L'IRAK D'ARMES INTERDITES CONVENTIONNELLEMENT? DE RETOUR DE BAGDAD OÙ IL A EFFECTUÉ UNE VISITE D'UNE SEMAINE DANS LE CADRE D'UNE DÉLÉGATION EUROPÉENNE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IRAKIEN, ELIE HATEM, AVOCAT AU BARREAU DE PARIS ET CONSEILLER JURIDIQUE DE L'ASSOCIATION "SOS ENFANTS D'IRAK", NOUS EXPOSE SON ANALYSE, À LA LUMIÈRE D'UNE RENCONTRE PRIVÉE QU'IL A EUE AVEC M. HANS BLIX À BAGDAD.

La situation explosive au Moyen-Orient qui risque d'avoir des répercussions néfastes sur l'équilibre international, tel qu'il est établi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, démontre encore une fois les manœuvres des Etats-Unis qui veulent exercer une hégémonie planétaire, en violation des principes et des règles du droit international. La crise actuelle en Irak en est l'ultime illustration.

Démunie de toute logique politique et juridique, l'Administration américaine recourt à une épreuve de force pour contrôler les plus importantes ressources pétrolières du monde, notamment au Moyen-Orient. Les attentats du 11 septembre 2001 lui ont permis d'intervenir en Afghanistan et de contrôler, de ce fait, toute la région limitrophe de ce pays, riche en pétrole. Il est, d'ailleurs, étonnant que les services secrets américains qui ont su déterminer, quelques minutes après ces attentats, la responsabilité de ces actes imputés à Oussama Ben Laden, n'aient pas pu les empêcher. Il est encore plus étonnant que ces services n'aient pas pu, à ce jour, localiser leur ancien agent (nul n'ignore qu'Oussama Ben Laden était un agent de la CIA), alors qu'ils prétendent déterminer, avec précision, les endroits où l'Irak détiendrait des armes ou des produits prohibés. En effet, il est incontestable que l'Administration américaine cherche des prétextes pour légitimer son agression.

Au cas où elle n'arrivera pas à convaincre l'opinion publique internationale de la présence d'armes de destruction massive en Irak, le prétexte de lutte contre le terrorisme de source islamiste soutenu par le régime irakien le permettra-t-il?

Il est intéressant de rappeler, à cet égard, que le régime baassiste est laïc et que l'Irak a toujours lutté contre l'émergence de courants islamistes qui menaceraient son assise. Mme Hoda El-Ammachi, membre du commandement exécutif irakien, me rappelait, à cet égard, qu'en 1979, son pays a été la première victime d'actes terroristes des islamistes pro-iraniens. C'est la raison pour laquelle l'Irak a pris des mesures contre le soulèvement de certains chiites soutenus par le régime des ayatollahs iraniens et que son pays veille à la sauvegarde de la coexistence des différentes communautés religieuses de l'Irak. En effet, la minorité chrétienne ne souffre d'aucune discrimination ou de persécution. Au même titre que les musulmans, des chrétiens comme M. Tarek Aziz assument de hautes fonctions. Il ne reste donc à l'Administration américaine que le prétexte de détention d'armes illicites par ce pays, pour justifier son épreuve de force.

Le lendemain de l'intervention de M. Colin Powell au Conseil de sécurité, le 5 février, j'ai visité deux des sites servant, selon lui, à la construction d'armes non conventionnelles.

J'accompagnais trois spécialistes de l'armée française qui faisaient partie de la délégation avec laquelle je me suis rendu en Irak: les colonels Dominique Erulin et Eric du Reau de la Gaignonnière, ainsi que le commandant Crouzille. Ces derniers ont remarqué que ces sites ne peuvent pas permettre la fabrication d'armes de longue portée (de plus de 140 km), pour la simple raison que les socles sur lesquels ces missiles et canons doivent être placés pour être testés, sont inexistants.

Par ailleurs, nous avons visité des usines et des laboratoires, où nous avons remarqué que la priorité est à la fabrication de médicaments et de produits usuels. Quant aux prétendues

MM. Elie Hatem et Hans Blix.

armes nucléaires, même M. Hans Blix, que j'ai rencontré, reconnaît leur inexistence.

Les arguments avancés par le secrétaire d'Etat américain sont complètement surprenants! En effet, M. Powell s'est fondé sur des enregistrements de conversations téléphoniques censées être repérées parmi des millions de conversations téléphoniques en Irak, ainsi que sur des images de sites, sans que ces images prouvent la présence d'armes illicites dans ces endroits. Pire encore, ces informations avancées n'ont pas de sources. N'est-il pas consternant d'apprendre qu'une guerre meurtrière pourrait dépendre de ces maigres allégations?

Une semaine avant l'élaboration de son rapport, j'ai rencontré M. Hans Blix, à titre privé, avec Mme Jany Le Pen et M. Jean-Michel Dubois. Il nous a reçus dans sa suite à l'hôtel Al-Rachid où nous séjournions à Bagdad. J'ai constaté chez lui, de prime abord, une grande réserve. Il nous a fait comprendre qu'empêcher la guerre n'était pas de son ressort, sa mission se limitant à un travail d'observation technique. A cet égard, il nous a révélé que sa mission ne se déroulait pas si mal que certains voulaient le faire croire, bien que la fierté des Irakiens faisait en sorte que la visite de certains endroits était difficile, car considérée comme étant une violation de leur vie privée. *"Pour des raisons tenant à la culture de ce peuple, ma mission en Irak est certainement plus difficile que celles que j'ai eues en Afrique ou dans d'autres pays. Mais, dans l'ensemble, les difficultés sont surmontables et nous arriverons certainement à un résultat satisfaisant sur le plan technique"*, nous a-t-il affirmé.

En effet, la lecture minutieuse de son premier rapport démontre une similitude avec celui qu'il a rendu récemment, le 14 courant. Dans ces deux documents, l'expert onusien conclut à l'impossibilité d'affirmer, compte tenu des éléments à sa portée, l'existence ou l'inexistence d'armes de destruction massive ou de produits illicites. En l'absence de preuves, M. Blix ne se permet pas d'avancer des doutes quant à l'existence d'armes chimiques ou bactériologiques, de même que des missiles à portée de plus de 140 km. Néanmoins, il semble tout à fait convaincu que l'Irak ne possède pas d'armes nucléaires ni de produits lui permettant de procéder à la fabrication de telles armes. Laissant de côté sa mission d'expertise et analysant objectivement les enjeux politiques de l'Irak, M. Blix ne voyait pas dans quel intérêt ce pays aurait besoin en ce moment de recourir à ces armes d'autant qu'il n'est menacé par aucun pays voisin et qu'au niveau interne rien ne laisse douter d'un éventuel soulèvement d'une catégorie de la population contre le régime. Cette analyse bien que timide rejoint celle que nous a développé le général Saadi, conseiller du président Saddam Hussein.

Tout laisse donc à croire que les Etats-Unis cherchent n'importe quel prétexte pour déstabiliser et affaiblir l'Irak, afin d'accaparer ses réserves pétrolières. En cas d'échec d'une telle alternative, une intervention militaire directe ne sera pas exclue. Auquel cas, une telle offensive sera qualifiée d'agression.

Etant donné la conjoncture internationale et de la position de la France, de la Chine et de la Russie, membres permanents du Conseil, dotés du droit de veto, une éventuelle intervention américaine sera très dangereuse. Elle mettra en cause l'équilibre international et pourra conduire à un nouveau partage d'influences dans le monde, surtout que l'objectif que les Etats-Unis ne cachent plus, est la destitution de Saddam Hussein. ■

Bagdad - ELIE HATEM

LE 18 FÉV 1988

La crise économique au Proche-Orient

LA presse ne cesse de parler, en ce moment, de la crise économique et de la misère au Liban. Il est vrai que ce pays plonge dans la pauvreté du fait qu'il est en guerre depuis plus de treize ans.

Aucune économie du monde, même celle des pays les plus riches ou les plus industrialisés n'aurait pu résister à une telle situation.

Le Liban a subi plusieurs invasions. Ses voisins se sont acharnés sur lui pour en soustraire ses richesses. Ils ont essayé de démolir ses institutions dans le but de prédominer économiquement et financièrement sur la scène régionale du Moyen-Orient. Ils ont essayé de déformer son image et d'effacer sa civilisation.

Si le Liban a faim aujourd'hui, ses voisins ne sont cependant pas en meilleure posture.

DES la prise du pouvoir en Syrie par Hafez el Assad, les Syriens ont enduré la misère et la pauvreté dues aux nationalisations qui furent adoptées par un régime tyrannique à la soviétique.

L'espoir pour un Syrien pauvre de s'enrichir selon son intelligence et ses capacités a disparu. Riches et pauvres ont subi le même sort sans avoir assez de courage pour se révolter contre la tyrannie et l'oppression.

Les produits de base ont disparu du pays, le mode de vie a changé et la physionomie des gens aussi.

Seule une élite arriviste et inamovible en profite. Le président éternel construit des châteaux dans le pays et s'offre les délices auxquels le peuples rêve sans pouvoir s'en procurer.

Le recul intellectuel et social en Syrie d'une part et son isolement du monde libre de l'autre l'ont appauvri de plus en plus. A cela s'ajoute la politique militaire et le désintéressement officiel pour la culture et le commerce. La seule préoccupation officielle est de garder en place le régime de la minorité alaouite de Hafez el Assad.

La crise économique au Liban n'a pas épargné la Syrie. Aujourd'hui, à Damas, les gens font la queue toute une journée pour se procurer une ration de 200 grammes de viande par semaine. D'autres produits usuels n'existent plus dans le pays, comme le café.

La différence entre le Liban et la Syrie c'est que dans le premier cas la crise provient d'une guerre des étrangers sur le territoire libanais, alors qu'en Syrie elle provient du régime.

A côté de la Syrie et du Liban, Israël ne peut pas se prévaloir d'une situation meilleure.

Il y a quelques années, les autorités israéliennes ont été conduites à changer leur devise nationale à cause de la forte dévaluation de leur monnaie.

Israël, comme la Syrie, s'intéresse d'abord à l'armée et à la guerre. Il voit dans le Liban une terre de culture et de progrès alors qu'il ne cherche qu'à être accepté dans la mare moyen-orientale. Aujourd'hui les Israéliens continuent à subir la crise économique qui s'est amplifiée après l'opération du Salut de la Galilée en 1982.

Elie HATEM

LE 13 NOV 1987

PROCHE-ORIENT

C'est le tour du Koweit

LE Koweit, monarchie riche du Moyen-Orient, est aujourd'hui la cible d'exactions révolutionnaires. Se situant sur la côte du Golfe Persique, il est entraîné malgré lui dans une guerre qui devient de plus en plus insupportable.

Ce pays islamique de majorité sunnite modérée a subi une vague de modernisation très rapide qui fait de sa capitale (la ville de Koweït) une ville attrayante par ses avenues et constructions de la meilleure qualité. Quant à son peuple, il a connu une progression rapide, passant d'une société arriérée à la civilisation technique moderne (construction d'écoles et universités, émission de télévision, création de Sécurité sociale, etc...).

Son gouverneur, le Cheikh Sabah el Salem el Sabah, devenu émir (prince) du Koweït en 1965, est issu d'une famille bédouine qui a gouverné le Koweït depuis 1756.

En 1899, se trouvant sous une souveraineté ottomane nominale, le Koweït s'est affilié à la Grande-Bretagne par un traité, puis il devint son protectorat en 1915. Il obtint sa souveraineté, en 1961, à la suite d'un échange de lettres avec le gouvernement britannique.

Le progrès social et la modernisation du Koweït ont été la conséquence de la découverte du pétrole en 1938 et de l'utilisation des revenus de sa production qui a commencé à partir de 1946. Notons que le Koweït occupe la quatrième place mondiale dans la production du pétrole brut et qu'il est supposé détenir le quart des réserves pétrolières mondiales.

A partir des années cinquante, le Koweït a accueilli des milliers d'étrangers des pays arabes et voisins qui y venaient travailler et profiter de ses richesses. Des masses d'ouvriers iraniens entraient chaque année dans le pays et se faisaient naturaliser par la suite, en créant une présence chiite minoritaire.

Le Koweït, comme son voisin l'Arabie séoudite, a toujours eu une politique libérale proméricaine qui gênait l'Union soviétique.

La contamination intégriste

LORS de la révolution iranienne en 1979 et de la chute regrettable du régime du Chah face à l'intégrisme de l'imam Khomeiny, le Koweït a craint l'arrivée de la pousse intégriste chez lui.

A partir du début de la guerre irako-iranienne en 1980, cette crainte s'est révélée justifiée par les mouvements chiites pro-iraniens qui manifestaient, à partir du Koweït, leur soutien à l'iman Khomeiny. En 1983, la capitale koweitienne était la cible d'attentats dans des hôtels et cafés, attentats d'origine chiite.

L'Union soviétique trouva le moment opportun pour y stimuler le terrorisme et fournir de l'aide aux groupes terroristes-intégristes. Une série d'attentats a été déclenchée en 1984 puis en 1985 ; une autre série d'attentats suivie d'une tentative de coup d'Etat a déstabilisé le pays. Le pouvoir s'est réveillé alors et a éloigné les Chiites des principaux postes administratifs et gouvernementaux. Des mesures ont été prises par la suite en vue d'expulser certains étrangers suspects.

Lors du dernier sommet arabe qui a eu lieu en 1986 dans la capitale du pays, les terroristes

Sur les rives du Golfe, un pays menacé

ont menacé de faire exploser « tout le Koweït ». Des attentats ont été commis par eux jetant la panique parmi la population.

La peur d'une agression

BIEN que le Koweït ait adhéré le 20 juin 1961 à la Ligue arabe qui est supposée assumer la responsabilité de sa défense, il a sollicité l'aide américaine dans le cas d'une agression iranienne, à la suite des provocations continues de l'Iran et ses attaques contre ses navires.

La dernière intervention américaine, il y a quelque temps, lors de l'agression iranienne d'un navire koweitien portant le drapeau américain, a créé au sein du Koweit une grande peur. Bien que le système pénal koweitien applique strictement la « Chariaa » islamique dans la répression, les Chiites koweitiens sont contaminés par l'intégrisme et risquent de réagir violemment contre le pouvoir sunnite.

Les mesures de sécurité sont accentuées dans le pays, la peur d'une agression extérieure de l'Iran est grande, les Palestiniens qui ont beaucoup collaboré à la modernisation et à la civilisation du pays le quittent de peur d'une guerre civile qui éclaterait bientôt.

Après le Liban, l'Iran puis l'Irak, sera-ce le tour du Koweït ?

Elie HATEI

LIBAN

TUNISIE

Paroles d'un prince

SAR le prince Fayçal Bey, que nous avons reçu à l'Institut d'Action française il y a quelques années, est l'aîné des arrière-petits-fils de Lamine 1er, le dernier bey de Tunis. Il confie à *Point de Vue*, du 26 janvier, qu'il suit de très près les événements de Tunisie, mais déclare-t-il, *« je suis plutôt optimiste. Et surtout j'ai confiance dans la maturité du peuple tunisien, qui n'est pas d'un naturel violent. L'armée a joué un rôle salutaire et capital. C'est une véritable armée nationale, qui a montré son sens du devoir. »*

Le prince craint-il une récupération ? Il pense que *« le désordre ferait le jeu des forces obscurantistes et contre-révolutionnaires [...] Les manifestations ont été populaires et spontanées. Même les partis d'opposition ne s'attendaient pas à une telle ampleur. [...] C'est davantage une révolution laïque, une révolution de la jeunesse, qu'une révolution à l'iranienne. Le plus important maintenant est de reconstruire le pays sur des bases saines. »*

Se disant *« très fier d'être tunisien aujourd'hui »* et *« s'inclinant devant la centaine de personnes qui y ont perdu la vie »*, il annonce qu'il se rendra dès que possible en Tunisie, ajoutant : *« Je voudrais demander à tous nos amis français d'exprimer leur solidarité active en retournant nombreux et très vite visiter notre pays. Finalement je crois que cette épreuve a constitué pour la Tunisie un capital de sympathie qu'aucune campagne de publicité n'aurait pu lui gagner ! Je dis à tous mes amis : le soleil et le ciel seront encore plus beaux. Ils respireront un nouveau parfum de liberté. »* □

❑ ÉTATS-UNIS

Reagan, icône américaine

Ronald Reagan aurait eu cent ans le 6 février prochain. L'Amérique ne manquera pas de célébrer cet anniversaire, tout particulièrement dans les rangs républicains échaudés par la politique de Barack Obama.

Cette année 2011 aurait pu être officiellement l'année Ronald Reagan. Si l'Amérique avait gommé ses tendances naturelles à l'ingratitude. Et si l'establishment était parvenu à bâillonner ses pulsions sectaires... Dimanche prochain, 6 février, marquera le centième anniversaire de la naissance du quarantième président des États-Unis.

Une double révolution

Déjà, le 20 janvier dernier, les fidèles parmi les fidèles soufflèrent trente bougies, car ce jour-là marquait un autre anniversaire : en 1981, un modeste acteur de série B de soixante-dix ans (ou presque) entrait à la Maison Blanche pour un double mandat et une double révolution - nationale et conservatrice. C'était beaucoup aux yeux d'une gauche aigrie. C'était trop pour ceux qui allaient exécuter Reagan, coupable de "passéisme inconsistant". On comprend le silence autour de son destin : il dérange. Son legs exhumé ne pourrait que flétrir les pâles résultats de l'"élite" au pouvoir. L'oubli est plus sûr.

Mais comment oublier le plus réformateur des présidents depuis Franklin Roosevelt (1933-1945), le plus grand des républicains depuis Theodore Roosevelt (1901-1909) et le plus emblématique des conservateurs depuis Calvin Coolidge (1923-1929) ? Reagan s'offrit d'emblée le luxe d'une définition puisée aux extrêmes : il fut à la fois le plus âgé et le plus novateur des chefs d'État américains. Mieux : en 1981, il saisit les rênes grâce à une belle victoire électorale et les lâcha huit ans plus tard sur un éclatant triomphe populaire. Une ferveur plus grande à l'arrivée qu'au départ : rare trophée. En se durcissant sur le plan militaire, Reagan désorienta l'URSS et précipita son implosion ; en luttant contre la pression fiscale, il remit l'État fédéral dans son cadre constitutionnel ; en retrouvant les valeurs ancestrales, il ressuscita un néo-populisme sans frontières partisanes ; et en cultivant son sens du dialogue, il parvint à réunifier son parti tout en obligeant le parti adverse à se redéfinir.

Une place d'excellence

Parmi les présidents modernes, seul John Kennedy dépasse - de peu - Reagan dans les sondages. À l'issue d'un symposium, soixante-cinq historiens lui attribuèrent le huitième rang dans la succession des chefs de l'exécutif. Huitième sur quarante-quatre : une place d'excellence au Panthéon national. D'ailleurs, cette nation n'est pas dupe du silence des autorités : au cours de cette année, elle montrera sa propre ferveur au centenaire. Dans beaucoup d'universités se réuniront des spécialistes qui analyseront le message reaganien ; l'un des plus beaux musées de Washington, la National Portrait Gallery, s'apprête à ouvrir une exposition qui montrera le héros du moment sous tous les angles photographiques ; dimanche prochain, le *Super Bowl* (championnat de *football*) débutera par la diffusion, en plein stade et sur écran géant, d'une vidéo rassemblant les moments forts d'une présidence ; en septembre, près de 20 000 lycéens commenceront à distribuer dans tout le pays une pièce de monnaie à l'effigie de Reagan ; enfin, une ville vibrera tout au long de l'année à travers des commémorations en cascade : Tampico, dans l'Illinois. C'est là que le futur président vit le jour.

Famille d'origine irlandaise. Jack, le père, pétri d'un robuste fatalisme, vend des chaussures ; Nell, la mère, nimbée d'une foi ardente, supplie la Providence de leur envoyer l'argent du foyer. Années difficiles. Au lycée, Ronald brille surtout sur les stades ; il devient serveur de restaurant et surveillant de piscine pour payer des études qui font de lui un diplômé en sociologie. En 1932, en pleine dépression économique, Reagan décroche son premier salaire devant un micro : chroniqueur sportif. Cinq ans plus tard, il passe à l'écran : une trentaine de films, beaucoup de rôles insignifiants, quelques louangeuses critiques. À Hollywood, Reagan apprend un art précieux qui lui servira : la prestance. Pendant la guerre, il réalise des courts-métrages pour l'entraînement des aviateurs, se lance dans le syndicalisme, puis anime pendant huit ans une émission télévisée pour General Electric. Il entre en politique en 1964. Trois étapes le mèneront à la Maison Blanche. D'abord, un retentissant discours lors de la convention de Barry Goldwater (qui échouera contre Lyndon Johnson) ; ensuite, deux mandats comme gouverneur de Californie ; enfin, la victoire sur le pâle Jimmy Carter.

Lyrisme et confiance

Reagan redora le blason du pouvoir exécutif, qui retrouva une aura teintée de lyrisme, de confiance et de dignité. Mais le sceau de ce pourfendeur du néo-libéralisme a laissé bien d'autres empreintes : la solidité de ses convictions conservatrices, son rappel constant des valeurs nationales, sa foi inébranlable dans le destin de l'Amérique. Sans chercher à s'adapter à l'opinion ambiante, il devint populaire parce qu'il campa fermement dans ses certitudes : respect de la Constitution, défense des libertés, lutte contre l'impôt, protection de la famille et de la vie, glorification du travail et de l'initiative individuelle. L'ancien acteur ajouta à cette panoplie le plus éclatant aspect de son tempérament : l'optimisme et son cousin germain, l'humour. En 1981, Reagan fut gravement blessé lors d'une tentative d'attentat. Pendant sa convalescence, un de ses collaborateurs voulut le rassurer : *« Vous serez heureux d'apprendre,* lui dit-il, *que pendant votre absence, le pays fut bien gouverné. »* Et Reagan de rétorquer : *« Qu'est-ce qui vous pousse à croire que cela me fait plaisir ? »* ■

Philippe Maine

Le Liban dans la tourmente

DÉJÀ MISE EN ŒUVRE, avant la chute du communisme, en Iran ou en Afghanistan, l'instrumentalisation du fondamentalisme religieux perdure, attisée par la surenchère médiatique. Sous prétexte de "démocratisation" s'opère une régression économique, culturelle et sociale face à la multiplication des multinationales hégémoniques. Ce marasme procure un terrain favorable aux courants proposant un palliatif. La religion, en particulier un islam incapable de dissocier le temporel du spirituel, devient un vecteur de déstabilisation battant en brèche les systèmes nationalistes traditionnels.

L'attentat du 11 septembre 2001 permit l'intervention militaire en Afghanistan. On l'a attribué à Al-Qaïda, dont le dirigeant, Oussama ben Laden - un ancien agent de la CIA -, n'apparaît que sur *Al Jazeera*. Située au Qatar, cette chaîne serait financée par des sources occultes, ce qui expliquerait son évolution vers l'islamisme. Parallèlement, l'invasion de l'Irak et la destitution de Saddam Hussein embrasèrent toute la région.

Le Liban fut artificiellement pacifié en 1990 à l'issue des accords de Taëf. Sa sécurité interne devint exemplaire - à tel point que les responsables roumains firent appel à leurs homologues libanais pour assurer la sécurité du sommet de la Francophonie à Bucarest. Mais le pays replongea vite dans la guerre. Le 14 février 2005, l'ancien Premier ministre Rafiq Hariri, de confession sunnite, fit l'objet d'un attentat. La Syrie fut pointée du doigt, alors qu'elle avait été encouragée à occuper le pays du Cèdre et à y instaurer un régime qui lui était inféodé. Deux courants politiques émergèrent : la coalition du 8 mars, à dominante chiite, dirigée par le Hezbollah (la seule milice autorisée par les accords de Taëf), et celle du 14 mars, à dominante sunnite, constituée d'anciens pro-syriens. Les chrétiens se retrouvèrent de part et d'autre. Cela les préserva, tandis que les Druzes, rangés dans un premier temps du côté du courant du 14 mars, essuyèrent une défaite en 2007 en s'opposant au courant du 8 mars, minoritaire mais armé.

Un tribunal controversé

Le 12 juillet 2006, Israël intervint militairement sous prétexte de répondre aux attaques de roquettes du Hezbollah, et pour récupérer deux soldats qu'il avait enlevés, détruisant les infrastructures reconstruites. Devenu le porte-parole de la communauté chiite protégée par l'Iran, le Hezbollah fut accusé d'avoir provoqué ce désastre, après avoir bénéficié, en 2000, d'une gratification populaire lors du retrait de Tsahal de la quasi-totalité du Sud-Liban. Une vive tension l'opposa aux Sunnites du courant du 14 mars en mai 2007. Cependant, un gouvernement d'union nationale fut constitué le 11 juillet 2008.

Les investigations du tribunal spécial pour le Liban ont ravivé les tensions. L'attribution de l'assassinat de Rafiq Hariri à une partie, notamment le Hezbollah, provoquerait une confrontation armée entre sunnites et chiites, au risque d'embraser toute la région, jusqu'en Irak, et de mettre en cause le régime syrien, fragilisé par la poussée islamiste. La "justice internationale", enquêtant sur un crime dont les commanditaires sont loin d'être identifiés (il est rare de déterminer les responsables de crimes politiques à l'instar de l'assassinat de Dag Hammarskjold, de John Kennedy, de Benazir Bhutto...), atteindra-t-elle son objectif de paix ou provoquera-t-elle une guerre sans merci ? ■

Élie Hatem

[...] En 842, Louis le Germanique et Charles, les fils puinés

çaise : déjà la langue était un instrument de pouvoir et l'on di-

particulière de la civilisation française, et je crois que tant que la

chacun de nous, chaque Français... Au commencement de ■

ÉLIE HATEM

La démocratie tue le Liban

[...] L'actualité internationale ne doit jamais nous laisser indifférents, surtout quand les intérêts français sont menacés dans le monde, notamment au Proche et au Moyen-Orient, et en particulier au Liban, par les manigances américano-sionistes.

L'administration américaine de M. Bush – et nous avons été les premiers à dénoncer cette déstabilisation du Proche et du Moyen-Orient depuis l'occupation de l'Irak — a pour objectif non seulement la mainmise sur le pétrole, mais aussi la réalisation d'un projet partitioniste (c'est le fameux plan Kissinger, du nom de l'ancien secrétaire d'État américain) et ce projet vise à la destruction, je dirai même à la régression politique, économique, sociale et culturelle du Liban, et surtout à l'éclatement des modèles des régimes nationalistes, pour instaurer des mini-États confessionnels démocratiques à l'instar d'Israël. [...]

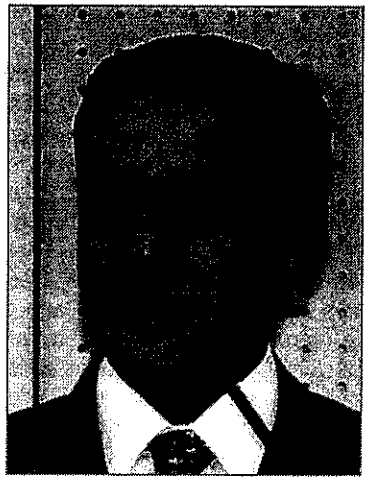
En Palestine, c'est Israël qui a créé le Hamas, et qui l'a encouragé pour islamiser la cause palestinienne longtemps conduite par des chrétiens et des gens modérés.

Pour parvenir à leur objectif destructeur d'éclatement des sociétés et pour arriver, selon le langage "politiquement correct", à la création du "Grand Moyen-Orient" ou à l'établissement d'un Nouvel Ordre mondial, l'internationale américano-sioniste a toujours recours à un même procédé, à la poudre aux yeux, et à la fameuse notion de la démocratie. Alors, on nous parle de la démocratisation du Moyen-Orient !

"Grand Moyen Orient"

[...] Cette notion est redéfinie, et on entend aujourd'hui par "régimes démocratiques" ceux qui sont inféodés aux États-Unis, qui obéissent à l'administration américaine et qui servent les intérêts américains dans le monde. C'est de cette manière que le régime de Khadafi, qui était considéré comme un des régimes les plus despotiques, comme un régime terroriste, est devenu aujourd'hui un modèle à suivre dès qu'il s'est rallié à l'administration américaine et qu'il s'est mis à servir les intérêts américains...

Contrairement à ce que les médias et le lobby sioniste veulent nous faire croire, la démocratisation du Moyen-Orient n'est



Élie Hatem
avocat international
inscrit au barreau de Paris

qu'un moyen pour parvenir à son éclatement ; après la "libanisation" de l'Irak, on veut aujourd'hui parvenir a une "irakisation" du Liban, qui, hélas, paye encore une fois le prix de cette politique, je dirai de cette aventure expérimentale de M. Bush qui, comme vous le savez, est responsable de près d'un million de morts et qui devrait être passible de poursuites pour crime de guerre et crime contre l'humanité.

Éclatement

L'été dernier, M. Bush a donné l'ordre à l'armée israélienne de s'attaquer militairement au Liban, pour détruire son infrastructure et son économie, mais aussi pour commettre des massacres odieux (nous nous souvenons tous de l'extermination de la ville de Cana dans le sud du Liban), et tout cela sous prétexte de répondre à l'enlèvement de deux soldats israéliens.

Cette justification, ce *casus belli,* était un prétexte fallacieux, car Israël a toujours eu des visées sur le Liban ! Rappelons-nous : en 1958, en 1972, en 1977, en 1979 et en 1982, Israël intervint militairement au Liban, alors que le Hezbollah n'existait pas encore.

Après cette intervention militaire pour détruire physiquement et économiquement le Liban, une série d'attentats scrupuleusement organisés et préparés par les services secrets qui existent encore au pays des cèdres, a visé récemment des dirigeants politiques de différents courants et de différentes communautés pour créer de nouveau une guerre civile.

Le dernier assassinat est celui de Pierre Gemayel, un ami d'enfance, à la mémoire de qui je rends hommage aujourd'hui, et dont le père, Amine Gemayel, a été l'invité d'honneur au banquet de l'Action française en 1992.

L'intérêt de la France

Non seulement le Liban est visé par ce complot, mais aussi la France et ses intérêts au Proche-Orient ; nous voyons comment nos soldats qui participent à la force des Nations-Unies sont attaqués d'une manière flagrante et inadmissible par l'armée israélienne.

Le pire, c'est que certains de nos dirigeants, comme M. Sarkozy, au lieu de servir nos intérêts nationaux, se rangent du côté des Américano-sionistes. Ne nous attendons pas à grand chose de la part de nos dirigeants républicains, ni de la république en général et de ses jeux électoraux. [...]

Notre espoir, notre combat, c'est le roi ! vive l'Action française, vive la France, vive le roi !

■

L'ÉVOLUTION DE L'OTAN

Vigilance !

par **Pascal NARI**

Le sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui vient de se tenir à Riga, consacre l'évolution de cet appareil créé naguère pour faire face à la menace soviétique sur le "monde libre".

Washington voudrait transformer l'OTAN en une sorte de gendarme planétaire.

Instaurée le 4 avril 1949 dans le climat de la Guerre froide pour couvrir la zone Europe et Atlantique, cette organisation a été complétée ou prolongée par d'autres afin de créer une chaîne de protection contre la menace soviétique : le CENTO qui englobait la Turquie, également membre de l'OTAN, l'Iran et le Pakistan, et l'OTASE pour la zone Asie-Pacifique. Ces deux organisations n'existent plus aujourd'hui.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'OTAN cherchait une nouvelle vocation, un nouveau rôle. On se souvient que la France avait quitté l'armée intégrée et le commandement militaire de l'organisation sous De Gaulle, sage décision pour permettre à Paris de garder la disposition de ses forces armées et sauvegarder son indépendance militaire, surtout en raison de ses engagements envers les pays de notre ex-Empire. Mais elle était restée adhérente à part entière du Traité, et tenue, donc, par son engagement fondamental de solidarité en cas de menace extérieure.

Sous la présidence des quatre successeurs du général De Gaulle, la France a réintégré progressivement l'OTAN et ses organismes. La disparition de la menace communiste imposait une transformation de l'organisation et de ses obligations. Les pays de l'ex-bloc soviétique y ont fait leur entrée, surtout pour se protéger contre la menace russe qu'ils n'ont pas encore oubliée. L'adhésion des pays composant l'Union soviétique, l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan même, est problématique et irrite Moscou au point de constituer un des points de tension entre la Russie du président Poutine et les pays de l'Ouest, particulièrement les États-Unis et l'administration Bush.

Extension

Jusqu'où doit et peut aller l'OTAN ? Washington voudrait la transformer en une sorte de gendarme planétaire. Elle est intervenue contre la Serbie pour soutenir l'Albanie qui entretenait – le mot est faible – les séparatistes du Kosovo avec l'encouragement ouvert de Washington.

Après que ses forces armées eurent frappé durement la Serbie, écrasé ses villes et infrastructures sous les bombes afin de briser sa volonté de résistance contre la politique américaine, voilà que, sept ans plus tard, cette même OTAN veut la faire intégrer son dispositif militaro-politique !

L'OTAN est actuellement présente en Afghanistan où ses forces tentent de relayer – soulager diront certains – la présence militaire américaine qui rencontre de plus en plus de résistance.

Cette extension, souhaitée voire exigée par Washington, est déjà bien engagée, de manière discrète et sans que les peuples concernés et leurs parlements l'aient décidé (tel est le fonctionnement des démocraties d'aujourd'hui, où les peuples sont de plus en plus exclus au profit des "grands intérêts") ; est-elle souhaitable ?

Réserves françaises

Faudrait-il intervenir massivement en Afghanistan où les forces actuelles sont nettement insuffisantes, en Irak et ailleurs, pour protéger des intérêts (notamment pétroliers) qui ne sont pas ceux des pays et des peuples membres de l'OTAN ? Les forces du Pacte atlantique, contrôlées et commandées par Washington, devraient-elles se transformer en "force d'intervention rapide" planétaire ?

Jusqu'à présent, Paris a été la seule capitale importante des pays membres à exprimer des réserves sur le processus. On ne pourrait que l'approuver. L'affaire est trop grave et la tendance actuelle, hélas, trop lourde pour que cela puisse être traité en catimini et les opinions publiques tenues dans l'ignorance presque totale.

Le sommet de Riga a traité du sujet. Dans la presse on a pratiquement escamoté le fond du problème en ne parlant que de quelques aspects secondaires, voire anecdotiques, comme le petit-déjeuner pris ensemble par tel ou tel ou du dîner d'anniversaire de Jacques Chirac.

Une vigilance permanente et un sérieux débat national s'imposent sur ce sujet où il va de l'intérêt du pays et de l'indépendance de sa diplomatie et de ses forces militaires. ■

Vers une nouvelle guerre civile au Liban ?

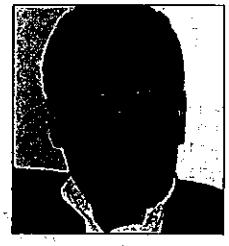
par **Élie HATEM**

Le Liban risque-t-il de retourner à la guerre civile alors qu'il vient d'en sortir depuis quelques années ? Les Libanais, dans leur majorité, ainsi que les amis du pays du Cèdre, s'emploient à lui faire éviter ce calvaire. Mais les manipulations et les manigances de ses ennemis se multiplient pour semer la zizanie entre les différentes communautés. Cela s'insère dans une politique de déstabilisation générale du Proche et du Moyen Orient, dans l'objectif de l'effriter en micro-États confessionnels et théocratiques.

Après la libanisation de l'Irak, on tente l'irakisation du Liban.

Après la libanisation de l'Irak, on tente l'irakisation du Liban, autrement dit le soulèvement des communautés les unes contre les autres, en particulier et dans un premier temps, les différentes communautés contre les chiites pour qu'en un deuxième temps naissent des hostilités entre druzes, sunnites et chrétiens.

Ainsi, l'intervention israélienne de l'été dernier avait pour objectif de soulever la majorité des communautés libanaises contre le Hezbollah qui doit, en réalité, son poids politique et militaire à Israël. Ce dernier avait légitimé la lutte de ce mouvement pour la libération du sud, en le transformant d'une pure milice en un mouvement de résistance nationale. Tel était l'objectif de l'armée israélienne qui s'était retirée du Liban en 2000, en imputant ce retrait aux actes militaires et de résistance du Hezbollah. Depuis cette date, ce mouvement a recueilli la sympathie d'un bon nombre de Libanais, de toutes confessions confondues et a rallié la quasi-totalité de la communauté chiite qui représente près de 40 % des Libanais.



Pierre Gemayel

En imputant la responsabilité de la dernière opération militaire au Hezbollah (l'enlèvement de deux soldats israéliens par ce mouvement en a été le casus belli) mais aussi et surtout en détruisant l'ensemble de l'infrastructure du pays du Cèdre, Israël espérait obtenir un soulèvement général de l'ensemble des Libanais contre ce parti et, par delà, contre les Chiites.

L'échec de cette stratégie a conduit les ennemis du Liban à chercher d'autres moyens pour parvenir à cette fin. C'est ainsi que les attentats et les assassinats de politiques se multiplient pour faire endosser à la Syrie, supposée soutenir le Hezbollah, la responsabilité de ces actes et pour parvenir à semer de nouveau la zizanie entre ces deux pays dont le destin s'est trouvé lié depuis le mandat français. Faut-il rappeler que la Syrie a été longtemps entraînée dans la guerre du Liban, qu'elle a totalement été manipulée, jusqu'à obtenir un "mandat" des États-Unis et de ses alliés pour occuper ce pays manu militari et lui imposer un régime qui lui fut longtemps inféodé.

La Syrie qui a quitté militairement le pays du Cèdre et dont le régime est de plus en plus fragilisé, qui est pointée du doigt et accusée d'avoir assassiné l'ancien Premier ministre libanais Rafiq Hariri, a-t-elle intérêt à commettre des actes condamnables par l'opinion publique de la communauté internationale ?

L'assassinat de Pierre Gemayel, dernier en date dans cette série, à la mémoire de qui nous rendons hommage ainsi qu'à sa famille et à son père, l'ancien président Amine Gemayel, ami de l'Action française, réveillera-t-il les consciences ? ■

Madagascar : la poudrière

par **Renaud DOURGES**

Le 18 novembre dernier une tentative de coup d'État a eu lieu à Madagascar et la presse française s'est peu intéressée à cet événement. Pourtant les liens entre la Grande Ile et la France ont survécu à l'indépendance. Dix huit mille français vivent à Madagascar et les Malgaches, population calme et ne faisant pas parler d'elle, résidant en métropole est sensiblement du même nombre.

La raison du putsh avorté du général Andrianafidisoa, appelé familièrement Fidy, est due au refus du gouvernement actuel de le laisser participer aux élections présidentielles prévues théoriquement le 11 décembre. La date sera- t-elle respectée ? Nul ne peut le dire puisque les onze concurrents s'opposant au président Ravalomanana, candidat à sa propre succession, se sont mis en grève de scrutin pour protester contre l'organisation de l'élection.

Dès le mois d'octobre, un opposant à l'actuel gouvernement résidant à l'étranger voulant déposer sa candidature s'est vu refuser l'entrée sur le territoire malgache. En dépit des demandes des autres candidats à la présidence, Ravalomanana a refusé de reporter la date du scrutin alors que plusieurs de ses opposants n'ont pas eu le temps d'éditer leurs bulletins de vote.

Misère et corruption

Depuis les événements du 18 novembre, le président a clairement menacé ses adversaires ainsi que la presse malgache. Un journal indépendant, *La Tribune de Madagascar*, n'est plus distribué dans les avions de la compagnie nationale. On se souvient que Chirac avait soutenu l'ancien président socialiste Ratiskara battu par Ravalomanana, candidat des États-Unis.

Madagascar, pendant ce temps, s'enfonce dans la misère et la corruption et l'on peut craindre, quel que soit le résultat du scrutin, des débordements qui accéléreront la déstabilisation de cet ancien joyau de l'Empire français. Les semaines à venir sont à suivre avec une grande attention. ■

"LA GUERRE POUR L'EAU"

● *DANS LE NUMÉRO d'octobre 2006 de la* GAZETTE DE LA MAISON ROYALE DE FRANCE, ***Mgr le Comte de Paris attire l'attention sur*** La guerre pour l'eau. *Il écrit :* « *Les divers conflits au Moyen-Orient sont exacerbés par un enjeu vital dans cette région aride : l'eau. La répartition des eaux de surface comme celle des eaux souterraines est devenue source de tension entre Israël et la Palestine, mais également entre les Israéliens, les Turcs et leurs voisins syriens et irakiens, tout comme entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan.*

Les véritables enjeux du troisième millénaire ne sont, en effet, plus la détention d'énergie fossile qui tendra à s'épuiser pour disparaître mais bien "l'or bleu", sa possession, son exploitation et sa distribution. Contrairement aux métaux précieux et aux épices, on ne pourra jamais se priver d'eau. »

Plus loin, le Prince évoque le projet d'aqueduc égyptien amenant l'eau du Nil vers Israël et Gaza : « *Il devrait non seulement être fortement soutenu par les instances internationales, dont la France, mais recevoir toute l'aide qu'il mérite.* »

Le même numéro de la Gazette publie un article de Denis About décrivant la place de l'Iran dans la géopolitique de la région et un entretien de Pierre Lafarge avec le chef de la Maison royale du Monténégro, le prince Nicolas Pétrovitch-Niégosch. (La Gazette de la Maison royale de France, *74 rue des Cévennes, 75015 Paris*)

Jacques CEPOY

Vers une nouvelle guerre civile au Liban ?

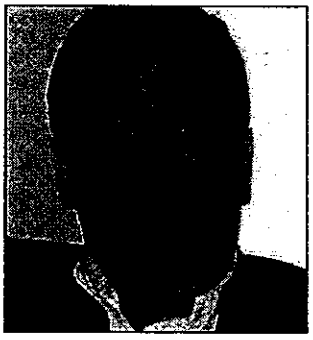
par
Élie HATEM

Le Liban risque-t-il de retourner à la guerre civile alors qu'il vient d'en sortir depuis quelques années ? Les Libanais, dans leur majorité, ainsi que les amis du pays du Cèdre, s'emploient à lui faire éviter ce calvaire. Mais les manipulations et les manigances de ses ennemis se multiplient pour semer la zizanie entre les différentes communautés. Cela s'insère dans une politique de déstabilisation générale du Proche et du Moyen Orient, dans l'objectif de l'effriter en micro-États confessionnels et théocratiques.

Après la libanisation de l'Irak, on tente l'irakisation du Liban.

Après la libanisation de l'Irak, on tente l'irakisation du Liban, autrement dit le soulèvement des communautés les unes contre les autres, en particulier et dans un premier temps, les différentes communautés contre les chiites pour qu'en un deuxième temps naissent des hostilités entre druzes, sunnites et chrétiens.

Ainsi, l'intervention israélienne de l'été dernier avait pour objectif de soulever la majorité des communautés libanaises contre le Hezbollah qui doit, en réalité, son poids politique et militaire à Israël. Ce dernier avait légitimé la lutte de ce mouvement pour la libération du sud, en le transformant d'une pure milice en un mouvement de résistance nationale. Tel était l'objectif de l'armée israélienne qui s'était retirée du Liban en 2000, en imputant ce retrait aux actes militaires et de résistance du Hezbollah. Depuis cette date, ce mouvement a recueilli la sympathie d'un bon nombre de Libanais, de toutes confessions confondues et a rallié la quasi-totalité de la communauté chiite qui représente près de 40 % des Libanais.



Pierre Gemayel

En imputant la responsabilité de la dernière opération militaire au Hezbollah (l'enlèvement de deux soldats israéliens par ce mouvement en a été le casus belli) mais aussi et surtout en détruisant l'ensemble de l'infrastructure du pays du Cèdre, Israël espérait obtenir un soulèvement général de l'ensemble des Libanais contre ce parti et, par delà, contre les Chiites.

L'échec de cette stratégie a conduit les ennemis du Liban à chercher d'autres moyens pour parvenir à cette fin. C'est ainsi que les attentats et les assassinats de politiques se multiplient pour faire endosser à la Syrie, supposée soutenir le Hezbollah, la responsabilité de ces actes et pour parvenir à semer de nouveau la zizanie entre ces deux pays dont le destin s'est trouvé lié depuis le mandat français. Faut-il rappeler que la Syrie a été longtemps entraînée dans la guerre du Liban, qu'elle a totalement été manipulée, jusqu'à obtenir un "mandat" des États-Unis et de ses alliés pour occuper ce pays manu militari et lui imposer un régime qui lui fut longtemps inféodé.

La Syrie qui a quitté militairement le pays du Cèdre et dont le régime est de plus en plus fragilisé, qui est pointée du doigt et accusée d'avoir assassiné l'ancien Premier ministre libanais Rafiq Hariri, a-t-elle intérêt à commettre des actes condamnables par l'opinion publique de la communauté internationale ?

L'assassinat de Pierre Gemayel, dernier en date dans cette série, à la mémoire de qui nous rendons hommage ainsi qu'à sa famille et à son père, l'ancien président Amine Gemayel, ami de l'Action française, réveillera-t-il les consciences ?

■

Le Liban au sein de la déstabilisation du Moyen Orient

par Élie HATEM

Nous nous sommes réjouis du retrait syrien du Liban et du retour à l'indépendance et de la souveraineté au pays du Cèdre, tout en restant prudent relativement aux enjeux internationaux qui ont favorisé ce climat (voir à cet égard notre analyse dans *L'A.F. 2000* du 3 mars 2005). Les promesses et l'engagement américain, en particulier d'y apporter la démocratie, y ont créé un imbroglio politique interne qui s'insère dans une politique de déstabilisation générale de l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient.

Le général Aoun appelle les Libanais à la prudence, tout en dénonçant les manigances de la diplomatie américaine.

La composition communautaire de la société libanaise (17 communautés reconnues constitutionnellement) et la pléthore de mouvements politiques qui s'y trouvent, font de ce pays un terrain d'expérimentation voire un outil utilisé par les Américains et leurs alliés pour diviser afin de mieux régner. Cette pratique est héritée de l'ex-Empire ottoman qui avait favorisé le communautarisme dans cette région composée alors de *millets* (nations).

Communautarismes

À la chute de l'Empire ottoman à la fin de la Première Guerre mondiale et en conséquence des accords Sykes-Picot, des États-nations, pour la plupart artificiels, ont été créés soit sur la base de compromis communautaires soit par le biais de dictatures. Cette architecture a paillé un éventuel découpage ethnique ou communautaire qui aurait créé des entités hétérogènes. Par conséquent, il n'existe pas de majorités pures dans ces pays mais des coalitions communautaires. Progressivement et avec le temps, ces entités ont réussi tant bien que mal à se développer notamment, pour certains, grâce aux réserves de pétrole qu'elles détiennent dans leur sol.

La création de l'État d'Israël grâce à la Seconde Guerre mondiale a réintroduit le communautarisme dans cette région et a favorisé les poussées du fondamentalisme religieux. En effet, l'État théocratique d'Israël et sa société monoconfessionnelle, endogamique et raciale, a intérêt à s'entourer d'entités identiques. C'est la raison pour laquelle les régimes théocratiques à l'instar de la République islamique d'Iran ou l'Arabie Saoudite n'ont jamais été découragés. Le régime wahhabite saoudien, bien qu'ayant soutenu les mouvements islamistes sunnites au Proche et au Moyen-Orient depuis plus de quarante ans, avait toujours le soutien des États-Unis, alliés traditionnels d'Israël, aussi bien pour la raison que nous venons d'évoquer que dans un souci de contrôler les gisements de pétrole dans la péninsule arabique. Il en est de même pour les autres pays tels que l'Iran ou l'Afghanistan...

En revanche, les modèles nationalistes et les États laïcs (tels que la Syrie ou l'Irak) mais aussi les États présentant des sociétés multiconfessionnelles et pluriculturelles comme le Liban ou la Palestine font l'objet d'une stratégie de déstabilisation. En effet, la cause palestinienne qui a été défendue depuis un demi-siècle par des chrétiens (Georges Habache, Hanane Achraoui, Yasser Arafat de mère chrétienne et marié avec une chrétienne, Ibrahim Souss, Leila Chahid...) s'est islamisée progressivement depuis la création du Hamas, un mouvement intégriste musulman qui a été encouragé par Israël (qui le reconnaît).

Le jeu américain

Cela explique aussi les motifs réels de l'intervention américaine en Irak. En effet, la nature laïque du régime baasiste de Saddam Hussein n'offrait pas un prétexte sérieux aux Américains à l'instar de celui qui leur a permis d'envahir l'Afghanistan à l'issue des attentats du 11 septembre 2001. De même, une intervention motivée par le fait d'y instaurer la démocratie ne pouvait pas être crédible car dangereuse pour l'ensemble des régimes de la planète et susceptible de sanctions pour atteinte au principe absolu de la non-ingérence. Les États-Unis invoquèrent alors comme motif officiel la détention par l'Irak d'armes non conventionnelles.

Nous avons été les premiers à être informés de la nature fallacieuse de cet argument. Une semaine avant l'invasion américaine, je m'étais rendu à Bagdad avec l'Association de Mme Jany Le Pen, *SOS Enfants d'Irak*. J'ai eu l'occasion, avec l'épouse de Jean-Marie Le Pen, de m'entretenir longuement avec l'expert des Nations-Unies relativement à ces armes, M. Hans Blix, qui nous a confirmé l'incertitude sur l'existence de ces armes. En réalité, l'invasion américaine de l'Irak a deux objectifs interdépendants : la mainmise et le contrôle du pétrole d'une part et la déstabilisation de la région, d'autre part, en manipulant les facteurs de dissension communautaires et ethniques. Il en est de même pour la Syrie et le Liban.

Marasme syrien

Depuis le retrait syrien du Liban, le régime de Bachar El Assad est de plus en plus fragilisé. Ses opposants, soutenus pour la plupart par les Américains et leurs services secrets (à l'instar de Farid Ghadry) qui cherchent à créer une tension intercommunautaire entre les sunnites, les chrétiens et les alaouites, promettent d'apporter la démocratie à ce pays. La Syrie risque donc un éclatement interne entraîné par une lutte communautaire pour la prise du pouvoir. La tenue d'un sommet extraordinaire du parti Baath, le 7 mai, en vue d'envisager des réformes internes est la preuve du marasme syrien.

Le Liban s'insère dans cette optique de déstabilisation régionale. En 1990, les États-Unis avaient mandaté la Syrie pour occuper l'ensemble du pays du Cèdre (le Sud étant occupé par Israël) et y imposer un régime qui est lui est inféodé. En contre-partie, la Syrie n'est pas intervenue dans la guerre du Golfe. Le général Michel Aoun qui luttait doublement pour l'indépendance et la souveraineté de son pays en essayant de mater les milices locales qui étaient à la solde des puissances étrangères et qui semaient la terreur dans la population, et en déclarant une guerre de libération nationale contre l'occupant syrien, a été défait par ce dernier, puis éloigné vers la France.

Le général Aoun et Élie Hatem à Beyrouth

Les erreurs d'Assad

Le pseudo-régime de 1990 collaborait totalement avec la Syrie avant de s'y émanciper légèrement et progressivement. Imposé par l'Arabie Séoudite et par les États-Unis, Rafiq Hariri, Premier ministre sous ce régime, profita de la *pax syriana* pour reconstruire le Liban et le redresser économiquement, non sans difficultés et malgré la corruption rampante.

Mais, en juin 2004, ses relations avec Damas devinrent de plus en plus difficiles. Il se distança de Bachar El Assad, très influencé par l'ancienne équipe de son père qui l'entoure. Assad commit une erreur fatale qui mit fin à son amitié avec Hariri, en décidant de proroger le mandat d'Émile Lahoud de trois ans. Assad commettra une deuxième erreur (bien qu'il ait été poussé à le faire) en n'honorant pas ses engagements économiques avec la France.

Dans ce climat et à l'issue de l'adoption d'une loi par le Congrès américain à l'encontre de la Syrie, placée sur la liste des États terroristes, une résolution a été adoptée le 2 septembre dernier par le Conseil de Sécurité des Nations Unies (la résolution 1559) appelant au retrait total syrien du Liban et au démantèlement de toutes les milices (le Hezbollah d'obédience iranienne est visé par le second volet de cette résolution). Cette résolution a été élaborée avec l'accord et la participation active de la France qui a trouvé l'occasion de se réconcilier avec Washington. Le régime libanais de 1990 n'est plus soutenu par les grandes puissances et la présence syrienne au Liban est ouvertement condamnée par les instances internationales. Le général Aoun, qui s'était vu refuser un visa pour les États-Unis où il comptait se rendre pour donner une conférence en 1997 a été accueilli quelque temps avant l'adoption de la 1559 par le Congrès américain.

Ce n'est toutefois que l'assassinat de Rafiq Hariri le 14 février dernier, meurtre attribué à la Syrie, qui déclenchera une vague de protestation populaire contre la présence syrienne au Liban. Une opposition interne au régime de 1990, reprenant les slogans et le combat de la résistance nationale du général Aoun, se rallie à ce mouvement populaire. Sous la double pression interne et internationale, la Syrie s'est retirée du pays du Cèdre livré, en revanche, aux intrigues politiques et aux manipulations de la diplomatie américaine.

Coalitions tribales

Comme nous l'avons souligné, les États-Unis cherchent en effet la déstabilisation de la région en plaidant officiellement en faveur de sa démocratisation. Ainsi, tout en poussant à la tenue d'élections législatives "libres" à partir du 29 mai au Liban, la diplomatie américaine intervient dans ce processus en le faussant et en imposant une chambre favorisant les clivages confessionnels. La loi électorale établie en 2000 par le régime de 1990, défavorisant en particulier la communauté chrétienne, est maintenue. Elle est condamnée aussi bien par l'épiscopat maronite que par les dirigeants aussi bien chrétiens que nationaux, de toutes confessions confondues.

L'espoir de voir le Liban recouvrer sa souveraineté et sa composition multiconfessionnelle exprimé à l'occasion du retour triomphal du général Aoun, le 7 mai dernier, accueilli par plus d'un demi million de Libanais à son arrivée à Beyrouth, s'est vite estompé. Des coalitions tribales entre les anciens seigneurs de guerre et les responsables de crimes de guerre font régner le fantôme de la guerre civile (l'épouse de Samir Geagea, ancien chef de la milice des Forces libanaises, sur la liste de Walid Joumblatt, chef de la milice druze et responsable des massacres de la guerre de la montagne en 1983, des coalitions entre le Hezbollah et le fils de Rafiq Hariri qui fait son entrée sur la scène politique par héritage familial...). La composition des listes électorales et le mode de scrutin confessionnel ont permis à certains candidats de gagner leur siège au Parlement avant même la tenue des élections à partir du 29 mai, à l'instar de la veuve de Béchir Gemayel.

Représentant le plus grand courant populaire national (Walid Joumblatt qualifiait d'ailleurs son retour au Liban de "tsunami") mais dérangeant les aspirations confessionnelles et communautaristes, le général Aoun est écarté du jeu "électoral". Il refuse la création d'un parti politique pour des raisons que les maurrassiens connaissent. Il a néanmoins établi autour de lui un "Courant patriotique libre" refusant les compromis qui amèneront le pays du Cèdre à la situation qui y prévalait avant son occupation par la Syrie et Israël. Il appelle les Libanais à la prudence, tout en dénonçant les manigances de la diplomatie américaine et son intervention directe dans le processus électoral qui n'est qu'un simulacre puisque les jeux sont faits et l'on connaît la couleur de la nouvelle chambre.

On attend la France

À l'instar de toute la région du Proche et du Moyen-Orient, le Liban risque ainsi une nouvelle déstabilisation, en particulier à l'occasion de l'application du second volet de la résolution 1559, appelant au démantèlement de la milice du Hezbollah, par le futur gouvernement libanais. La crainte d'un conflit entre les chiites et les sunnites (ces derniers cherchant la démilitarisation de la milice chiite du Hezbollah), le sentiment chez les chrétiens d'être évincés du pouvoir et la fausse représentation des Libanais au sein du Parlement sont très mal ressentis par l'ensemble de la population qui craint le pire. Il faut espérer que la France intervienne plus activement pour mettre un terme à ces anomalies et permettre au pays du Cèdre de recouvrir son indépendance réelle ainsi que son modèle multiconfessionnel. ■

Hariri est mort pour que le Liban vive

Le Liban a perdu l'une des plus grandes figures de son histoire contemporaine avec l'assassinat de Rafiq Hariri, homme d'affaires chevronné qui a su s'imposer également en politique, en devenant à maintes reprises Premier ministre. Son charisme et son intelligence remarquables lui ont permis d'être aussi bien apprécié dans son pays que dans un très grand nombre d'États de la planète. Il incarnait l'image de la réussite libanaise dans le monde et avait établi un très grand réseau de contacts internationaux, aussi bien dans le milieu économique que politique.

En très peu de temps Hariri a réussi à reconstruire ce que les décennies de guerre ont détruit.

Issu d'un milieu modeste, celui qu'on surnommait "Monsieur Liban" s'employait à aider les pauvres et les démunis, encourageait les initiatives des jeunes et leur ouvrait les chances de réussite dans l'avenir, en leur offrant des bourses sous forme de dons ou de prêts. Homme de foi, aux convictions religieuses profondes, il évitait de tomber dans le matérialisme total et consacrait sa fortune aux œuvres de bienfaisance et de charité. Il a élevé ses enfants dans cet esprit, en leur inculquant ces valeurs.

Francophone et très francophile, il marquait toujours une préférence pour les entreprises françaises et avait créé en France plusieurs entreprises en octroyant de l'emploi à des milliers de personnes. Paris lui doit, entre autres, les travaux d'embellissement de l'avenue des Champs Élysées qu'il avait financés en partie dans les années 90. Fidèle en amitié, il maintenait des relations avec plusieurs personnalités françaises, en particulier avec Jacques Chirac qui s'est rendu avec son épouse au Liban, pour assister à ses obsèques le 16 février dernier.

Courtoisie

Rafiq Hariri était doté d'un tact diplomatique et d'une très grande courtoisie. J'en suis témoin. À l'occasion du voyage de Jean-Marie Le Pen au pays du Cèdre que j'avais organisé dans le cadre de ma Fondation pour la Francophonie en décembre 2002, il a fait preuve de ces qualités en sachant remplir son devoir de Premier ministre sans heurter les susceptibilités ni nuire à ses relations avec Jacques Chirac. En effet, cet événement – la visite du président du Front national au Liban durant trois jours – a pris une très grande ampleur médiatique et politique bien que je l'eusse projeté et organisé en une semaine.

Lors de la visite de S.A.R. le Prince Sixte-Henri de Bourbon Parme au Liban en ma compagnie, en octobre 2001, Rafiq Hariri rappela au descendant direct du Roi Soleil les liens séculaires entre le Liban et la France en reconnaissant le rôle des rois dans la construction de la France. Avec beaucoup d'humour, il faisait le lien avec ses efforts en vue de la reconstruction du Liban, notamment du centre-ville détruit par la guerre. Il nous offrit un ouvrage qui montrait les monuments détruits et ceux qu'il avait reconstruits.

En effet, en très peu de temps, Hariri a réussi à reconstruire ce que les décennies de guerre ont détruit, doter le Liban d'une infrastructure routière, permettre un redressement économique et financier et maintenir la valeur de la devise libanaise qui avait pourtant été fortement dévaluée dans les années 80. Convaincu de son expérience dans le domaine des affaires, il a privilégié les efforts économiques sur la politique en tablant sur la reconstruction de son pays. Il est arrivé au pouvoir en 1992 et n'a donc pas participé à la mise en place du régime illégal instauré à l'issue de l'éviction du général Aoun, le 13 octobre 1990, ni à aucun bain de sang à l'instar d'autres personnalités politiques libanaises.

Le résultat justifie les moyens

Conscient de l'incapacité du Liban à s'opposer par les armes à ses détracteurs d'autant que le pays du Cèdre avait été délaissé par la société internationale (les États-Unis avaient donné le feu vert à la Syrie pour l'envahir et évincer le général Aoun en contre-partie de la non-intervention de cette dernière dans la guerre du Golfe et la France était mise en difficulté à cette époque : le président Mitterrand devait accepter le compromis avec Washington tandis que Jacques Chirac, alors maire de Paris, se réjouissait de la défaite du général Michel Aoun, le 17 octobre 1990 sur la deuxième chaîne de la télévision française,

par
Élie HATEM

à 20 h 26), Rafiq Hariri a accepté le poste de Premier ministre sous le mandat d'Élias Hraoui, placé sous tutelle syrienne.

Sa forte personnalité et son réseau de contacts internationaux dérangeaient plus d'un et attiraient la jalousie de certains. Mais ses réalisations sur le terrain lui ont permis d'acquérir très vite une grande popularité aussi bien dans la communauté musulmane que chrétienne. Feu Raymond Eddé faisait la distinction entre l'illégalité du régime auquel participait Rafiq Hariri et la légitimité de ce dernier, en me disant : « **Hariri est un homme courageux puisqu'il n'a pas besoin de ce poste qui ne lui attire que des ennuis. Avec la fortune qu'il a, il pourrait s'en passer et s'amuser jusqu'à la fin de sa vie. Sa prise de risque, en acceptant ces fonctions dans ces conditions, est animée par son patriotisme et sa détermination à redresser économiquement et socialement le pays** ».

Un ami de la France
Rafiq Hariri entre Élie Hatem et le prince Sixte de Bourbon Parme

Sous l'impulsion de Raymond Eddé et convaincu par son analyse, je publiai un article dans *L'Action Française Hebdo* sous le titre *Ça bouge au Liban* (numéro du 15 janvier 1998). Cet article m'attira d'ailleurs un flot de critiques notamment dans le journal syrien *Al Moharer* qui intitula un pamphlet *Une défense à mort de Rafiq Hariri en France*. Après mes investigations notamment à la Boston University où j'étais professeur et auprès de responsables américains à l'instar de l'ambassadeur Hermann Eilts, je constatais chez Hariri une attitude nationaliste et un esprit d'ouverture et de pragmatisme. Je concluais dans cet article sur ses efforts et sa volonté de consolider les liens franco-libanais, tout en ménageant, dans un premier temps, la superpuissance des États-Unis et en œuvrant pour le renforcement de la francophonie.

Une légitimité populaire

Comme l'a lancé Boutros Boutros-Ghali alors qu'il était Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (O.I.F), cette organisation doit se transformer en une véritable puissance politique composée de pays qui partagent les mêmes valeurs héritées de la France et de son empire, notamment le respect des spécificités nationales et culturelles, pour s'opposer à l'hégémonie du mondialisme prôné par les Américains. Animé par cet esprit et fidèle à la position de Boutros Boutros-Ghali auquel il vouait une grande considération, Hariri veilla à la tenue du dernier sommet de la Francophonie à Beyrouth, au Centre BIEL qu'il avait construit et aménagé pour la circonstance. Ce fut alors une grande réussite sur le plan tant logistique (à tel point que les autorités roumaines qui comptent accueillir le prochain sommet de l'OIF ont récemment fait appel aux Libanais pour les aider à l'organisation de cet événement) que politique. Hariri gagnait alors de plus en plus de légitimité populaire.

La Syrie qui craignait cette légitimité de Hariri s'employait, depuis le mandat du Président Hraoui, à réduire le pouvoir constitutionnel que les accords de Taëf ont accordé au Conseil des ministres et donc à son président (le Premier ministre), en renforçant le pouvoir politique du chef de l'État dont le pouvoir constitutionnel avait été réduit par lesdits accords. Cette stratégie sera poussée à son paroxysme sous le mandat du général Émile Lahoud, officier de l'armée libanaise nommé d'abord général en chef de ladite institution par le régime prosyrien, ensuite désigné président de la République par le pseudo-parlement inféodé à Damas, sous l'impulsion de cette dernière. Émile Lahoud et Rafiq Hariri se distançaient de plus en plus.

En octobre 2004, la Syrie ordonne au pseudo-parlement libanais de proroger le mandat d'Émile Lahoud de trois ans, en offensant davantage les Libanais. Devant ces maintes humiliations, Hariri démissionne dans l'espoir de revenir au pouvoir sous la bannière libérée de son pays.

La Syrie dans le collimateur

Depuis presque un an, la conjoncture internationale a donné au Liban un espoir de reconquérir sa souveraineté nationale. Les Américains, en cherchant la déstabilisation du Moyen-Orient et le changement de sa carte, manifestent une volonté de s'attaquer à la Syrie à laquelle ils livrèrent le Liban en 1990. Le général Michel Aoun à qui un visa pour les États-Unis lui avait été catégoriquement refusé en septembre 1996 alors qu'il était invité par un groupe de parlementaires américains pour donner une conférence sur le Moyen-Orient a été accueilli l'été dernier à Washington. Il a été écouté par des responsables américains à tel point qu'il devint l'instigateur de l'adoption de la résolution 1559 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, appelant à un retrait inconditionnel et total de la Syrie du Liban et au démantèlement de toutes les milices au pays du Cèdre. L'adoption de cette résolution en septembre dernier a eu lieu sous l'impulsion de la France, avec l'accord personnel du président Chirac qui tient en mains le dossier libanais, à l'Élysée.

Certains observateurs voient en cette nouvelle position française le fruit d'une réconciliation avec les États-Unis à l'issue des divergences qui opposaient ces deux pays lors de l'invasion de l'Irak par les Américains. C'est peut-être aussi le résultat d'une redistribution des zones d'influence au Moyen-Orient entre ces deux puissances, à l'instar des accords Sykes-Picot entre la Grande Bretagne et notre pays à l'issue de la première guerre mondiale. La France ⏩

aurait les mains libres sur le Liban et en Syrie tandis que les Américains contrôleraient les zones pétrolières.

Aussi Hariri fut-il accusé d'avoir exercé une influence sur la France, notamment sur Jacques Chirac auquel il est lié par une grande amitié, pour l'élaboration de la résolution 1559.

Puisse le soulèvement populaire pour l'indépendance du Liban se passer sans effusion de sang !

Dès l'adoption de ce texte par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, les voix de l'opposition interne au régime pro-syrien au Liban commencèrent à se faire entendre, rejoignant la résistance du général Aoun, toujours en exil à Paris depuis son éloignement *manu militari* du Liban en 1990.

À l'approche des élections législatives en mai prochain et compte tenu de l'ampleur de la résistance nationale et du retour annoncé du général Aoun au Liban, Hariri devenait dérangeant. Sa popularité lui aurait permis de remporter les élections législatives et de former avec le général Aoun un régime fort et indépendant de toute ingérence étrangère. Devenait-il l'homme à abattre ? À qui profite l'odieux crime de son assassinat ?

Il faut reconnaître que depuis la prise du pouvoir de Bachar El Assad en Syrie, à l'issue du décès de son père, le régime syrien s'est de plus en plus affaibli. Deux groupes s'y partagent le pouvoir : l'ancienne équipe d'Hafez El Assad, comprenant notamment les services de renseignement très puissants, qui est en faveur du maintien du Liban sous la tutelle de la Syrie, et la nouvelle équipe de Bachar El Assad qui prône une politique d'ouverture de son pays et serait en faveur de la fin de cette mainmise sur le Liban.

À qui profite le crime ?

Dans ce contexte compliqué tant au niveau interne libanais qu'au niveau régional mais aussi international intervient l'assassinat de Rafiq Hariri, le 14 février, en plein centre de Beyrouth qu'il avait totalement reconstruite. La charge explosive aurait été déposée dans la chaussée lors de travaux d'aménagements routiers. Bien qu'un groupuscule islamiste ait revendiqué cet acte avec une mise en scène similaire à celle qui avait suivi l'attentat du World Trade Center aux États-Unis (une cassette a vite été déposée à la chaîne Al Jazeera : une silhouette d'un barbu sortant d'un drap noir dans un décor presque hollywoodien revendique cet acte), tous les regards et les doigts pointent la Syrie qui, *de facto*, administre le Liban et à laquelle est inféodé le pseudo-régime actuel, depuis 1990. Même les États-Unis, dont la politique avait sacrifié le Liban à la Syrie en lui permettant de mener son offensive du 13 octobre 1990, ont condamné cet acte et accusé Damas. Ils ont rappelé leur ambassadeur. La France, plus prudente, a demandé une enquête internationale pour déterminer les responsables.

L'assassinat de Rafiq Hariri a renforcé la résistance libanaise à laquelle s'est jointe l'opposition interne pour clamer d'une seule voix le départ de la Syrie et la fin de sa tutelle sur le pays du Cèdre. Les obsèques populaires de l'ancien Premier ministre se sont transformées en une manifestation gigantesque avec des slogans repris à la résistance lancée il y a quinze ans par le général Aoun. Les détracteurs de ce dernier qui furent il y a peu de temps proches voire membres du régime pro-syrien, empruntent aujourd'hui le discours "aouniste".

Tous les Libanais, de toute tendance confondue et quelle que soit leur appartenance communautaire ou religieuse, se sont retrouvés ensemble pour pleurer celui qu'ils qualifiaient de héros national. Les cloches des églises sonnaient le glas et se mélangeaient aux chants des mouazines des mosquées. Les prêtres côtoyaient les imams pour venir se recueillir sur sa tombe fleurie et illuminée par des milliers de chandelles. L'atmosphère de deuil est analogue à celle qui avait suivi la mort de la princesse Diana en Grande Bretagne.

Avec une dignité exemplaire, la sœur du martyr défunt, le député Bahia Hariri, a remercié tous ceux qui ont manifesté leur sympathie à l'égard de son frère et à tout le peuple libanais porteur de son flambeau.

L'avenir du Liban

Il faut espérer que la libération du Liban se passera sans heurts ni violence et que la situation ne s'envenimera pas au Proche et au Moyen-Orient qui virent une tension accrue avec la montée des fanatismes de tout bord qui ne serviront que l'intérêt de ceux qui veulent imposer des régimes théocratiques avec des sociétés endogamiques, monoconfessionnelles et raciales dans cette région du monde. La France a donc le devoir, tout en contribuant à la reconquête de la souveraineté du Liban, d'œuvrer pour la préservation de ses spécificités nationales, notamment de sa formule multiconfessionnelle, et de veiller à une réconciliation syro-libanaise, compte tenu de son passé aussi bien au Liban qu'en Syrie. La situation extrêmement délicate et explosive dans cette région mérite d'être traitée avec la plus grande attention et avec prudence. Puisse le soulèvement populaire pour l'indépendance du Liban se passer sans effusion de sang. Assez de morts innocentes et de sang versé, à l'instar de celui de Rafiq Hariri ! ■

Bush, Chirac, Schröder, Poutine et les autres

par Pascal NARI

Bruxelles a été pendant trois jours le théâtre d'une des opérations politico-médiatiques les mieux préparées de ces dernières années : la visite de George W. Bush à Bruxelles, le premier déplacement à l'étranger de son second mandat. Rencontre avec les dirigeants européens, avec les dirigeants des pays membres du pacte atlantique, souvent les mêmes que les premiers,

Désormais, entre Moscou et Washington, des relations de partenariat équilibrées ont remplacé la guerre froide.

avec des commissaires de Bruxelles et un dîner avec le président Jacques Chirac que, des deux côtés, on avait souhaité présenter comme un signe de "réconciliation".

Tout cela s'accompagnant d'une mise en place à peine imaginable des forces de sécurité : un quadrillage policier et des restrictions, fouilles et contrôles fort peu démocratiques. Les habitants de certains immeubles proches de l'ambassade des États-Unis où habitait le couple présidentiel américain ont été consignés des heures durant chez eux, des stations de métro fermées, des lignes d'autobus supprimées, des artères interdites à la circulation !

On imagine la grogne des Bruxellois !

Un bilan mitigé

De loin, la réussite médiatique de l'opération est indéniable. Le président Bush a pu donner l'impression que sa diplomatie n'était plus isolée, que les alliés s'étaient réconciliés, qu'il était soutenu dans sa "lutte contre le terrorisme". Il est incontestable que l'ambiance transatlantique est meilleure, que les points de vue se sont rapprochés, mais aussi... que des photos ont été prises et pourraient être montrées comme autant de preuves d'une nouvelle donne.

Derrière cette façade, la réalité est bien différente.

Deux points de fond réellement acquis. Les alliés occidentaux conjugueront leurs efforts pour la paix israélo-palestinienne. Car Washington a fini par se rendre à l'évidence que sa politique pro-Sharon était dans une impasse totale. En outre, si de nombreuses divergences existent sur le problème irakien, l'OTAN va participer à la formation de la police et des officiers de la future armée de ce pays. C'est tout ou presque.

Sur le problème iranien, la vente d'armes à la Chine, le projet du Grand-Moyen-Orient de l'administration Bush, les positions n'ont pas changé.

Ce que la "grande"presse ne dit pas

La rencontre de George W. Bush avec le Premier-ministre belge, qui s'est déroulée en anglais, a duré plus d'une heure. Sans compter l'audience, protocolaire certes, accordée par le roi des Belges au président américain, qui a été de plus de trente minutes, en anglais aussi, donc pas de perte de temps, non négligeable malgré la quasi-simultanéité des traductions pour le problème des langues.

Le dîner Bush-Chirac, théoriquement en tête-à-tête, devait durer une heure. Il n'a pas dépassé d'une minute la soixantaine prévue. Il n'était pas en tête-à-tête ; y assistaient les deux ministres des Affaires étrangères et quatre conseillers de chaque côté. Donc dîner à douze. Il fallait feuilleter la presse américaine pour le savoir.

Jacques Chirac, qui parle un assez bon anglais, avait préféré le français. Sans doute pour mieux maîtriser ses paroles. C'est normal et à son honneur. Mais cela réduit le temps de la vraie discussion et du réel tête-à-tête.

Faisons donc la part des choses. À part les homards apportés d'Amérique, et le vin californien servi, le président français a eu moins la possibilité que le Premier ministre belge d'avoir une conversation franche avec son homologue américain. Et l'invitation souhaitée pour un séjour au "ranch" des Bush au Texas n'a pas encore été faite.

En revanche, le chancelier Schröder a eu droit à une visite chez lui, en Allemagne. Une conversation de plus de deux heures. Les deux pays restent sur leurs positions antérieures en ce qui concerne l'Irak, l'Iran et la Chine, mais réaffirment leur volonté commune de normalisation. Schröder a eu surtout droit a beaucoup plus d'égards.

Leçons de démocratie

Le sommet Bush-Poutine à Bratislava était d'une autre importance. Il a été dit que Bush avait donné une leçon de démocratie à Poutine. À suivre la conférence de presse commune des deux présidents en direct, il en a reçu aussi. Aux questions des journalistes américains (sans doute inspirées) sur la "dérive autoritaire" du pouvoir russe ont succédé celles (tout aussi préparées d'avance pour l'occasion) des journalistes russes sur Abou-Ghraïb, Guantanamo et les restrictions imposées à la presse américaine sur certains sujets. Le président russe a dû se porter garant de la volonté démocratique de son homologue américain et demander que l'on veuille bien comprendre ses problèmes.

Il est clair qu'en Occident, dans certains milieux, on est inquiet de la montée en puissance de la Russie ; que la volonté d'indépendance énergétique de Poutine (la nationalisation partielle de Youcos que les compagnies américaines voulaient acquérir) et sa lutte contre les oligarques gênent. Malgré des points de convergence sur plusieurs problèmes, Moscou ne s'aligne pas sur Washington et campe sur ses positions essentielles. Ce n'est pas la guerre froide comme on a pu l'écrire. Mais des relations de partenariat équilibrées.

On regrettera que sur un événement d'une telle importance, la presse et les média audio-visuels se contentent d'une information partielle sinon partiale. On ne le dira jamais assez. ■

Les Mémoires du frère du Shah d'Iran

Vingt-six ans après la Révolution de l'ayatollah Khomeyni, le frère du Shah, S.A.I. le Prince Gholam-Reza Pahlavi rompt le silence et publie ses mémoires **Mon père, mon frère, les Shahs d'Iran** ***(Éditions Normant)*** **.**

Le Prince G.-R. Pahlavi, âgé de quatre-vingt-deux ans, y retrace le destin hors du commun de son père, fondateur de la dynastie Pahlavi, qui arracha la Perse (nom abandonné en 1935) à la décadence dans laquelle avait sombré l'empire de Cyrus, œuvre de modernisation poursuivie par son fils qui ressuscita le glorieux héritage antique du plus vieil État-nation de l'humanité.

Réfutant la vulgate révolutionnaire islamo-crypto-marxiste, l'ouvrage de 335 pages apporte un cinglant démenti à un quart de siècle de mensonges sur une dynastie qui fut tout au long du XX^e^ siècle un véritable rempart contre la subversion communiste et islamiste.

Les salons de la mairie du XVI^e^ recevaient à Paris le 24 février le Prince, accueilli par le maire P.-Ch. Taittinger et son épouse, pour une conférence de presse, suivie d'une grande réception inaugurée par S.M. la Shahbanou Farah Pahlavi. Quelque 700 invités s'y pressaient, parmi lesquelles d'éminentes personnalités dont la princesse Vinh Thuy et nombre de hauts dignitaires de l'ancien régime monarchique iranien.

Shahryar PARSI

ENTRE PASSÉ ET AVENIR

Les Libanais, si souvent meurtris au cours de l'Histoire, entendent rester fidèles à leur identité nationale. On ne peut les obliger à payer le prix de médiocres calculs internationaux.

par Élie HATEM

Facile à avaler mais très difficile à digérer, le Liban fait preuve, depuis l'Antiquité, d'une extraordinaire capacité à se redresser et de se libérer de ses envahisseurs. Héritier des civilisations méditerranéennes, notamment des Phéniciens, ce pays renaît de ses cendres comme le Phénix. Il est éternel comme ses cèdres à qui il doit sa renommée (pays du cèdre, *Cedrus Libani)*, mentionné soixante et onze fois dans l'Ancien Testament.

À l'instar de la France, le Liban présente une histoire riche et mouvementée. Sa position stratégique à l'est de la Méditerranée a attiré, depuis ses origines, la convoitise des conquérants : Assyriens, Babyloniens, Perses, Grecs, Romains, Arabes et Ottomans. Plus récemment encore, Syriens et Israéliens se sont acharnés sur son territoire.

Ses habitants originels, les Phéniciens, furent les premiers commerçants qui sillonnèrent les rivages de la Méditerranée, aménagèrent leur langue par les lettres de l'alphabet – une création prodigieuse pour leur époque –, connurent la liberté sociale, eurent leurs propres dieux et adoptèrent un système politique propre, les cités-États, bien avant les Grecs.

Accueil des minorités

L'entité libanaise est ainsi le fruit de ces mutations culturelles, démographiques et sociales. Le Liban était hélas un lieu de refuge pour tous les persécutés d'Orient. Chrétien depuis la manifestation du christianisme, attaqué par les envahisseurs mamelouks musulmans, reconquis par les Croisés, il a chaleureusement accueilli les minorités pourchassées et exilées. Il a connu un rythme d'évolution propre.

Sous les Ottomans, il put préserver cette identité et renouer avec l'Occident, notamment avec l'Italie et la France, protectrice traditionnelle des minorités orientales, en particulier des chrétiens.

Au XVI[e] siècle, il retrouva sa stabilité politique et institutionnelle sous le régime de la principauté en transformant ses féodalités en un véritable État. Pendant trois cents ans, chrétiens maronites et druzes gouvernèrent le pays sous cette forme. Les premiers étaient l'épine dorsale du Prince de confession druze. Toutes les communautés religieuses chrétiennes, musulmanes et druzes partageaient les mêmes villages, vivaient en harmonie et en paix jusqu'au jour où les Ottomans, en 1840 puis en 1860, réussirent à porter atteinte à cette cohésion nationale.

Au temps de la Sublime Porte

Désirant mettre fin à l'autonomie de la principauté du Mont-Liban, la Sublime Porte provoqua des émeutes au sein des communautés libanaises (la révolte des paysans maronites contre les seigneurs), ensuite entre les communautés, notamment maronite et druze. Des massacres ensanglantèrent des

Le patriarche maronite en compagnie d'Élie Hatem

villages libanais. Selon le fameux dicton *Divide et Impera*, les Ottomans voulaient mettre fin à la principauté libanaise.

Nommé administrateur général du Mont-Liban grâce à l'intervention de la France, notamment à celle de Louis-Napoléon Bonaparte, mon ancêtre Cheik Eid Hatem réussit à réconcilier les communautés. Il faillit restaurer la principauté en devenant, bien qu'il fût chrétien maronite, prince. Malgré le consensus national sur sa personne, son projet échoua parce qu'il fut très probablement assassiné par empoisonnement. Dès lors, la Sublime Porte imposa un gouverneur chrétien ottoman sur le Liban, tombé sous la suzeraineté ottomane jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Au cours de celle-ci, les Libanais connurent une véritable discrimination de la part des Ottomans. Quand ils furent libérés de ces derniers en 1918, la France reçut un mandat de la Société des Nations pour les aider à se restructurer.

La nation libanaise

Une république fut alors instaurée par la France en 1920 et une constitution vit le jour en 1926, inspirée de la constitution française de la III[e] République et de la constitution belge. En réalité, la France voulait aider les Libanais à institutionnaliser leur nation, en prenant en considération les facteurs sociaux-religieux et en se référant à l'histoire de ce pays. Le Liban, qui a su préserver son identité pluriconfessionnelle, est donc une exception dans cet Orient tumultueux et sectaire.

À la veille de l'indépendance, en 1943, les Libanais ont complété cette œuvre juridique par un Pacte national, un complément à la constitution, qui a partagé le pouvoir entre les principales communautés. Il est évident que ce système constitutionnel comportait quelques imperfections. Mais quel système politique, voire quelle constitution au monde, sont-ils parfaits ? La France n'a-t-elle pas vu une pléthore de régimes dont cinq républiques ? Malgré tout, l'État libanais a fonctionné normalement, même pendant la guerre civile, avant la vague des occupations militaires. La société libanaise a ainsi fait preuve d'une cohésion nationale parfaite. Il est donc incontestable que la nation libanaise existe, bien avant d'autres : avant que Christophe Colomb n'ait songé à s'aventurer dans l'Atlantique et que la Syrie ne soit devenue un État.

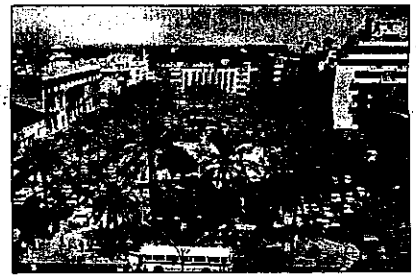
La Syrie n'est pas une nation

À l'inverse du Liban, la Syrie n'a jamais constitué une nation ; ce fut une région géographique composée de plusieurs nations réparties en États. La république syrienne proclamée par le général Catroux en 1941 était une création artificielle, composée de différentes entités. La Syrie était en fait composée de cinq États : Alexandrette, Alep, l'État Alaouite, l'État de Damas et l'État druze. La Syrie est ainsi pour le Liban ce que l'Europe est pour la France.

Depuis son indépendance, la république syrienne est devenue une voisine complémentaire mais surtout turbulente du Liban. En 1975, elle encouragea les organisations militaires palestiniennes, manipulées par les services occultes sionistes qui leur faisaient croire à la possibilité de récupérer militairement le Liban en remplacement de la Palestine. Ces organisations semèrent ainsi le trouble dans le pays. L'anarchie y régna et les ingérences étrangères ont été permises.

En 1976, la Syrie intervint militairement en provoquant l'odieux massacre de la ville de Damour et en investissant, quelques mois plus tard, les premiers contreforts du Mont-Liban. Le 26 octobre 1976, la Syrie profita d'un mandat de la Ligue arabe instituant une force de dissuasion militaire (*Force Arabe de Dissuasion*, F.A.D.) pour envoyer 30.000 soldats au Liban.

Depuis cette date, et bien que la Ligue arabe ait mis fin à la mission de la F.A.D., que les deux présidents libanais, Elias Sarkis et Amine Gemayel le 6 septembre 1982 et le 1[er] septembre 1983, aient réclamé le retrait des troupes militaires syriennes, que le conseil de sécurité de l'O.N.U. ait condamné dans sa résolution 509 toute occupation étrangère du Liban, et appelé toutes les troupes militaires étrangères à se retirer du territoire libanais, troupes syriennes incluses, la Syrie continue à occuper *manu militari* le Liban. En 1990, la Syrie a écarté du pouvoir le général Michel Aoun, plus haute autorité de l'État désigné légalement par l'ancien président Gemayel et légitimé par une approbation populaire exemplaire. Elle y a instauré un pseudo-régime qui lui est inféodé.



Beyrouth avant la guerre de 1975

Les visées d'Israël

À l'instar de la Syrie, Israël a profité du chaos au Liban, provoqué par ses manœuvres insidieuses pour intervenir militairement, à plusieurs reprises, envahir le Sud-Liban et récupérer les eaux du fleuve Litani.

Il est certain que le récent retrait des troupes israéliennes fait croire que l'État hébreu n'a pas de visées sur le pays du Cèdre, en particulier sur ses eaux. Mais la manière dont les troupes israéliennes ont quitté le Sud-Liban, laissant la voie ouverte au Hezbollah, organisation militaire pro-iranienne, protégée par la Syrie, ne laisse aucun doute sur la tactique israélienne. En effet, en 1983, en se retirant du Mont-Liban à la suite d'une opération militaire d'une grande ampleur les Israéliens ont provoqué des incidents intercommunautaires (ce qu'on a appelé "la guerre de la montagne").

Aujourd'hui, Israël pense avoir déstabilisé la société libanaise en provoquant une nouvelle guerre civile opposant les musulmans aux chrétiens par l'intermédiaire du Hezbollah. Ce dernier, répondant directement aux ordres du régime des ayatollahs en Iran, échappant ainsi au contrôle politique libanais et donc facilement manipulable par les services étrangers, profitera d'une nouvelle situation chaotique au Liban, mènera des opérations militaires portant atteinte à la sécurité de la frontière avec Israël permettant à ce dernier d'invoquer la légitime défense et d'envahir de nouveau le Liban.

Cette tactique israélienne profitera-t-elle de la mort d'Hafez-el-Assad et de l'instabilité du régime en Syrie qui assistera certainement à une vague de mutations et de déchirements internes ?

L'exception libanaise

Une chose est certaine : la déstabilisation du Liban et l'affaiblissement de son économie est un objectif primordial de ses adversaires. En effet, dans une région où les civilisations et les religions s'entrecroisent, où les croyances et les mythes se multiplient, où le fanatisme de certains fait rage, l'exemple libanais fondé sur le multiconfessionnalisme et la tolérance, où des communautés coexistent harmonieusement depuis des siècles, est dérangeant car il ne correspond pas au schéma qu'on désire attribuer au Proche-Orient, où l'on cherche à instaurer des régimes autarciques, monoconfessionnels et des sociétés endogamiques, raciales.

Les Libanais fidèles à leur histoire et à leurs traditions, profitant des douloureuses expériences qu'ils ont vécues, paieront-ils encore le prix d'un médiocre calcul ? L'avenir nous le dira. ■

La paix et la prospérité d'un pays comme la Tunisie, qui n'est pas de gauche, gênent le microcosme médiatico-politique.

TUNISIE

Échec à la subversion

Pendant plusieurs semaines la prétendue grève de la faim d'un journaliste tunisien de troisième ordre, Tawfik Ben Brick, a donné lieu à une campagne de haine et de désinformation particulièrement bien orchestrée visant à déstabiliser ce pays. Tous les bien-pensants, relayés par l'ensemble des médias, ont dénoncé le « totalitarisme mou », le « régime policier », la « censure », l'« absence des libertés », voire la « misère du peuple » qui règnent dans ce pays ainsi que son gouvernement appelé souvent sans pudeur le « régime Ben-Ali ».

À en croire ces « consciences » de la gauche caviar, mais aussi d'une certaine "droite", la "démocratisation" de ce pays serait d'une extrême urgence. Cuba, le régime des ayatollahs de Téhéran, la Corée du Nord, la Libye, le Vietnam, tous ces pays chers aux bonnes âmes, sont oubliés. L'internationale de la subversion vient de trouver sa nouvelle cible.

Un gréviste bizarre

M. Ben Brick, que l'on disait persécuté, privé de liberté et empêché de s'exprimer librement, qui était supposé faire une grève de la faim, passait son temps à se démener, tenir des réunions, accorder des interviouves particulières, tenir des conférences de presse largement relayées par les médias français, la télévision surtout. On n'entendait que lui, y compris en Tunisie. Il a fini par obtenir satisfaction : l'octroi d'un visa pour venir en France, afin de « **continuer sa lutte** ».

Arrivée bien organisée. On avait même déplacé une ambulance pour donner plus de crédit à une grève de la faim supposée avoir affaibli après six semaines le remuant et bavard "gréviste". On l'installa, aux frais des contribuables naturellement, dans un hôpital parisien de l'Assistance publique. La "grève" était entrée dans sa septième semaine, mais l'homme était de plus en plus remuant ; sa chambre d'hôpital devint avec l'aide du microcosme parisien, un centre de déstabilisation de la Tunisie. Mais la comédie n'ayant que trop duré, l'acteur était trop médiocre et la pièce fort mal écrite.

On a fini par relativiser cette grève et admettre qu'elle était plutôt « psychologique » *(sic)*, constituait une « **quête spirituelle** » *(re-sic)*, que l'homme se nourrissait d'eau sucrée, était alimenté par perfusion !! Ben Brick a même eu l'impudence d'insulter le chef de l'État français. Procédé inadmissible quel que soit le jugement que les Français seuls ont le droit de porter sur Jacques Chirac, et surtout pas un étranger nourri par le gouvernement et tenu au devoir de réserve.

La campagne venait d'échouer. Le "gréviste de la faim" a alors décidé d'aller en Algérie, pour saluer la mémoire d'Ali Lapointe, célèbre truand rallié au F.L.N. et mort au cours de la campagne d'Alger !

Au moment où nous écrivons, l'Algérie, vient de refuser l'entrée de son territoire à cet étrange combattant des Droits de l'Homme qui a regagné sa chambre d'hôpital. Ceux qui avaient orchestré cette odieuse campagne ne savent plus quoi faire. Malheureusement le ridicule ne tue plus.

Tunis : un îlot de paix et de prospérité

Une odieuse campagne

La Tunisie n'est pas un pays modèle. Aucun pays n'a droit de revendiquer de l'être, chacun a ses problèmes.

Néanmoins force est de constater que, depuis quelques années, ce pays est un îlot de paix et de prospérité. Son gouvernement a réussi à le préserver de la gangrène islamiste. C'est un gouvernement national. Voilà sa faute impardonnable aux yeux de certains. Être national et contre-révolutionnaire ne se pardonne pas, dans certains milieux.

Chaque année plus de cinq millions de Français se rendent dans ce pays. Il y règne un climat de calme et de sécurité que l'on se rait en droit d'envier dans beau coup de pays. La liberté de cult y est une réalité pour tous. L femme tunisienne bénéficie de tou les droits, joue un rôle importar dans la vie du pays. La police est moins visible que dans de nor breux pays "démocratiques" ; le gens parlent librement, la press étrangère y est largement distr buée y compris les journaux q insultent ouvertement es pays ses dirigeants. La sécurité de biens et des personnes y est ur réalité. De nombreux "ténors" c la vie parisienne, y compris c cette même gauche qui soutie Ben Brick, n'ont-ils pas une rés dence secondaire en Tunisie ? serait amusant d'en publier la list

L'odieuse campagne contre Tunisie va sans doute cesser. I microcosme reviendra à la charg tôt ou tard. La prospérité et la pa de ce pays gênent.

Cet épisode va peser dans l relations franco-tunisiennes. C'e regrettable. On souhaiterait v lontiers que le peuple tunisien confonde pas le pays réel, France profonde, avec les hurl berlus et le microcosme manipul par la subversion. **Pascal NA**

RAYMOND EDDÉ RENTRE AU LIBAN

Le 12 mai 2000 restera une date figée dans l'histoire du Liban. Elle marque le retour au pays des Cèdres de celui que les Libanais considèrent comme leur véritable Président et qu'ils qualifient de « **conscience politique** » du Liban. Un quart de siècle d'exil a desséché progressivement ce cèdre déraciné qui rêvait de voir son pays libre des occupations syrienne et israélienne. Un cèdre coupé de ses racines ne survit pas longtemps. Raymond Eddé s'est éteint, le 10 mai en France, dans ce pays qu'il a aimé et qui lui a offert ce qu'il a principalement perdu dans son pays natal : la liberté.

Fils d'Émile Eddé, président du Liban sous mandat français et défenseur ardent de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Liban, Raymond Eddé a été à plusieurs reprises ministre et député au Liban. Il était connu pour sa franchise et ses déclarations prophétiques faisant mouche. En 1976, il fut le premier à désapprouver l'entrée des troupes syriennes au Liban dans lesquelles il voyait une armée d'invasion. Sa prise de position contre l'occupant syrien et contre Hafez El Assad qu'il qualifiait de « **pyromane pompier** » ont failli lui coûté la vie : il a fait l'objet de deux tentatives d'assassinat, perpétrées par les Syriens, le 11 novembre et le 11 décembre 1976 après que les phalangistes de Pierre et de Béchir Gemayel l'eurent aussi tenté, le 25 mai 1976. Son ami, le président égyptien, Anouar El Sadate, lui conseilla alors de quitter définitivement le Liban et de s'établir à l'étranger, car il était informé des intentions syriennes de le faire taire à jamais.

Chef du Bloc national libanais, un parti politique nationaliste fondé par son père, Raymond Eddé maintenait des relations étroites avec la Famille de France, notamment avec feu Mgr le Comte de Paris, et avec S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme. En me rendant chez lui, il y a quelques mois avec S.A.R., ce dernier lui rappela, en invoquant son courage, le dernier dîner qu'il avait donné chez lui, dans sa résidence beyroutine avant de s'engager sur le chemin de l'exil. Aucun invité n'avait pu s'y rendre, à l'exception de S.A.R. car sa maison était la cible de tirs intensifs.

Malgré la différence d'âge entre nous, une amitié, voire une complicité, nous liait. Nous partagions les mêmes valeurs et le même amour pour la France et pour le Liban (je regrette d'ailleurs qu'aucun officiel ou politique français, à l'exception de S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme, de Jean-Marie Le Pen et de Pierre Pujo, ne se soient rendus aux obsèques qui ont été célébrées à Notre-Dame de Paris, le 11 mai, d'autant que les Eddé sont connus comme les plus francophiles parmi les Libanais).

Raymond Eddé m'apprenait la complémentarité de l'histoire du Liban et de celle de la France, en me rappelant les efforts de son père, le président Émile Eddé, qui voulait, durant son mandat (1936-1941), renforcer la présence française au Liban par la signature d'un traité franco-libanais qu'il avait élaboré en 1936, un traité garantissant « **paix et amitié perpétuelle entre la France et le Liban** »). Ce document, voté à l'unanimité par le parlement libanais, fut rejeté par le gouvernement de Léon Blum !

Nationaliste d'Action française

Il était maurrassien dans l'âme, partageant la conception du nationalisme de l'Action française (à cet égard, faut-il rappeler la pléthore d'entretiens qu'il a accordés à *Aspects de la France* et à *L'Action Française Hebdo* ainsi que les articles et communiqués qu'il a diffusés dans notre journal, mais aussi son admiration pour Pierre Pujo). Raymond Eddé s'est opposé depuis le début de la guerre du Liban au projet de partition du Liban en mini-États confessionnels (ce qu'on appelle "plan Kissinger"), un projet comploté par les sionistes, visant au morcellement du Liban au profit du "Grand Israël", envieux de récupérer les eaux du Litani (fleuve du sud-Liban). Sa franchise, son nationalisme pur et son objectivité l'ont

Raymond Eddé, en compagnie d'Élie Hatem, devant son domicile parisien

conduit à enç ger un comt inlassable con les détracteu de l'indépe dance de s pays, all même jusq critiquer membres de propre comn nauté maron Ainsi s'est-il posé à la v lence et à guerre fratric inter-libanais n'a jamais cepté d'avoir milices au s de son parti, fusant ainsi participation bain de sa

En 1969, il refusa l'accord du Caire qu galisait la présence et l'action des organ tions militaires palestiniennes au Liban, com il s'est opposé plus tard à l'accord libanc raélien du 17 mai 1983 et à l'accord de en 1990, qui a permis à la Syrie d'occu *manu militari* le Liban et d'installer le pseu régime qui lui est inféodé.

Raymond Eddé refusait de retourner au ban tant qu'Israël et la Syrie l'occupaien de se plier ainsi à la volonté de l'occupar a préféré rester à Paris, dénoncer haut et le complot sioniste (sous la bénédiction a ricaine, les États-Unis étant sous la coupe lobby sioniste) et l'occupation syrienne, s qu'on ne parvint à le faire taire.

Aujourd'hui, Raymond Eddé s'est tu. I rentré au Liban, mais son écho se perpét tant qu'il restera des Libanais nationaliste libres pour maintenir le flambeau allumé.

Reposez-vous Raymond Eddé en p Nous porterons votre flambeau.

Élie HA

MAISONS RECOMMANDÉES

Le millimètre, par colonne et par parution : 6 F H.T.

EXPERT
BERNARD PERRAS
17, rue Drouot, 75009 Paris
Tél. : 01-45-23-11-77 • Fax : 01-45-23-11-09
LIVRES ANCIENS ET MODERNES
MEUBLES, TABLEAUX ET OBJETS D'ART
Succession • Partage • Vente

ANTIQUITÉS
MM. S. Pytel et M. Deleros
Antiquaires
SERAIENT HEUREUX DE VOUS FAIRE DES OFFRES D'ACHAT SUR TOUT CE QUE VOUS AVEZ À VENDRE
Tél. : 01-40-88-35-97
01-46-04-30-39

Café torréfié à l'ancienne
Qualité sans concurrence
Tarif et documentation
Cafés du Pacha
16230 CELLETTES

Il faudrait laisser les Autrichien gérer leurs affaires et juger leur futur gouvernement à ses actes.

Hystérie anti-autrichienne

Depuis plus de deux mois l'Autriche était sans gouvernement. Aucune majorité ne se dégageait de l'assemblée élue au cours du dernier scrutin : les socialistes ne peuvent gouverner seuls. La coalition rouge-noir, socialistes conservateurs, qui gouverne le pays presque sans interruption depuis la guerre, est massivement rejetée par l'opinion. Restait une dernière solution, une coalition entre conservateurs et libéraux. Ces derniers, le F.P.O bête noire des bien-pensants de l'Europe, menés par Jörg Haider, qualifié habituellement d'extrémiste de droite et de populiste, voire de nazi par la grande presse, surtout en France, sont sortis grands vainqueurs des récentes élections, avec un petit tiers des voix, juste derrière les socialistes et devant les conservateurs. Ils avaient déjà participé à un gouvernement pourtant dirigé par le chef "historique" du socialisme autrichien Bruno Kreisky et personne n'y avait vu d'inconvénient. Seulement les temps ont changé. Le F.P.O. sans renier les engagements internationaux du pays est moins européiste, préconise une baisse massive de la pression fiscale, la lutte contre le népotisme qui ronge l'appareil de l'État, la défense de la famille, la protection de la sécurité des citoyens et un contrôle plus strict de l'immigration clandestine. Horreur ! Il s'est aussi donné un chef charismatique et jeune, Haider, dont certains propos ont été naguère excessifs mais qui s'est assagi.

Or, depuis quelques jours et malgré tous les efforts du président autrichien, une coalition entre conservateurs et libéraux se dessine. L'actuel ministre des Affaires étrangères Schussel serait le prochain chancelier, des ministres libéraux, mais pas Jörg Haider lui-même feraient partie de la "combinaison". L'extrême-droite pourrait donc faire partie du gouvernement, tenter d'appliquer une partie de son programme.

Ingérence

Rien n'est encore décidé et finalisé ce lundi matin. Mais une formidable pression et une intense propagande assorties de menaces de sanctions contre l'Autriche viennent d'être engagées. Les diplomaties françaises, belge et portugaises mènent la campagne.

Les affaires intérieures de l'Autriche ne regardent, en principe, que les Autrichiens. Si cette solution politique était bloquée par la pression extérieure, le recours à de nouvelles élections serait inévitables. Or, selon les sondages elles pourraient aboutir à un triomphe de Haider et de son parti et cela serait pis pour les bien-pensants.

Ce qui est choquant dans cette affaire, et ce n'est là qu'un euphémisme, c'est la pression extérieure, la volonté d'ingérence clairement affichée dans les affaires intérieures d'un pays souverain, le procès d'intention intenté à un peuple.

L'hypocrisie de certains démocrates éclate au grand jour. Les peuples n'auraient-ils pas le droit de voter autrement que les maîtres à penser du mondialisme l'ont indiqué ? Va-t-on vers une police de pensée à l'échelle européenne, le droit d'ingérence au nom du politiquement correct ?

Lorsqu'en pleine guerre froide, François Mitterrand a fait entrer les ministres communistes dans le gouvernement, la parti était alors dirigé par Georges Marchais, affichait des options staliniennes et n'avait pas changé de discours. Les bonnes âmes avaient applaudi et personne n'avait songé à condamner la France. C'était une affaire intérieure.

La pensée unique

Jusqu'à nouvel ordre rien n'indique qu'un gouvernement conservateur-libéral s'engagerait dans une politique "néo-nazie". Assistera-t-on au même tollé si demain en France une majorité souverainiste se dégageait d'une consultation populaire ? Va-t-on créer au sein de l'O.T.A.N ou d'une autre structure multinationale, une "force d'intervention rapide" pour imposer la pensée unique et politiquement correcte aux peuples européens ?

Ces réflexions ne sont pas excessives. Il faudrait laisser les Autrichiens gérer leurs affaires et juger le futur gouvernement à ses actes, et s'inquiéter sérieusement de l'attitude hystérique des uns et des autres. Un peu de décence...

Pascal NARI

TOTALITARISME EUROPÉEN

Il y a un an, nous dénoncions la ratification du traité d'Amsterdam en démontrant que celui-ci pourrait conduire à la mise en tutelle des États qui rejeteraient le "politiquement correct". Nous en avons sous les yeux la démonstration avec la mise en quarantaine de l'Autriche décidée par ses quatorze partenaires européens. L'entrée du parti de M. Jörg Haider qualifié "d'extrême droite" dans le gouvernement de Vienne est jugée intolérable. Voilà les quatorze sommant les Autrichiens de ne pas lui permettre d'accéder au pouvoir.

Des imbéciles se réjouissent de la cohésion manifestée par l'Union européenne. En fait, les quatorze foulent au pied à la fois la démocratie et le principe de la souveraineté nationale. Ils ouvrent la voie au totalitarisme.

Chirac a adopté une position en flèche contre l'Autriche en demandant le rappel des ambassadeurs. Allons-nous partir en guerre contre elle et bombarder Vienne comme nous avons bombardé Belgrade l'an dernier ? Chirac se pose en champion de l'idéologie et se moque de l'intérêt français. Il est insensé de nous aliéner l'Autriche au moment où il serait si nécessaire pour la France de renforcer son influence en Europe centrale. **Pierre PUJO**

LIBAN

Rafic Hariri, homme d'affaires et Premier ministre

Né en 1944 à Saida, au sud-Liban, fils d'un ouvrier agricole, détenteur d'un diplôme de comptabilité, Rafic Hariri émigre vers l'Arabie-Saoudite en 1967, à vingt-trois ans, après un bref passage comme comptable dans une entreprise de commercialisation des agrumes du sud-Liban. **« À l'aide de ses puissants parrains, la famille Nasser Ar-Rachid, il fonde une entreprise de sous-traitance dans le domaine des travaux publics [...] (Il) se lance dans la réalisation de grands projets d'infrastructure dotés de gigantesques budgets alimentés par les pétrodollars. À l'approche de la trentaine, Hariri atteint son premier million de dollars en même temps qu'il élargit le cercle de ses connaissances, nouant de précieuses et solides relations avec toutes les composantes de la dynastie wahabite, en particulier avec le futur Roi Fahd, à l'époque prince héritier et ministre de l'Intérieur du royaume [...]. Début 1978, le nom de Rafic Hariri commence à circuler au Liban [...]. Sous le parrainage du président libanais Elias Sarkis, (il) fait la jonction avec les milices chrétiennes. [...]**

Par dérogation spéciale...

En 1984, il tente de réconcilier les protagonistes libanais au cours de la *Conférence internationale de réconciliation sur le Liban*. Il **« prend alors une stature régionale et tandis que le Golfe est déstabilisé par la guerre irako-iranienne, il procède à son redéploiement international. Paris devient sa terre d'élection. Question de standing, il acquiert l'ancienne demeure de Gustave Eiffel [...]. Il noue des relations avec la classe politique française toutes tendances confondues au point d'obtenir son inscription à l'annuaire diplomatique français, sur le quota de l'Arabie saoudite au titre de troisième conseiller, se conférant ainsi une immunité diplomatique.**

Sous le gouvernement de Jacques Chirac (1986-1988), sa contribution à la libération d'otages français au Liban a été mentionnée, sans être confirmée de façon formelle...

En 1992, [...] Rafic Hariri, Libanais naturalisé saoudien, bénéficiera d'une dérogation spéciale royale pour accéder au poste de premier ministre du Liban, sa nationalité saoudienne ayant été suspendue pendant toute la durée de son passage au gouvernement.

Un réseau de conseillers

« Propulsé à la tête du gouvernement libanais à la suite d'une flambée de mécontentement social que ses adversaires l'accusent d'avoir attisé à coups de spéculations sur le dollar, M. Hariri s'impose, face à un président sans relief, comme l'"homme fort du Liban", [...] (place) à la tête de ses affaires ses deux fils Baha et Saad, fait élire sa sœur Bahia au parlement libanais... Gardant la haute main tant sur son empire que sur l'administration libanaise, il met en place un réseau de conseillers dont certains puisés dans le riche vivier des services de sécurité du Liban... Il affectera à des postes-clés de l'État libanais certains de ses plus proches collaborateurs [...] s'associera avec l'un, des piliers du régimes syrien, Jamal Khaddam, le propre fils du vice-président Abdel Halim Khaddam.

Ami personnel de M. Jacques Chirac, le président français, insigne honneur, lui décernera en mains propres la plus haute distinction honorifique française, l'insigne de Commandeur dans l'ordre de la Légion d'Honneur et logera à son domicile lors de la première visite officielle d'après-guerre d'un chef de l'État français à Beyrouth, en 1996.

La déroute électorale de son ami gaulliste, le président Jacques Chirac, en juin 1997, désavoué par un scrutin législatif deux ans après son triomphe présidentiel et le règne crépusculaire de son parrain, le roi Fahd d'Arabie, dans un contexte de recomposition politique régionale, ont considérablement fragilisé la position de celui qui se vivait comme le président effectif du Liban. Sous perfusion politique permanente, Hariri aura emprunté le chemin de Damas pas moins d'une centaine de fois en six ans de pouvoir, se plaçant à la merci de ses hôtes, en situation de partenaire mineur et non d'acteur majeur de la vie politique. Son éviction, en novembre 1998 par le nouveau président libanais le général Émile Lahoud, à la grande stupéfaction de la communauté internationale, a retenti comme un désaveu des pratiques abusives que, selon ces censeurs, il avait érigées en méthode de gouvernement; Elle a constitué aussi la démonstration de l'inanité d'une politique fondée sur la fatuité et le trop grand étalage du pouvoir insolent de l'argent.

À travers cette biographie de M. Rafic Hariri, René Naba analyse la situation dans son pays d'origine, dévoile les intrigues au sein du pseudo-régime actuel pro-syrien fait état des différentes malversations et de la corruption dans un pays ravagé par la guerre, en dénonçant les responsables. L'auteur revendique comme une dette d'honneur à l'égard du Liban la rédaction de ce ouvrage, un témoignage de solidarité envers sa population.

Le malaise français

René Naba consacre les deux derniers chapitres de son livre aux relations entre Rafic Hariri et la France, en fustigeant notre politique étrangère et en rappelant le malaise de la V• République essentiellement dû à la nature d'un régime fondé sur des spéculations électorales : **« L'implosion de la droite française dans sa double composante modérée et radicale matérialisée par une triple déroute électorale en trois ans [...] de même que les convulsions du principal parti du camp conservateur le R.P.R., ne paraissent pas fortuites. Tel un catalyseur, elles ont révélé le profond malaise de la France quarante ans après la fondation de la V• République, un malaise si profond qu'il suggère une crise de l'identité française. Les principes fondateurs de l'excellence française paraissent sinon dévoyés du moins bafoués. Ni une gesticulation déclamatoire ni une exaltation à connotation passéiste ne peuvent masquer cet état de fait, et tout cas y remédier. »** **Élie HATEM**

** Éd. L'Harmattan, 176 p. 110 francs.*

LIBAN

Rafic Hariri, homme d'affaires et Premier ministre

Né en 1944 à Saida, au sud-Liban, fils d'un ouvrier agricole, détenteur d'un diplôme de comptabilité, Rafic Hariri émigre vers l'Arabie-Saoudite en 1967, à vingt-trois ans, après un bref passage comme comptable dans une entreprise de commercialisation des agrumes du sud-Liban. **« À l'aide de ses puissants parrains, la famille Nasser Ar-Rachid, il fonde une entreprise de sous-traitance dans le domaine des travaux publics** [...] (Il) **se lance dans la réalisation de grands projets d'infrastructure dotés de gigantesques budgets alimentés par les pétrodollars. À l'approche de la trentaine, Hariri atteint son premier million de dollars en même temps qu'il élargit le cercle de ses connaissances, nouant de précieuses et solides relations avec toutes les composantes de la dynastie wahabite, en particulier avec le futur Roi Fahd, à l'époque prince héritier et ministre de l'Intérieur du royaume** [...]. **Début 1978, le nom de Rafic Hariri commence à circuler au Liban** [...]. **Sous le parrainage du président libanais Elias Sarkis,** (il) **fait la jonction avec les milices chrétiennes.** [...]

Par dérogation spéciale...

En 1984, il tente de réconcilier les protagonistes libanais au cours de la *Conférence internationale de réconciliation sur le Liban.* Il **« prend alors une stature régionale et tandis que le Golfe est déstabilisé par la guerre irako-iranienne, il procède à son redéploiement international. Paris devient sa terre d'élection. Question de standing, il acquiert l'ancienne demeure de Gustave Eiffel** [...]. **Il noue des relations avec la classe politique française toutes tendances confondues au point d'obtenir son inscription à l'annuaire diplomatique français, sur le quota de l'Arabie saoudite au titre de troisième conseiller, se conférant ainsi une immunité diplomatique.**

Sous le gouvernement de Jacques Chirac (1986-1988), sa contribution à la libération d'otages français au Liban a été mentionnée, sans être confirmée de façon formelle...

En 1992, [...] **Rafic Hariri, Libanais naturalisé saoudien, bénéficiera d'une dérogation spéciale royale pour accéder au poste de premier ministre du Liban, sa nationalité saoudienne ayant été suspendue pendant toute la durée de son passage au gouvernement.**

Un réseau de conseillers

« Propulsé à la tête du gouvernement libanais à la suite d'une flambée de mécontentement social que ses adversaires l'accusent d'avoir attisé à coups de spéculations sur le dollar, M. Hariri s'impose, face à un président sans relief, comme l'"homme fort du Liban", [...] (place) **à la tête de ses affaires ses deux fils Baha et Saad, fait élire sa sœur Bahia au parlement libanais... Gardant la haute main tant sur son empire que sur l'administration libanaise, il met en place un réseau de conseillers dont certains puisés dans le riche vivier des services de sécurité du Liban... Il affectera à des postes-clés de l'État libanais certains de ses plus proches collaborateurs** [...] **s'associera avec l'un, des piliers du régimes syrien, Jamal Khaddam, le propre fils du vice-président Abdel Halim Khaddam.**

Ami personnel de M. Jacques Chirac, le président français, insigne honneur, lui décernera en mains propres la plus haute distinction honorifique française, l'insigne de Commandeur dans l'ordre de la Légion d'Honneur et logera à son domicile lors de la première visite officielle d'après-guerre d'un chef de l'État français à Beyrouth, en 1996.

La déroute électorale de son ami gaulliste, le président Jacques Chirac, en juin 1997, désavoué par un scrutin législatif deux ans après son triomphe présidentiel et le règne crépusculaire de son parrain, le roi Fahd d'Arabie, dans un contexte de recomposition politique régionale, ont considérablement fragilisé la position de celui qui se vivait comme le président effectif du Liban. Sous perfusion politique permanente, Hariri aura emprunté le chemin de Damas pas moins d'une centaine de fois en six ans de pouvoir, se plaçant à la merci de ses hôtes, en situation de partenaire mineur et non d'acteur majeur de la vie politique. Son éviction, en novembre 1998 par le nouveau président libanais le général Émile Lahoud, à la grande stupéfaction de la communauté internationale, a retenti comme un désaveu des pratiques abusives que, selon ces censeurs, il avait érigées en méthode de gouvernement; Elle a constitué aussi la démonstration de l'inanité d'une politique fondée sur la fatuité et le trop grand étalage du pouvoir insolent de l'argent.

À travers cette biographie de M. Rafic Hariri, René Naba analyse la situation dans son pays d'origine, dévoile les intrigues au sein du pseudo-régime actuel pro-syrien, fait état des différentes malversations et de la corruption dans un pays ravagé par la guerre, en dénonçant les responsables. L'auteur revendique comme une dette d'honneur à l'égard du Liban la rédaction de cet ouvrage, un témoignage de solidarité envers sa population.

Le malaise français

René Naba consacre les deux derniers chapitres de son livre aux relations entre Rafic Hariri et la France, en fustigeant notre politique étrangère et en rappelant le malaise de la Ve République essentiellement dû à la nature d'un régime fondé sur des spéculations électorales : **« L'implosion de la droite française dans sa double composante modérée et radicale matérialisée par une triple déroute électorale en trois ans** [...] **de même que les convulsions du principal parti du camp conservateur, le R.P.R., ne paraissent pas fortuites. Tel un catalyseur, elles ont révélé le profond malaise de la France quarante ans après la fondation de la Ve République, un malaise si profond qu'il suggère une crise de l'identité française. Les principes fondateurs de l'excellence française paraissent sinon dévoyés du moins bafoués. Ni une gesticulation déclamatoire, ni une exaltation à connotation passéiste ne peuvent masquer cet état de fait, en tout cas y remédier. »**

Élie HATEM

** Éd. L'Harmattan, 176 p. 110 francs.*

En désignant Émile Lahoud à la tête de l'État, la Syrie a renforcé le poids politique des maronites mais le général Aoun demeure proscrit.

LIBAN : Changement de décor

Malgré la surenchère médiatique autour de l'affaire kosovare, le Liban a, de nouveau, fait parler de lui dans la presse en France, à l'occasion de la visite de Sa Béatitude la Patriarche maronite à Paris, ou encore à l'occasion de l'exposition qui s'est achevée le 30 avril à l'Institut du Monde arabe, retraçant l'histoire millénaire de ce pays exemplaire qui a su, depuis des siècles, se redresser malgré les guerres, les catastrophes naturelles et les occupations dont il a fait l'objet. Bien qu'elle soit organisée sous l'égide du régime illégal actuel, cette exposition mérite d'être saluée car non seulement elle a permis aux visiteurs de redécouvrir l'histoire du Liban grâce aux objets archéologiques et aux œuvres qui ont été spécialement transférés du musée de Beyrouth, grâce aux différentes manifestations culturelles qui l'ont accompagnée, mais parce qu'elle a surtout souligné les liens qui unissent la France à ce pays, berceau de civilisations multiples.

Les hommes de la Syrie

Cependant, les derniers événements politiques survenus sur la scène libanaise méritent d'être rappelés pour démystifier la situation de ce pays qui demeure sous occupation. La régime actuel, instauré par la force de l'occupant syrien, a fait l'objet de remaniements depuis l'automne dernier. Elias Hraoui, prétendu président de ce régime, a cédé sa place à M Émile Lahoud, ancien officier de l'Armée qui s'était rallié à la Syrie pour écarter le général Michel Aoun du pouvoir, en octobre 1990.

Général en chef de l'armée libanaise sous le régime pro-syrien, Émile Lahoud a été désigné par Damas, en octobre 1998, nouveau chef d'État. Quelques jours après sa désignation, le pseudo-parlement libanais pro-syrien a entériné cette nomination par un vote quasi-unanime. À cet égard, et en faisant la comparaison avec les dernières élections en Algérie, on s'étonne que ce processus qui a mis en place le général Lahoud au Liban n'ait pas provoqué les mêmes réactions que la désignation de M. Bouteflika qui a pourtant accédé au pouvoir sans une immixtion étrangère !

Dès sa prise du pouvoir, M. Lahoud a procédé, sous l'impulsion de Damas, à des remaniements internes, faisant croire à l'opinion publique à de grands changements. M. Rafiq Hariri, ancien Premier ministre du même régime, a été écarté du pouvoir. Il est remplacé par Salim El Hoss, personnage moins charismatique, dont on se souvient de son ralliement à la Syrie, à la fin du mandat de l'ancien président Amine Gemayel, en 1988, et de son entêtement au général Aoun. À l'époque M. Hoss fut à la tête d'un gouvernement de fait, contesté sur le plan du droit...

Ce nouveau changement de décor fait preuve du rôle moteur que joue la Syrie au Liban, en manipulant le pseudo-régime actuel, totalement inféodé à elle. Hafez El Assad veut démontrer qu'il est le seul et véritable décideur au Liban. Gêné par le fait que l'ancien Premier ministre, Hariri, et son équipe aient pris de plus en plus de poids, grâce notamment aux contacts qu'engageait Hariri sur le plan international, mais aussi par le bouleversement de l'équilibre communautaire au Liban au profit des musulmans sunnites, Assad a décidé d'inverser l'équation.

En effet, le président syrien est issu de la communauté alaouite, minoritaire en Syrie et, de ce fait, minoritaire au Proche-Orient. Il souhaite ranger de son côté les autres communautés minoritaires de cette région et craint que les maronites se soient écartés de la scène politique libanaise, au profit des musulmans notamment sunnites.

Profiteurs

Les Accords de Taëf, signés en 1990, qui ont donné naissance au pseudo-régime actuel au Liban, ont diminué juridiquement le poids du chef de l'État, de confession maronite, et renforcé le caractère parlementaire du régime, en octroyant au gouvernement des prérogatives plus étendues. De ce fait, le chef du gouvernement, de confession musulmane sunnite, a retrouvé ses responsabilités plus étendues. Par ailleurs, la désignation d'Elias Hraoui à la tête de l'État, à l'issue de ces accords, a contribué au renforcement du déséquilibre communautaire (en réalité, M. Hraoui a succédé à René Moawad, désigné chef d'État du nouveau régime de Taëf, mais très vite assassiné dans des circonstances suspectes). M. Hraoui a été imposé par la force de l'armée syrienne qui a écarté *manu militari* le général Aoun du Palais de Baabda. Détesté par sa communauté et par l'ensemble des Libanais pour avoir trahi la cause de son pays, Elias Hraoui s'est isolé de plus en plus en sein de ce régime.

La désignation de M. Rafiq Hariri, Premier ministre, a rendu un espoir à certains Libanais, y compris les maronites. Hariri, n'ayant pas participé directement à la mise en place du régime actuel, a pro-

Mgr Sfeir, patriarche maronite, avec Élie Hatem, lors de sa dernière visite à Paris.

mis des changements internes, notamment sur le plan économique et financier. Il a stabilisé la monnaie nationale et a incité les étrangers à investir au Liban. Cependant, on lui a reproché certains excès, notamment d'avoir profité de ses prérogatives politiques pour faire fructifier sa fortune personnelle. Aussi, il s'est entouré d'une équipe de profiteurs qui auraient, comme lui, sacrifié l'intérêt général et appauvri de plus en plus les citoyens.

Sur le plan politique, M. Hariri a cherché à centraliser la vie politique autour de lui sans parvenir néanmoins à s'émanciper de la tutelle syrienne. Profitant de sa fortune personnelle et de ses relations intimes tant avec la France (il est lié d'une amitié personnelle avec le président Chirac) qu'avec les États-Unis, Hariri a réussi à donner de lui une image d'homme de grande envergure internationale.

Campagne de nettoyage

Cette attitude dérangeait la Syrie qui, en désignant Lahoud à la tête de l'État, a.réussi à renforcer le poids politique des maronites et à diminuer celui des musulmans. Ainsi, Lahoud a reçu le feu vert de Damas pour écarter astucieusement Hariri du poste de Premier ministre et le remplacer par un personnage sunnite moins charismatique, Salim El Hoss. De même, Lahoud a eu l'autorisation de l'occupant syrien pour mener une campagne de "nettoyage" de l'administration et de lutte contre la corruption. Des anciens ministres du gouvernement Hariri sont mis en examen pour détournement de biens publics. M. Hariri est aussi appelé à comparaître devant la Justice pour répondre aux accusations de complicité qu'il a pu avoir avec certains ministres de son gouvernement. Les hautes fonctions publiques sont attribuées à des personnages considérés comme plus intègres.. Toute une campagne qui a pour objectif de renforcer l'image de la présidence de la République.

C'est ainsi qu'Émile Lahoud, de confession maronite, pro-américain mais aussi pro-syrien, a réussi à ranger de son côté l'opinion publique, dans un premier temps, et à restituer à la communauté maronite son pouvoir qui lui avait été retiré par les accords de Taëf.

Très vite, cependant, l'espoir de revoir le Liban renaître de ses cendres s'est estompé. Émile Lahoud demeure placé sous la coupe de Damas. Il ne réussit qu'à s'attaquer au seul occupant israélien, dans le sud. Lors des obsèques du roi Hussein de Jordanie, pensant qu'Hafez El Assad ne se rendrait pas à Amman, Lahoud a commis la grande erreur de ne pas aller aux funérailles du souverain hachémite. Cette attitude a été largement condamnée par les Libanais. Elle a ridiculisé Lahoud, d'autant qu'Assad a changé d'avis et s'est rendu personnellement à Amman. Par la suite, d'autres événements ont démontré la soumission de la nouvelle équipe du régime actuel à la Syrie : l'ancien président Amine Gemayel, appelé personnellement par Lahoud pour rentrer au Liban, s'est vu interdit de regagner son pays natal, la veille où il devait emprunter l'avic Le président du Parti national banais, Dory Chamoun, s'est écarté de la sphère du pouvc Plus récemment encore, des su porters d'un match de football c agitaient des photos du géné Aoun et des emblèmes des Forc libanaises, ancienne milice chr tienne, se sont vus arrêtés par l forces de l'ordre qui n'osent c pendant pas interdire les membr du Hezbollah de brandir des s gans pro-iraniens et des phot de Khomeini. On se demande Khomeini est plus libanais que général Aoun !

La France écarté

Mais ne perdons pas espc Imaginons qu'un jour Lahoud son équipe puissent s'émancip de la tutelle syrienne et qu'ils e gagent un mouvement de libér tion nationale analogue à celui c est engagé contre l'occupant i raélien qui est en connivence av la Syrie. Le Liban demeure to jours la proie faible, victime d intrigues de ses voisins jaloux gourmands. Espérons que France, fidèle à ses engagemer historiques, pourra aider ce pa à recouvrer son indépendance sa souveraineté. Ces espoirs o été exprimés par Sa *Béatitude* Patriarche Sfeir qui s'est rendu r cemment à Paris, en visite of cielle, à l'invitation de Jacques Cl rac. Cette visite revêt une signi cation particulière. Le Patriarcl maronite, très attaché à l'ind pendance du Liban et opposé au ingérences syriennes dans c pays, représente non seulemc une autorité religieuse (chef de l'I glise maronite), mais aussi po tique; Il est le chef (*pater familia* de la communauté maronite, fo datrice de l'État contemporain. C rôle politique et national a é consacré par l'attitude du p triarche Hoayek qui, en 1920, s' tait rendu à Paris pour demand à la France de restaurer les fro tières du Grand Liban et d'octroy au pays des Cèdres des instit tions qui ont été inspirées par celi de la IIIe République français Ainsi, le Patriarche maronite a é qualifié de "Patriarche du Liban

Aujourd'hui, alors que la Fran est de plus en plus écartée c Proche-Orient au détriment de politique hégémonique américain la visite de Sa Béatitude Sfeir Paris se veut de renouer les lie séculiers qui unissent la Fran au Liban. L'image du président Cl rac qui a été critiqué sous le ma dat d'Elias Hraoui, notamment cause des liens personnels qu entretenait avec M. Hariri, s'est r dressée. La France réussira-t-el à faire sortir le Liban de ce bou bier malgré les tentatives amé caines de s'approprier cette tâct salvatrice comme elle prétend faire en ex-Yougoslavie ? L'aver nous dira dans quelle mesure not pays fera triompher la justice, e intervenant là où il devra le fair dans le respect du droit intern tional.

Élie HATE

L'ACTION FRANÇAISE 2000 **TARIF DES ABONNEMENTS**
(paraît les 1er et 3e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (1 an) ..... 480 F
2. Premier abonnement Étranger (1 an) ..... 550 F
3. Abonnement ordinaire (1 an) .. 800 F
4. Abonnement de six mois ..... 440 F
5. Abonnement de soutien (1 an) ..... 960 F
6. Étudiants, militaires du contingent, ecclésiastiques, chômeurs (1 an) . 295 F
7. Outre-mer (1 an) ..... 900 F
8. Étranger (1 an) ..... 955 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
..... Tél. .....
Ville ..... Code postal .....

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à *L'Action Française 2000*
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

LA TABLE ET LES VINS

CHAMPAGNE
CHAMPAGNE GASTON REVOLTE
20, rue Gambetta
51160 Avenay-Val-d'Or
Tél. : 03-26-52-31-46

BORDEAUX
Vins rouges, blancs liquoreux et secs, vinifiés à l'ancienne sans artifice
En direct du producteur
Demandez son tarif franco T.T.C. à :
MICHEL BOYER
Château du Cros-Louplas
33410 LOUPIAC

LIRAC
Les grands vins de Lirac du château Saint-Roch
30150 ROQUEMAURE
Appellation Lirac contrôlée
Rouge, rosé, blanc
plus de cent fois primés, vous sont proposés directement par le propriétaire
Lui écrire.

BOURGOGNE
MERCUREY
A.O.C.
Vente directe de la propriété
Tarif T.T.C., franco domicile, sur demande
Domaine de Chamerose, Modrin
71560 MERCUREY
Tél. : 03-85-45-13-94

LE SIÈCLE DE L'ACTION FRANÇAISE

L'A.F. ET LE LIBAN

L'Action française soutient le combat des Libanais pour la préservation de leur indépendance nationale.

par Elie HATEM

Les relations qui unissent la France et le Liban ne sont pas uniquement d'ordre sentimental mais aussi d'ordre politique. La France, protectrice traditionnelle des maronites du Liban, a largement contribué à la mise en place des institutions libanaises actuelles et à la formation politique des fondateurs du Liban contemporain. À travers ces pionniers, notre pays a étendu son influence sur le monde arabe notamment au cours de la période dite de la "renaissance" (*Al Nahda*), œuvre entamée essentiellement par les intellectuels chrétiens du Liban. Il s'agissait d'un mouvement politico-culturel qui a donné un nouvel essor à la littérature et à la civilisation arabes. Il a aussi provoqué un réveil nationaliste en même temps pan-arabe et interne, propre à chaque nation (*millet*) faisant partie de l'ex-empire ottoman.

C'est entre les deux guerres mondiales que l'influence maurrassienne a battu son plein. Placé sous mandat français par la Société des Nations, le Liban renouait avec la France ses liens politiques et culturels. Il accueillait alors philosophes, politiciens et écrivains nationalistes français, à l'instar de Maurice Barrès qui chanta le Liban dans ses écrits et qui garda une influence sur les écrivains libanais dont Georges Chehadé et Charles Corm.

La plupart des hauts commissaires français qui se sont succédé dans le pays des Cèdres étaient proches de l'Action française. On connaît parmi eux les généraux Gouraud et Weygand. Ils encourageaient la diffusion de la pensée maurrassienne à travers le journal de l'A.F. qui se vendait régulièrement dans les libraires libanaises. Parmi les

fidèles lecteurs de *L'Action Française*, citons Charles Hélou qui est devenu plus tard président du Liban (1964-1970). Dans une rencontre avec Pierre Pujo, à Paris, le président Hélou lui rappela avec précision la polémique surgie entre Bernanos et Maurice Pujo qui, à l'automne 1932, consacra quatre articles au « **dandy de la mangeoire** »...

Les nationalistes libanais

Fidèle aux engagements historiques de la France au Liban, l'Action française soutiendra les nationalistes libanais dans leur combat pour la préservation de l'indépendance, la souveraineté de leur pays et le maintien de ses spécificités sociales et culturelles face aux tentatives de dislocation dont il a fait l'objet durant la guerre. Le Liban, pays multiconfessionnel, pluriethnique, profrançais et pluriculturel, dérangeait ses voisins notamment ceux qui prônent un nationalisme fondé sur une composition sociale monoconfessionnelle, endogamique et raciale.

Ainsi, l'Action française, sous l'impulsion de son directeur, Pierre Pujo, s'engagera dans ce combat en offrant les pages de son journal aux dirigeants libanais. Elle accueillera, à maintes reprises, Raymond Eddé, dirigeant du Bloc national libanais, un parti politique fondé par son père, Émile Eddé, président du Liban, sous mandat français (1936-1941). Émile Eddé, maurrassien dans l'âme, francophile et ardent défenseur de la chrétienté au Liban, s'était farouchement opposé au retrait de la France du Liban en 1943. Il avait préparé un projet de traité franco-libanais, en 1936, qui garantissait « paix et amitié perpétuelle entre la France et le Liban... Alliance établie entre les deux États indépendants et souverains... » Ce traité fut voté à l'unanimité par le parlement libanais mais rejeté par le gouvernement Léon Blum !

Francophilie

Comme son père, Raymond Eddé est fidèle à l'amitié séculaire franco-libanaise, proche de la Famille de France. Il publia articles, communiqués et entretiens dans *Aspects de la France* et, plus tard dans *L'Action Française Hebdo*.

L'Action française accueille aussi le général Aoun, dernier rempart du Liban indépendant, qui témoignera d'un engagement franco-libanais en vue de recouvrer la souveraineté de son pays. N'est ce pas à cause de sa francophilie qu'il a été écarté par la force des armes du Liban, par les Syriens encouragés par les États-Unis

De même, en 1990, le président Amine Gemayel portera la voix du Liban à la tribune du banquet de l'Action française, devant un millier de personnes, réunis au Parc des Expositions de la Porte de Versailles. Gemayel saluera l'engagement de l'Action français et rappellera l'influence de cette dernière sur la construction du nationalisme libanais.

Enfin, il convient de rappeler les liens confraternels qui existent entre *L'Action Française Hebdo* et la *Revue du Liban*, fondée à Paris en 1928 par les frères Makhlouf et qui obtint en 1932 la médaille du Vermeil de l'Académie française. Elle est dirigée actuellement par le président de l'Ordre de la presse libanaise, M. Melhem Karam. La *Revue du Liban* consacre un reportage historique sur l'Action française et le Liban, qui paraîtra ce mois de juin au Liban.

Aussi, qu'il me soit permis de témoigner de l'influence de l'Action française sur mon engagement politique personnel et mon combat pour la restauration de la principauté du Liban, abolie par les Ottomans en 1860. L'aboutissement de ce projet qui recueille l'adhésion d'un bon nombre de Libanais sera-t-il l'œuvre de l'Action française ? L'avenir nous le dira !

« Les ignorants seuls se figurent que l'État de 1831 a été une création artificielle. Elle sortait des profondeurs de l'histoire de l'Occident ».
(Charles Maurras, A.F., 4 avril 1939. Complément au Dictionnaire politique et critique, voir Belgique, t. 1, p. 180).

Charles Maurras et le nationalisme belge

par Leo BELGICUS

Pendant la première guerre mondiale, des Belges réfugiés en France avaient fondé *La Nation belge*, journal dirigé par Fernand Neuray et qui continua de paraître entre les deux guerres. Ses idées étaient proches de celles de l'A.F., avec laquelle il entretenait d'ailleurs des contacts suivis. Me Gérard Hupin édita dans les années 1960-1970 un périodique du même nom et animé du même esprit. En 1956, il publia aussi *Un grand défenseur de la civilisation : Charles Maurras.*

On peut aussi noter une évident parenté entre les idées de l'A.F. et celles de plusieurs de nos historiens, penseurs et militants politiques de l'entre-deux guerres, tels (sans prétention exhaustive) le vicomte Terlinden, le baron Nothomb, le comte Renaud de Briey et Paul Hoornaert (ce dernier, fondateur de la Légion nationale, est mort en camp de concentration). Il y a là des richesses à remettre en lumière (1). Il faut aussi signaler l'influence sur une partie du clergé, en particulier l'abbé Van de Haut, familier du cardinal Mercier.

Après la Seconde Guerre mondiale, signalons encore l'ouvrage de M. Pol Vandromme *Maurras, l'Église de l'Ordre* (1965), où la sympathie domine sur quelques réserves et, bien sûr, le regretté Marcel De Corte. Actuellement, sauf erreur, les influences semblent individuelles et discrètes. Relevons seulement l'organisation en 1995 aux Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles d'une conférence de Pierre Pujo sur l'Affaire Dreyfus.

Un nationaliste belge ne peut évidemment donner une adhésion matérielle intégrale et aveugle aux positions de l'A.F. À titre purement exemplatif : Charles-Quint est une des grandes figures, et des plus populaires, de notre histoire ; l'Europe de Maëstricht ne nous semble présenter que de très lointains rapports avec le Saint-Empire ; l'Angleterre est notre alliée traditionnelle (hélas ! devenue honteusement vassale des États-Unis) ; notre monarchie n'a jamais été absolue, même sous l'Ancien Régime et même au sens raisonnable que cet adjectif a chez Maurras et Bossuet, etc.

Par contre, les principes généraux qui se dégagent de l'œuvre de Maurras sont universellement bénéfiques. Citons parmi ceux qu'il paraît le plus opportun de rappeler *hic et nunc* :

– négativement, le rejet de l'utopie, du faux moralisme kantien, de l'égalitarisme, du panjurisme anti-politique (sans oublier cependant que la justice a toujours été chez nous un pouvoir soucieux de son indépendance), de la philosophie des droits de l'homme, de l'électoralisme, du libéralisme en tous domaines (même si un large degré de libre-échange semble conforme à nos intérêts commerciaux), de l'européanisme, la défiance (sans haine) envers les groupes étrangers à la tradition nationale, etc. ;

– positivement, le réalisme, l'empirisme organisateur, le bienfait de la monarchie, la défense de la famille, une politique religieuse plenement catholique, la nécessité d'une défense nationale solide et appuyée sur un esprit civique, une décentralisation alliée à un attachement indéfectible à l'unité nationale, la défense de la latinité (notre grand historien Henri Pirenne soulignait que la Belgique est de tradition romaine même dans ses régions de langues germaniques), etc.

Les hautes leçons de sagesse politique de Maurras, appliquées selon nos traditions nationales et notre situation propre, seraient aussi salutaires pour notre *démocrassie* couronnée que pour votre triste république.

(1) Par contre, Léon Degrelle – il faut le rappeler fermement, en dépit de quelques belles pages et de certains emprunts verbaux à l'A.F. – est un traître qui engagea sa foi à Hitler dès 1940, porta (avec bravoure) l'uniforme ennemi et dont les sbires travaillaient avec la Gestapo.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

• Directeur : Pierre Pujo
• Secrétaire de rédaction : Michel Fromentoux
• *Politique* : Georges Ferrière, Robert Oberdorff, Yves Lenormand.
• *Politique étrangère* : Pascal Nari
• *Chronique militaire* : Bertrand de Dinechin ; Bernard Guillerez
• *Économie* : Serge Marceau, Jean-Clair Davesnes, Aldric Darchon, Hugues Froidval
• *Enseignement, famille* : Michel Fromentoux, chef de rubrique
• *Questions sociales* : Yves Chiron, chef de rubrique
• *Sciences et société* : Guillaume Chatizel
• *Outre-mer* : Pierre Pujo, Bernard Molinier
• *Médias* : Jacques Cepoy
• *Livres* : René Pillorget, Anne Bernet, Jérôme Besnard
• *Arts, spectacles* : Flavie Solérieu, Pierre Choutet, Renaud Dourges
• *Cinéma* : Norbert Multeau, chef de rubrique, Alain Waelkens
• *Combat des idées* : Georges Narcy, Antoine Clapas
• *Bien-vivre* : Pierre Chaumeil
• *Chroniques* : Jean-Baptiste Morvan, Thomas Molnar, François Leger, Xavier Cheneseau
• *Photos* : François Tabary

Comptabilité : Denis About

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

L'A.F. ET LE LIBAN

L'Action française soutient le combat des Libanais pour la préservation de leur indépendance nationale.

Les relations qui unissent la France et le Liban ne sont pas uniquement d'ordre sentimental mais aussi d'ordre politique. La France, protectrice traditionnelle des maronites du Liban, a largement contribué à la mise en place des institutions libanaises actuelles et à la formation politique des fondateurs du Liban contemporain. À travers ces pionniers, notre pays a étendu son influence sur le monde arabe notamment au cours de la période dite de la "renaissance" (*Al Nahda*), œuvre entamée essentiellement par les intellectuels chrétiens du Liban. Il s'agissait d'un mouvement politico-culturel qui a donné un nouvel essor à la littérature et à la civilisation arabes. Il a aussi provoqué un réveil nationaliste en même temps pan-arabe et interne, propre à chaque nation (*millet*) faisant partie de l'ex-empire ottoman.

C'est entre les deux guerres mondiales que l'influence maurrassienne a battu son plein. Placé sous mandat français par la Société des Nations, le Liban renouait avec la France ses liens politiques et culturels. Il accueillait alors philosophes, politiciens et écrivains nationalistes français, à l'instar de Maurice Barrès qui chanta le Liban dans ses écrits et qui garda une influence sur les écrivains libanais dont Georges Chehadé et Charles Corm.

La plupart des hauts commissaires français qui se sont succédé dans le pays des Cèdres étaient proches de l'Action française. On connaît parmi eux les généraux Gouraud et Weygand. Ils encourageaient la diffusion de la pensée maurrassienne à travers le journal de l'A.F. qui se vendait régulièrement dans les libraires libanaises. Parmi les

fidèles lecteurs de *L'Action Française*, citons Charles Hélou qui est devenu plus tard président du Liban (1964-1970). Dans une rencontre avec Pierre Pujo, à Paris, le président Hélou lui rappela avec précision la polémique surgie entre Bernanos et Maurice Pujo qui, à l'automne 1932, consacra quatre articles au « dandy de la mangeoire »...

Les nationalistes libanais

Fidèle aux engagements historiques de la France au Liban, l'Action française soutiendra les nationalistes libanais dans leur combat pour la préservation de l'indépendance, la souveraineté de leur pays et le maintien de ses spécificités sociales et culturelles

par
Elie HATEM

face aux tentatives de dislocation dont il a fait l'objet durant la guerre. Le Liban, pays multiconfessionnel, pluriethnique, profrançais et pluriculturel, dérangeait ses voisins notamment ceux qui prônent un nationalisme fondé sur une composition sociale monoconfessionnelle, endogamique et raciale.

Ainsi, l'Action française, sous l'impulsion de son directeur, Pierre Pujo, s'engagera dans ce combat en offrant les pages de son journal aux dirigeants libanais. Elle accueillera, à maintes reprises, Raymond Eddé, dirigeant du Bloc national libanais, un parti politique fondé par son père, Émile Eddé, président du Liban, sous mandat français (1936-1941). Émile Eddé, maurrassien dans l'âme, francophile et ardent défenseur de la chrétienté au Liban, s'était farouchement opposé au retrait de la France du Liban en 1943. Il avait préparé un projet de traité franco-libanais, en 1936, qui garantissait « paix et amitié perpétuelle entre la France et le Liban... Alliance établie entre les deux États indépendants et souverains... » Ce traité fut voté à l'unanimité par le parlement libanais mais rejeté par le gouvernement Léon Blum !

Francophilie

Comme son père, Raymond Eddé est fidèle à l'amitié séculaire franco-libanaise, proche de la Famille de France. Il publia articles, communiqués et entretiens dans *Aspects de la France* et, plus tard dans *L'Action Française Hebdo*.

L'Action française accueillera aussi le général Aoun, dernier rempart du Liban indépendant, qui témoignera d'un engagement franco-libanais en vue de recouvrer la souveraineté de son pays. N'est-ce pas à cause de sa francophilie qu'il a été écarté par la force des armes du Liban, par les Syriens encouragés par les États-Unis ?

De même, en 1990, le président Amine Gemayel portera la voix du Liban à la tribune du banquet de l'Action française, devant un millier de personnes, réunis au Parc des Expositions de la Porte de Versailles. Gemayel saluera l'engagement de l'Action française et rappellera l'influence de cette dernière sur la construction du nationalisme libanais.

Enfin, il convient de rappeler les liens confraternels qui existent entre *L'Action Française Hebdo* et la *Revue du Liban*, fondée à Paris en 1928 par les frères Makhlouf et qui obtint en 1932 la médaille de Vermeil de l'Académie française. Elle est dirigée actuellement par le président de l'Ordre de la presse libanaise, M. Melhem Karam. La *Revue du Liban* consacre un reportage historique sur l'Action française et le Liban, qui paraîtra ce mois de juin au Liban.

Aussi, qu'il me soit permis de témoigner de l'influence de l'Action française sur mon engagement politique personnel et mon combat pour la restauration de la principauté du Liban, abolie par les Ottomans en 1860. L'aboutissement de ce projet qui recueille l'adhésion d'un bon nombre de Libanais sera-t-il l'œuvre de l'Action française ? L'avenir nous le dira. ■

Le Liban occupé, déchiré, trahi

On ne reconnaît plus le Liban ! C'est un pays déchiré, confisqué, occupé, défiguré. Les Libanais sont délaissés, humiliés, sans joie de vivre. L'occupation du pays des Cèdres par la Syrie et Israël se fait sentir à tout moment. Le pseudo-régime actuel, imposé par la force par l'occupant syrien, ne représente pas la volonté populaire. Il est aux mains d'une oligarchie de profiteurs qui se constituent des fortunes au détriment de la nation et du peuple. Un fossé énorme sépare ce dernier du pouvoir des apparatchiks.

Crise économique

Les Libanais subissent non seulement l'occupation et la terreur exercée par ce régime, mais aussi et surtout une crise économique accablante. La masse populaire est au seuil de la pauvreté. Le taux de chômage est très élevé et le pouvoir d'achat des individus est très inférieur à leur niveau de vie. Le gel économique est dû au manque de confiance des investisseurs et à l'instabilité du régime actuel. Tous ces facteurs engendrent des conséquences psychologiques néfastes dans la population qui se désintéresse complètement de la politique et exprime un sentiment de repli, de fatalité et de mélancolie. Ce comportement est analogue à celui des populations des pays de l'Est de l'Europe avant d'être libérées du joug communiste. Mais le désespoir des Libanais est plus grand car ils se sentent complètement délaissés, trahis par leurs proches amis.

Dans ce pays sous occupations, des élections municipales ont récemment eu lieu. Bien que les conditions d'un scrutin libre ne soient pas remplies, une partie des Libanais pensait que ce processus pourrait permettre aux citoyens d'accéder à une certaine autonomie, en élisant des représentants municipaux et constituer ainsi un contre-pouvoir opposé à l'establishment politique. Des listes électorales comprenant des noms de résistants ont pu être établies, sous le contrôle des autorités du pseudo-régime actuel. Ce dernier, en autorisant certaines listes de résistants à se constituer, cherchait à obtenir une légitimité en profitant du déroulement de ce processus. Mais il n'en demeure pas moins que ces élections sont entachées de nullité, compte tenu des irrégularités qui ont été commises, bien que certains résistants aient été élus pour simuler une certaine démocratie, dit-on. Tant que le Liban est occupé et que le pouvoir est confisqué par des collaborateurs à la solde de l'occupant, la volonté populaire demeure altérée. Elle ne peut point s'exprimer librement et sans équivoque. Il en découle que tout processus électoral ayant lieu sous le pseudo-régime actuel n'a aucune valeur juridique.

Chirac au Liban

Mais il semble que le réalisme politique et juridique soit loin de la logique politicienne. La dernière visite de M. Chirac en est la preuve. Les Libanais qui gardent toujours l'espoir en la France et qui marquent un attachement inébranlable à la francophonie et à l'Histoire commune franco-libanaise ont été plus que déçus mais choqués de l'attitude du président. Dans un discours prononcé à la Résidence des Pins, détruite par la guerre et réinaugurée siège officiel de l'ambassadeur de France au Liban, le président français a adopté un discours qui correspond à la logique syrienne. Pire encore, de ce lieu détruit par l'artillerie de l'armée syrienne, appelé à devenir le siège officiel des successeurs de feu Louis Delamare, ancien ambassadeur de la France au Liban, assassiné par les Syriens en 1981, M. Chirac s'est permis de défendre les assassins de l'ancien représentant de son pays ! En rappelant qu'Israël doit se retirer inconditionnellement du Liban en application de la résolution 425, le président français a souligné que « **la Syrie est dans son droit de réclamer le Golan** ». N'aurait-il pas mieux fait de réclamer à la Syrie la réparation du préjudice subi par la France par les bombardements successifs et sans merci de la Résidence des Pins, mais surtout par l'assassinat de Louis Delamare ?. Ne valait-il pas mieux dire que c'est le Liban, ami et fils légitime de la France, qui est dans son droit de réclamer le retrait de toutes les troupes étrangères de son territoire, y compris la Syrie ? Mais peut-être M. Chirac ne voulait surtout pas heurter son ami personnel, Rafiq Hariri, le saoudien d'origine libanaise, désigné Premier ministre du régime illégal actuel mis en place par Damas et qui répond de tous ses actes à Hafez El Assad. Ce serait le mettre en porte à faux vis-à-vis de la Syrie, colonisatrice du Liban.

Mais ne perdons pas espoir : peut-être que le président Chirac, qui craignait pour sa sécurité au Liban, fera néanmoins preuve de plus de courage et de patriotisme lorsqu'il recevra à Paris, dans les jours qui viennent, le boucher de Hamah (ville syrienne complètement massacrée en 1982), le protecteur d'Alois Bruner, l'assassin de Louis Delamare, le destructeur et le colonisateur du Liban, Hafez El Assad...

Elie HATEM

à l'échec. »

Et Albert Chambon d'estimer qu'**« une autre Résistance » **pourrait se faire jour en France si nos dirigeants persistaient dans leur attitude de mépris du peuple. Pourtant, Dieu sait s'ils se réclament à tout propos de la démocratie !

● ***LA REVUE* LA NEF *(juin 1998) publie un passionnant dossier sur le thème* Les rois de France ont-ils été fidèles à la catholicité ? *Face à Jean Dumont qui voit paradoxalement une continuité entre la politique religieuse des Rois de France et la laïcité républicaine, Yves Chiron démontre, exemples à l'appui, qu'ils ont été* de vrais rois chrétiens *et ont défendu l'intérêt national à l'encontre des empiétements de certains pays. Il souligne en particulier que* « *si l'idéal de chrétienté s'est disloqué – ce qu'on doit regretter – la faute n'en revient pas à la France* ».**

Jean-Marie Paupert estime pour sa part qu'il fallait** « couper définitivement le cordon ombilical qui n'eût jamais dû exister entre le Trône et l'Autel, entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Il n'y aurait jamais dû y avoir de pouvoir temporel des papes ni des évêques, ni de pouvoir spirituel des empereurs et rois... ni des présidents de la république ». **Il est pourtant souhaitable que le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel s'appuient l'un sur l'autre tout en préservant leur autonomie respective dans leur domaine propre. Les Rois de France ont dans l'ensemble gardé la juste mesure.

Jacques CEPOY

PETITE ANNONCE

● **PHARMACIE INDUSTRIE** expérience A.M.M. (plusieurs contrats), recherche poste d'assistant en pharmacovigilance. Téléphoner ou écrire au journal à Monique Lainé qui transmettra. – Tél. : 01-40-39-92-06.

L'EXEMPLE DU LIBAN

■ *On peut regretter qu'aucun membre du gouvernement n'ait assisté à la messe célébrée à Longchamp, ne serait-ce que pour reconnaître l'appartenance de la majorité des Français à l'Église catholique ou, à la limite, par courtoisie et comme signe de la tolérance que l'État ne manque pas de manifester en assistant aux cérémonies des autres religions ou confessions, comme par exemple à l'occasion de l'inauguration d'un lieu de culte de ces communautés.*

On peut citer aussi, à titre de comparaison, le Liban, un pays non pas chrétien comme la France mais multiconfessionnel, qui reconnaît la séparation des Églises et de l'État et qui a réservé un accueil très chaleureux au pape en mai dernier où plus du quart de la population est venu assister à la messe du Souverain Pontife (700 000 personnes pour une population de 2 800 000 personnes). Tout le gouvernement y était présent : le Premier ministre, musulman sunnite, le Président de la Chambre, musulman chiite, des ministres druzes, catholiques, arméniens, protestants, orthodoxes... Et, puisque nous citons le Liban, et malgré toutes nos réserves et nos distances avec le régime actuel syrien, nous profitons de l'occasion pour saluer la participation aux Journées Mondiales de la Jeunesse de jeunes musulmans syriens érigés en chapitre, venus accompagner la délégation chrétienne de leur pays et exprimer leur solidarité avec leurs frères chrétiens. La Syrie est pourtant un régime laïc qui s'inspira longtemps de l'ex-Union soviétique.

Puisse la visite de S.S. Jean-Paul II permettre à la France, fille aînée de l'Église, de ressusciter !

Elie HATEM

MONDIALISME ET NATIONALISME

■ *Le risque est grand que les JMJ soient récupérées par le lobby mondialiste. Telle affiche placardée dès le mois de mai dans certaines églises, relativisant ce qui est catholique et français pour vanter les mérites de l'ouverture aux autres, laisse soupçonner les évêques français d'un détournement de la véritable universalité du catholicisme. Il était toutefois réconfortant de voir que ces jeunes, fiers d'arborer les drapeaux de leur nation et d'applaudir le pape lorsqu'il les saluait dans leur langue, ne semblaient guère rêver d'un melting-pot politico-religieux. Quant au pape lui-même, il s'est exprimé sur le sujet dans un entretien accordé à* La Croix *du 20 août :*

« Le terme de "mondialisation" ne me satisfait pas tout à fait », dit il. Pour lui, la « famille des peuples » est « antérieure aux techniques de communication » qui ne donnent une dimension mondiale « qu'à une part de la vie économique et de la culture ». Car le patrimoine commun, « c'est l'homme avec sa nature spécifique d'image de Dieu » et, à ce niveau là, ce patrimoine « n'a rien de contradictoire avec les spécificités nationales des peuples ». Il ajoute que « l'attachement des groupes humains à leur langue et à leurs traditions ne les empêche pas d'accueillir ce qui vient d'ailleurs », la règle étant « la recherche constante d'un équilibre ». Enfin, dans la ligne de ses prédécesseurs, Jean-Paul II dénonce le « repli sur soi » et les « nationalismes exacerbés », qui sont fauteurs de troubles.

L'adjectif exacerbé *est là pour bien montrer que le nationalisme n'est pas condamné en soi, mais seulement dans ses excès. Telle est la pensée constante de l'Église.*

M.F.

Les chrétiens, mais aussi les musulmans et les druzes, ont réservé à Jean-Paul II un accueil enthousiaste.

LE SAINT-PÈRE AU LIBAN :

Le sens d'une visite

Le pape Jean-Paul II a été accueilli avec une chaleur humaine exceptionnelle lors de son séjour au Liban les 10 et 11 mai. Soumis à la *pax syriana*, les Libanais, toutes confessions confondues, ont espéré que cette visite porte ses fruits : que les occupations syrienne et israélienne cessent, que le régime des *apparatchiks* imposé par l'occupant disparaisse, que le peuple puisse exprimer librement sa volonté, que les atteintes flagrantes aux libertés et les arrestations arbitraires prennent fin. Ils sont venus acclamer le Pape, porteur d'espérance, une lueur dans leurs ténèbres. Musulmans et druzes autant que chrétiens lui ont réservé cet accueil qu'une presse sans scrupule a comparé à celui réservé aux acteurs du festival de Cannes ou à un concert de Mikael Jackson !

Visite pastorale ou politique ?

Lors des préparatifs de cet événement historique, il a été question que la visite ait uniquement un aspect pastoral. Cependant la Syrie et ses agents au Liban ont voulu récupérer la venue du Pape pour mieux asseoir leur régime en lui procurant une légitimité internationale. Pour cela, MM. Hraoui et Hariri ont insisté auprès du Vatican pour changer le programme du Pape et donner à sa visite un sens et une ampleur politiques. M. Hariri a été dépêché à Rome pour négocier l'itinéraire et imposer au discours du Saint-Père des restrictions concernant la *souveraineté* et *l'indépendance* du Liban, termes retirés du langage dans ce pays sous occupation. Le Vatican aurait cédé à ces indications en conservant l'aspect pastoral à côté de l'aspect politique, croyant que ces questions de pure forme n'auraient aucune incidence sur le sens de cet événement. Cependant, dans une région où les symboles et le formalisme ont leur grande importance, la réception officielle du Pape par les hommes du régime actuel, notamment par MM. Hraoui, Berri (président de la Chambre, de confession musulmane chiite) et Hariri, mandatés par la Syrie, constitue aux yeux de l'occupant une victoire : qui peut désormais accuser la Syrie et ses agents d'avoir réservé au Pape un mauvais accueil et d'avoir porté atteinte à sa sécurité, de brimer les Libanais et les chrétiens en particulier dans ce pays ? Aux yeux de la Syrie et de ses agents la réussite de cette visite sous son double aspect pastoral et politique constitue une légitimation de la situation de fait actuelle mais surtout de l'occupation syrienne, d'autant que le Saint Père n'a point mentionné nommément l'occupation syrienne dénoncée tout de même avec l'occupation israélienne, dans les dernières résolutions du Synode pour le Liban.

Le pape au Liban
L'espoir d'une libération

Les Libanais ont regretté que le Saint Père n'ait pas été clair à ce sujet et, bien qu'il ait répondu aux jeunes lors de sa réunion avec eux à Bkerke, où ils ont dénoncé l'occupation syrienne et le marasme dans lequel ils se trouvent à cause des exactions de l'occupant et de ses agents, notamment les arrestations arbitraires et les atteintes aux libertés, « Je vous ai compris » ! Il est inutile d'expliquer dans ce journal ce que cette phrase peut signifier ou ce qu'elle évoque. Le général De Gaulle n'avait-il pas prononcé la même expression à Alger ?

Masquer la réalité

Devant cet événement, certains médias non seulement n'ont pas tout révélé mais se sont complètement trompés en l'interprétant. Le mal dont souffre le Liban et son peuple n'est pas dû à un problème interne de coexistence intercommunautaire. Certes, ce facteur a été de prime abord exploité par les ennemis du Liban pour créer des divisions internes basées sur les différences confessionnelles. Mais très vite cet aspect du conflit s'est résorbé car il ne correspond point à la réalité de la sociologie libanaise. La nation libanaise est multiconfessionnelle difficilement dislocable en entités monoconfessionnelles, autarciques, endogamiques et donc raciales.

Le véritable mal qui ronge le Liban est dû à l'occupation de son territoire partiellement par Israël mais surtout et en grande partie par la Syrie qui lui a imposé par la force un régime placé sous sa tutelle. Le rassemblement de tout le peuple libanais lors de la visite de Jean-Paul II est donc l'expression de cette volonté commune libanaise qui a vu dans cet événement un espoir de liberté. Malgré la fatigue physique du Pape, ses facultés visuelles et auditives n'étant pas altérées, il a vu et entendu ce qu'on a essayé d'occulter : les revendications de ce peuple en faveur de la libération totale de son pays de toutes les troupes étrangères à travers des acclamations et des cris, mais aussi des banderoles et des photos des dirigeants de la résistance bannis à l'étranger.

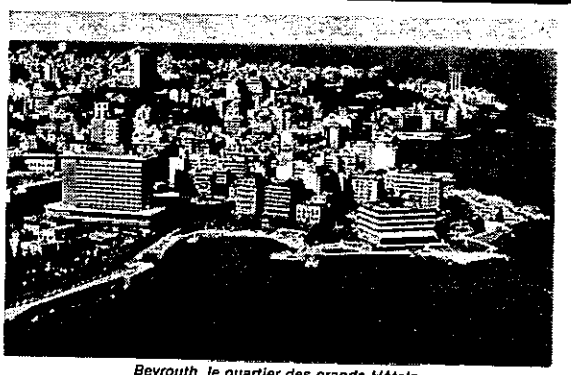
Il faut donc espérer que cette visite apporte ses fruits à ce niveau, mais surtout qu'elle ne serve pas les intérêts des ennemis du Liban en procurant une reconnaissance et une assise à l'occupant et à sés agents. On a comparé l'attitude du Pape à l'égard de ce régime à celle qu'il a eue à l'égard de la Pologne quand il a visité Jaruzenski. Nous permettrons-nous de dissiper cette vision des choses : le régime communiste de Jaruzenski n'avait point besoin d'une légitimation internationale car il était déjà le fruit d'un consensus international reconnu et légitimé par la conférence de Yalta qui avait opéré le partage du monde en deux blocs. Or, le régime au Liban est le fruit d'une occupation contraire aux normes du droit international et à la Charte des Nations Unies.

Enfin, reconnaissons des aspects positifs de cette visite qui a réaffirmé l'importance de la présence chrétienne dans ce pays sans laquelle le Liban disparaîtra. Elle a surtout permis aux Libanais, mains ligotées et tête basse, de vivre trente-deux heures de liberté et de rêver d'un avenir meilleur.

Que la bénédiction de la Terre du Liban par Sa Sainteté puisse chasser les démons qui la souillent !

Élie HATEM

UN ESPOIR POUR LE LIBAN



Beyrouth, le quartier des grands Hôtels
Confiance dans la France

Elie Hatem, professeur de Droit international, fait le bilan de la récente visite de Jacques Chirac au Liban. Il apporte ci-dessous le point de vue d'un chrétien libanais.

Le président Chirac vient d'achever une visite officielle au Liban, la première d'un chef d'Etat français au pays des Cèdres depuis la proclamation de la République indépendante libanaise de 1943. Il s'agit d'un événement historique qui rappelle les relations séculaires entre ces deux pays depuis Saint Louis et qui mérite quelques réflexions.

Malgré les controverses que cette visite a suscité et certains aspects négatifs qu'elle a pu revêtir du fait qu'elle ait eu lieu dans un pays doublement occupé par Israël et la Syrie et gouverné par un régime illégal imposé par cette dernière, un régime qui échappe à la légalité constitutionnelle interne et au droit international et qui mérite une condamnation totale, nous ne retiendrons que les aspects positifs de cet événement.

Depuis son accession au pouvoir en mai dernier, le président Chirac essaie de redonner à la France une place dans les relations internationales. Bien qu'elle ait été écartée du Proche-Orient depuis la guerre du Golfe et l'occupation du Liban par la Syrie, et malgré son absence totale du processus de paix déclenché par les Etats-Unis, la France s'impose de nouveau dans cette région et risque fort de déranger les maîtres du Nouvel ordre mondial. Le moment est bien choisi : tempêtes électorales aux Etats-Unis et en Israël, processus de paix gelé, recherche de nouveaux partenaires par les antagonistes. Le lieu est très symbolique : un pays dont la France a été écartée en 1990, un pays avec lequel elle a toujours maintenu des relations privilégiées et duquel elle avait pu rayonner dans la région. Ce choix a, en réalité, dérangé plus d'un, en particulier la Syrie qui a vu d'un très mauvais œil l'intérêt que la France porte au Liban en lui donnant du poids et de l'importance. Le geste français perturbe le plan syro-américain qui vise au passage de la confédération actuelle à une Fédération totale syro-libanaise. Le pouvoir syrien aurait préféré que la tournée proche et moyen-orientale du chef de l'Etat français débute par un autre Etat et que le passage au Liban vienne à l'issue d'une visite à Damas. En outre, le pouvoir syrien s'est trouvé très embarrassé de voir que les dirigeants de fait libanais, qu'il a lui-même imposés par la force, étaient obligés de retirer les photos du président syrien des places publiques à Beyrouth.

Pour sa part, Israël s'est étonné de voir que le président français qui était parmi les premiers à condamner les derniers actes de terrorisme en Israël, attribués aux islamistes du Hamas, et qui était le premier à participer et à appeler à la tenue du sommet de Charm-el-Cheikh à cet effet, aille visiter officiellement un pays où le pouvoir et ses vassaux encouragent, soutiennent et favorisent les terroristes du Hezbollah qui menacent le processus de paix en aidant et en alimentant le Hamas. Selon la formule de M. Iouri Loubrani, coordinateur israélien des affaires libanaises et président de la délégation israélienne à la Conférence de Paix avec le Liban, la situation actuelle dans ce pays est **« la même qui y prévalait avant 1982. Le Liban redevient un foyer de terrorisme international. Le pouvoir actuel libanais aide et soutient le terrorisme, selon la déclaration du secrétaire général du Hezbollah à un magazine en langue arabe *(Al Wasat)* qui a fait état de la coordination entre l'armée libanaise et le Hezbollah dans le sud du pays, et qui a clairement reconnu l'aide militaire syrienne et financière iranienne à ce mouvement ».**

Mais l'attitude de M. Chirac a pris un autre tournant. Devant le parlement de fait, une Assemblée illégale car découlant d'un régime illégal, illégitime de surcroît car elle ne représente que 13,78 % de la population (86,22 % des Libanais, toutes confessions confondues, ayant boycotté le scrutin en 1992 car imposé par l'occupant et ses apparatchiks), le chef de l'Etat français s'est prononcé en faveur du regain de la souveraineté, ce qui sous-entend l'indépendance du Liban de ses vassaux.

Les résolutions de l'O.N.U.

Malgré la contradiction manifestée par sa reconnaissance implicite du régime illégal et par le fait que son discours ait été tenu dans une institution illégale et illégitime, l'ancien maire de Paris s'est montré légaliste, soucieux de l'application des textes internationaux, en demandant l'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU. Il avait malheureusement oublié, peut-être par inadvertance, les autres résolutions ultérieures donc d'une plus grande valeur juridique, de ce même organe international, en l'occurrence la résolution 520 qui demande le retrait de toutes les troupes étrangères.

Un langage ferme, franc, courageux et cohérent de Jacques Chirac en faveur d'une véritable réconciliation nationale, en faveur d'un pays libre, indépendant, souverain et multiconfessionnel. Il a plaidé, peut-être avec moins d'insistance que son prédécesseur, le président Mitterrand, et l'ancien premier ministre Michel Rocard, en faveur d'un équilibre confessionnel et du respect équitable des droits et prérogatives à toutes les communautés de ce pays, en particulier aux chrétiens. En se rendant chez le patriarche maronite et en y assistant aux offices religieuses du Vendredi-Saint, Jacques Chirac a redonné de la confiance aux chrétiens libanais qui s'étaient sentis trahis par la France.

Chez Rafic el Hariri, premier ministre du régime illégal imposé par la Syrie, milliardaire séoudien d'origine libanaise. M. Chirac aurait mis de côté son amitié personnelle avec lui en exigeant des conditions normales et un traitement équitable pour tous les Libanais, pour garantir la régularité des futures élections législatives éventuelles qui auront lieu à l'automne prochain.

En somme, une visite positive du chef de l'Etat, appréciée par la plupart des Libanais qui ont profité de l'événement pour essayer de manifester leur désapprobation de l'état actuel du Liban sous occupations et gouverné par un appareil imposé et inféodé à la Syrie. Des manifestations qui furent interdites par la force et dont le président français aurait pris note... La démarche de Jacques Chirac a surtout le mérite d'avoir fait rebondir la question libanaise gelée depuis un certain temps.

Elie HATEM

Le protectorat syrien

L'accord de Taëf (en Arabie Saoudite), du 22 octobre 1989, a aboli le Pacte national de 1943. Les pouvoirs du chef de l'Etat chrétien sont désormais réduits au profit de ceux du premier ministre musulman (pro-syrien) et du président de l'Assemblée. Le Conseil des ministres détient le pouvoir exécutif et doit représenter l'ensemble des communautés. Il ne doit adopter de décision essentielle qu'à la majorité des deux-tiers. La démission d'un tiers de ses membres entraîne la démission automatique du gouvernement. Les sièges du Parlement sont répartis à égalité entre chrétiens et musulmans. L'accord fixe l'abandon du communautarisme politique comme « un objectif national essentiel ».

Les milices devront être désarmées, les troupes syriennes se regrouperont dans la plaine de la Bekaa ; elles se replieront définitivement, ainsi que les forces israéliennes, à une date non précisée.

Le traité syro-libanais du 22 mai 1991 (« de fraternité, coopération et coordination ») a pérennisé la présence syrienne au Liban. ■

RÉTROSPECTIVE

Les acteurs de la guerre civile libanaise

De 1975 à octobre 1990, date à laquelle les Syriens liquident la résistance du général Aoun, le Liban a connu une longue guerre civile où les interventions étrangères ont été multiples. Les acteurs de cette tragédie ont été les suivants :

• **Le Liban.** Etat structuré, dispose tout d'abord d'une armée, en principe interconfessionnelle, mais longtemps sous influence chrétienne. Cette armée, équipée assez légèrement, sera rapidement prise entre les deux camps et écartelée.

• **Les milices musulmanes** se sont multipliées. A côté du PSP, du Parti national syrien, des nassériens, des communistes, apparaît la milice chiite Amal de Nabih Berri. Puis viennent les groupes sous contrôle étranger, les pro-irakiens, les fondamentalistes du Hezbollah financés par l'Iran. On a compté jusqu'à une douzaine d'organisations. Des combats fratricides opposent à l'occasion ces différents groupes.

• **Les milices chrétiennes** sont, elles aussi, divisées. Dans l'extrême sud du pays, le commandant Sad Haddaad proclame, en 1979, l'indépendance de l'enclave chrétienne qui borde la frontière israélienne. Le fils de l'ex-président Frangié est assassiné en 1978 par les Phalanges. En juillet 1980, ces mêmes Phalanges liquident les milices du Parti national des Chamoun.

• **Les Palestiniens** eux-mêmes n'échappent pas à la discorde. L'OLP et le Fatah restent dominants, mais se heurtent aux organisations plus radicales (FDLP, communistes). Les Syriens contrôlent une partie des Palestiniens du Nord. Ils se sont heurtés violemment avec l'OLP, en 1983, dans la région de Tripoli. Avec les Palestiniens, on sort déjà de la guerre civile proprement dite. Et il faut compter aussi sur les interventions étrangères.

• **Les Syriens** entrent au Liban avec 30 000 hommes dès le 12 avril 1976. Ils occupent ainsi les deux-tiers du pays : tout le Nord sunnite, une partie du pays chrétien, la plaine de la Bekaa au Sud. La tactique syrienne est celle de la « tâche d'huile ». Le Liban sera ainsi progressivement grignoté. Les Syriens, selon les besoins de la cause, affrontent tour à tour les chrétiens, les différentes milices musulmanes, les Palestiniens. En octobre 1976, à la suite d'un mini-sommet arabe à Ryad, une « force de paix » arabe (la FAD) de 30 000 hommes a été chargée de faire respecter un cessez-le-feu. Mais elle s'est en fait limitée aux troupes syriennes dont l'accord n'a fait qu'avaliser la présence sur place.

• **Les Israéliens** interviennent en juin 1982, lors de l'opération « Paix en Galilée ». Après leur retrait en 1985, ils restent présents dans la « zone de sécurité » au Liban-Sud.

• **Les occidentaux** ont déployé en août-septembre 1982, à Beyrouth, lors de l'évacuation de la ville par l'OLP, une force multinationale d'intervention composée d'Américains, de Français, de Britanniques et d'Italiens. Américains et Français participent aux combats contre les milices musulmanes et contre les Syriens. Le 23 octobre 1983, ils subissent de lourdes pertes lors d'attentats à la voiture piégée (300 morts). Les Américains, les Britanniques et les Italiens évacueront Beyrouth le 7 février 1984, suivis le 31 mars par les Français.

• **L'ONU,** enfin, est partie prenante dans le conflit. A la suite d'incidents israélo-palestiniens en 1978, elle déploie dans le sud du pays la FINUL, une force d'interposition de plus de 5 000 hommes, dont la moitié sont français. Cette force devra se contenter d'observer les combats, et essuiera parfois des tirs meurtriers. On ne doit pas oublier que la crise libanaise participe, de loin, à l'affaire israélo-palestinienne toutefois, à la confrontation des blocs dans le cadre de la guerre froide. Syriens, Palestiniens et musulmans « progressifs » étaient soutenus par l'Union Soviétique, leur bailleur d'armes, sans que cet appui tactique, comme autrefois pour Nasser, implique automatiquement une adhésion idéologique. Israéliens et Chrétiens sont les alliés des occidentaux, malgré des différences parfois importantes d'appréciation, notamment entre Washington et Paris.

Pascal DECANTER

L'Action Française Hebdo
28 novembre - 4 décembre 1996

ux ation

ées. et de s, de dra- eim, tras- ndré lles. ap-

troisième tome de ses Oeuvres complètes en Pléiade (1). Qu'il commémore à Orléans la mort de Jeanne d'Arc ou qu'il célèbre la Libération de Paris, Malraux s'est toujours montré habité par la réalité de la nation. Qu'on l'écoute : **"Pour le meilleur comme pour le pire, nous sommes liés à la patrie. Et nous savons que nous ne ferons pas l'Europe sans elle; que nous devons faire, que nous le voulions ou non, l'Europe sur elle".** Au lieu d'un hommage aux nauséabonds relents de marketing politique, il eût mieux valu que le président de la République et les membre du gouvernement méditent cette réflexion.

François ROBERDAY

(1) André Malraux, Oeuvres complètes tome III (Le miroir des limbes, Oraisons funèbres, Le Règne du malin), *Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1 488 p, 360 F jusquau 31 janvier 1997, 410 F ensuite.*

La liberté de... mentir

André Malraux ayant raconté dans un de ses romans que Tchang Kai-Chek, le chef du Kuo-ming-tang, jetait les communistes tout vivants dans la chaudière des locomotives, Suzanne Labin lui écrivit pour lui demander des précisions sur les faits. Il lui répondit par cette lettre du 7 janvier 1958 :

Chère Madame,

Je pense que la nature propre du roman même si le romancier attache le plus grand prix à l'exactitude des faits historiques qu'il rapporte - est inconciliable avec la discipline de l'esprit à laquelle

Le défi de la francophonie au Liban

Dans un Liban où la liberté d'expression est devenue rare et où le français a du mal à s'affirmer devant l'anglais ravageur, le combat pour la francophonie est de plus en plus difficile. Il faut rappeler que la guerre engagée contre le Liban a aussi visé la France et les traditions séculaires franco-libanaises. On a voulu écarter la France du Moyen-Orient en lui faisant perdre son dernier rempart, le Liban que Saint-Louis avait intégré comme province au royaume de France. La dernière tournée de Jacques Chirac au Proche-Orient et son passage au pays des Cèdres, comme lieu de pèlerinage, a renoué avec cette tradition.

Mais la survie de la francophonie dans ce pays asphyxié demande un travail suivi, de longue haleine, avec une conjonction d'efforts politiques et culturels et une double prise de conscience de la difficulté par les Français et les Libanais. Ces derniers, malgré le marasme économique et l'oppression, veulent lever le défi. Tel est l'objectif et la tâche de la Revue du Liban et du Moyen-Orient, *le principal et le plus ancien hebdomadaire libanais en langue française. Ce magazine a été fondé en 1928 à Paris par deux frères libanais qui poursuivaient leurs études en France : Emile et Ibrahim Makhlouf. Il avait ses locaux rue Gay-Lussac et obtint, en 1932, la médaille de Vermeil de l'Académie française. Pendant la deuxième guerre mondiale, les frères Makhlouf sont repartis au Liban pour y relancer cet hebdomadaire en 1941.*

Ce magazine fait la synthèse de la vie politique interne libanaise, couvre l'actualité moyen-orientale et internationale, met la lumière sur la politique et la vie socio-culturelle en France pour assurer le lien politique, social et culturel entre ces deux pays, cultive les lecteurs par des articles de fond sur les penseurs et écrivains français dont Charles Maurras et donne ainsi une vraie image du Liban, pays de culture et de richesse intellectuelle. La survie de ce journal et son progrès sont dus à son nouveau propriétaire, M. Melhem Karam qui, tout en respectant la ligne tracée par les fondateurs, lui a apporté les améliorations exigées par l'évolution de la presse et par les impératifs de la technique moderne, tant sur le plan rédactionnel que du format et de la mise en page. Ainsi, la Revue du Liban *a suivi la marche du temps, en poursuivant sa mission, en luttant non sans difficultés en faveur de l'indépendance et de la souveraineté du Liban et en réaffirmant les relations franco-libanaises. "**Rien de ce qui intéresse la France ne lui est étranger ou ne la laisse indifférente**" affirme M. Karam.*

Il faut reconnaître, à juste titre, le mérite de M. Melhem Karam, président de l'Ordre des Journalistes libanais, propriétaire également de trois autres titres dont Al Hawadeth, *l'hebdomadaire le plus diffusé et le plus important dans tout le Moyen-Orient, fils de Karam Karam (+ 1959), vétéran de la presse libanaise pour sa lutte acharnée et continue pour la francophonie et sa défense des valeurs franco-libanaises. Doté d'une forte personnalité et d'un tact remarquables, Melhem Karam a su préserver sa liberté d'expression dans un pays où la liberté se fait désirer. Partagé entre Paris et Beyrouth, il rappelle la réflexion suivante du président Chirac : "**Le coeur des Libanais n'a jamais cessé de battre au rythme du coeur de la France**".*

Le succès de Karam vient d'être couronné par le Prix du Mérite de la Presse francophone qui vient de lui être discerné au Sénat français, en présence du président René Monory.

Elie HATEM

LE GÉNÉRAL AOUN SUR RADIO-COURTOISIE

Intervenant début juin sur Radio-Courtoisie, à Paris, le général Michel Aoun a stigmatisé l'attitude internationale à l'égard du Liban qui demeure sous occupation syrienne et israélienne. Il a stigmatisé la situation qui conduit le pays vers un délabrement politique et social. Il a espéré qu'avec l'arrivée de Jacques Chirac à la tête de l'Etat la France œuvrera plus rigoureusement en faveur du regain de l'indépendance et de la souveraineté au Liban.

Par ailleurs, Elie Hatem, invité également à cette émission, a mis en garde ceux qui font une distinction entre « la présence syrienne et l'occupation israélienne », en démontrant que la présence syrienne au Liban constitue juridiquement une occupation au même titre que l'occupation israélienne. Elle viole les principes de non-ingérence et les résolutions du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Il a de même rappelé que le régime actuel imposé par la force au Liban est illégal et que toute reconnaissance internationale à son égard et est entachée d'illégalité car contraire au droit international, en l'occurrence à la doctrine Stimson, aussi bien qu'au Droit constitutionnel libanais. ■

MAURRAS EN SON CHEMIN DE PARADIS

par Hilaire de CREMIERS

Le « Bonne-Mort », Un conte érotico-blasphématoire ? Oh, non ! Il va l'expliquer. Il s'inscrit dans la suite des contes du *Chemin de Paradis*, en tête des « Harmonies ». C'est un modèle de raison parfaite, dit Maurras ; il s'agit d'un conte allégorique comme les autres ; et, comme les autres encore, jusqu'ici incompris. Il fallait, en 1892, que la pensée royaliste française échappât aux pièges que lui tendait la politique du Ralliement à la République engagée par le Pape et l'Eglise de France. Il le fit par un acte de foi et d'indépendance politique, conciliant raison naturelle et raison surnaturelle. Et, par la grâce de la Vierge Marie, le royalisme le fit de manière parfaite et prophétique. Maintenant, au bout de ce chemin de Paradis, que nous dit Maurras ? Son testament, à lui ! Ce qu'il a voulu faire et qu'il a tenu à écrire dès l'année 1894. Tel est le sens de ce merveilleux poème intitulé : *Discours à la louange de la double vertu de la Mer.*

Prochaine conférence :

Discours à la louange de la double vertu de la Mer

Jeudi 22 juin 1995
à 20 h 30
5, rue Las Cases, Paris 7e
Métro Solférino
Participation : 30 F
Etudiants : entrée libre

Les enregistrements sur cassettes des conférences sont à commander chez H. de Crémiers, 35, rue de Liège, 75008 Paris.
La conférence de 2 heures : 90 F
Port compris : 75 F

Disponibles :
1. *Les serviteurs* ; 2. *La consolation de Trophime* ; 3. *Eucher de l'île* ; 4. *Les deux testaments de Simplice* ; 5. *Le miracle des Muses* ; 6. *Le Jour des Grâces* ; 7. *La Reine des Nuits* ; 8. *La Bonne Mort.*

Abonnement aux 9 conférences : 450 F (550 F port compris)

L'ÉCOLE EN QUESTION

Le référendum sur l'éducation a été discuté au cours de deux congrès de parents d'élèves.

Le projet gouvernemental de référendum sur l'éducation, que le ministre François Bayrou est invité à organiser après avoir crié partout qu'il n'en voulait pas, a délié bien des langues lors des fêtes de Pentecôte — et sans que le Saint-Esprit y fût pour grand-chose... Pour beaucoup, il s'agissait de se demander si cette manière d'en appeler au peuple était ou non « démocratique », ce qui revient à disserter sur le sexe des anges ou, puisque c'est d'actualité, sur l'homosexualité chez les mouches.

Vigilance laïciste

La Fédération des conseils de parents d'élèves de l'école laïque (FCPE), par la voix de son secrétaire général M. Jacques Henrard, a affirmé au cours de son congrès de Tarbes : « **Pour des problèmes aussi importants que ceux de l'éducation, la voie du référendum nous paraît inadaptée** ». Ainsi donc, pour les gardiens purs et durs de la démocratie laïque, gratuite et obligatoire, demander aux Français de se prononcer sur un problème « important » paraît « inadapté ». Cela n'a rien de surprenant de la part de ces émules des « grands ancêtres », qui savent ce que démocratie veut dire et qui préféreront toujours en imposer l'idéologie plutôt que la voir fonctionner. D'ailleurs, M. Henrard ajoute (et nous l'avions prévu dans *L'AFH* du 1er juin) que cette consultation populaire risque « **de court-circuiter les organisations démocratiques et les relais sociaux** » — entendez par là les officines patentées où l'on sait mieux que les Français eux-mêmes ce qu'il faut croire et pratiquer pour être un bon citoyen.

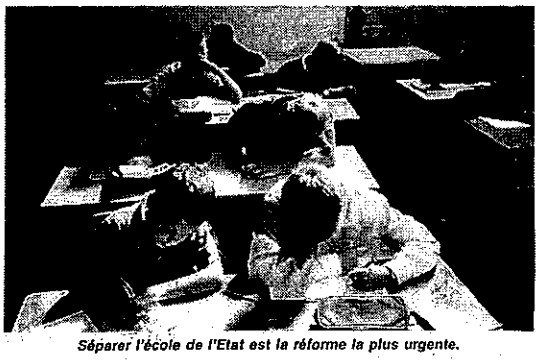
Alors, tout ce qui pourrait un tant soit peu faire souffler un air frais dans la vieille et éléphantesque machine de Jules Ferry, est considéré par M. Bernard Borecki, président de la FCPE, comme le signe d'une « **politique éducative ségrégative et élitiste contraire à l'intérêt des jeunes et de notre pays** (sic) ». Au mépris de la finalité essentielle de l'enseignement — qui est bel et bien de former des élites — les dirigeants de ce « **grand pôle laïque de vigilance, de réflexion et d'action** » que doit devenir la FCPE, s'obstinent à vouloir massifier les jeunes cerveaux dans des écoles et des facultés engorgées. Cette organisation de parents d'élèves a joué un rôle capital dans la manifestation du 16 janvier 1994 — ce torrent de haine déversé dans les rues de Paris pour protester contre la révision de la loi Falloux — et elle entend aujourd'hui recoller les morceaux de la Fédération de l'Education nationale (FEN) en vue de nouveaux combats.

Ces gens sont minoritaires en France, c'est un fait. Mais ils ont conscience — tout comme les jacobins de jadis, minoritaires eux aussi — d'incarner la loi et les prophètes de la démocratie, de la vraie démocratie, celle qui, avant de consulter le peuple, a toujours besoin d'arracher les futurs électeurs à leur condition familiale et sociale, de faire en eux le vide de toute référence transcendante, de les détourner à tout jamais des traditions catholiques et françaises. Logiques avec eux-mêmes, ils trouveront toujours les moyens de donner mauvaise conscience à ceux qui gouvernent et qui, à commencer par MM. Chirac et Bayrou, ne cessent, eux aussi, de se référer à la laïcité républicaine et à ces fameux « Droits de l'Homme » au nom desquels quiconque regarde plus haut que l'homme peut toujours être considéré comme un ennemi de l'homme.

Attentisme catholique

Y a-t-il au moins, face aux idéologues laïcistes, un arsenal intellectuel, moral et religieux, de nature à défendre les vraies valeurs d'un enseignement digne de la France ? L'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) tenait au même moment son congrès dans le Parc des Expositions de Strasbourg. Dans une ambiance de kermesse, et avec la participation de nombreux jeunes, on y a beaucoup parlé du « **projet personnel de l'enfant** », thème sur lequel il était difficile de sortir de quelques banalités. Car tous les parents savent bien déceler en leur enfant, souvent dès son très jeune âge, des aptitudes et des aspirations, dont il leur faut parler avec lui, mais absolutiser ce « **projet personnel** » revient à se contenter d'accompagner l'enfant dans sa recherche de « repères » en « dialoguant » d'égal à égal avec lui, au lieu de lui montrer fermement le chemin de la vérité et l'exemple des traditions éprouvées. Ce qui est tout de même insolite dans un milieu catholique. Et le débat, selon *La Croix* du 7 juin, a été conclu par Mgr Coloni, président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, avec cette formule aussi lapidaire que creuse : « **L'élite, c'est chacun des élèves** »...

Sur la question du référendum, M. Philippe Toussaint, président de l'UNAPEL, a déclaré : « **Je vois mal pourquoi nous, parents, nous serions hostiles à une consultation sur le problème de société qui nous concerne tous** », mais il a ajouté que l'enseignement privé sous contrat « **souhaite être associé de plain-pied** » à la concertation qui devra précéder la consultation populaire.



Séparer l'école de l'Etat est la réforme la plus urgente.

Ce discours aurait évidemment plus de consistance si l'on savait quel genre de question sera posée au peuple. M. Toussaint, qui approuve — et non sans raison — les mesures de M. Bayrou sur l'acquisition d'une méthode de travail et l'apprentissage des langues étrangères, semble donner la priorité à la question des rythmes scolaires. Il a aussi évoqué — et cela nous paraît plus important — les contacts entre l'école et les différentes formes d'activités économiques.

En présence de Mme Françoise Hostalier, secrétaire d'Etat à l'Enseignement scolaire, pour qui le privé est « **une composante à part entière du système éducatif** », M. Toussaint a tout de même dit que la liberté de l'enseignement « **n'ira jamais de soi** », car il y a toujours manque de moyens, manque de postes et manque de subventions pour les travaux de réfection ou d'agrandissement, comme l'a signalé M. Pierre Daniel, secrétaire général de l'Enseignement catholique, sans pour autant citer la loi Falloux...

La solution

Toutes ces jérémiades ne sauraient remplacer la proposition originale que les parents catholiques devraient être les premiers à défendre : la séparation de l'école et de l'Etat et la redistribution aux parents, au moyen du bon scolaire, de l'argent gaspillé par l'Education nationale à des fins idéologiques. C'est la seule condition d'une liberté de choix pour les familles, en même temps que de la durée de vraies écoles catholiques et de la mise hors d'état de nuire, même dans le public, de la féodalité laïciste.

Michel FROMENTOUX

AVORTEMENT

Colette Codaccioni pour « l'éducation à la vie »

Le discours du nouveau ministre de la Solidarité entre les générations tranche singulièrement avec l'idéologie dominante. Mais d'ores et déjà, le lobby des avorteurs essaie de la déstabiliser.

Les pessimistes verront le verre à moitié vide. Nous le voyons à moitié plein. Interrogée sur l'avortement, Colette Codaccioni, ministre de la Solidarité entre les générations, a indiqué lors d'une conférence de presse qu'elle « ne reviendra pas » sur la loi de 1975 autorisant l'interruption de grossesse, même si « à titre personnel », elle est pour « l'éducation à la vie ». Cela constitue un progrès par rapport au discours habituel, bien que, pour notre part, nous soyons bien décidés à continuer le combat pour l'abrogation d'une loi qui, du fait même qu'elle dépénalise un crime, est un retour à la barbarie.

« A titre personnel, je suis sage-femme et chrétienne, et pour ces deux raisons, je suis pour l'éducation à la vie. Je ferai en sorte qu'elle soit préservée », a-t-elle affirmé. « La loi est en place, je n'y reviendrai pas ». « Mme Veil a eu le courage de faire voter » la loi de 1975, a ajouté Mme Codaccioni à qui nous laissons la responsabilité d'une telle appréciation du « courage »... Le ministre a rappelé ensuite « son émotion » à la vue des femmes mourant à l'hôpital « après être passées par des "faiseuses d'ange" ».

Puis elle a affirmé que les femmes souhaitant avorter sont « en situation d'extrême détresse », et qu'elle « ferait tout » pour qu'elles ne le soient plus. Pour éviter « d'en arriver » à l'IVG, « il faut faire en sorte que les moyens de contraception soient suffisants et efficaces ».

Mme Codaccioni a par ailleurs « démenti catégoriquement » les liens entre sa directrice de cabinet Mme Clara Lejeune-Gaymard et les commandos anti-IVG. « Ce sont des allégations mensongères », a-t-elle affirmé, précisant par ailleurs que ces commandos commettaient « des délits ». C'est son avis, mais il ne faudrait quand même pas oublier que le premier délit, la première violence, est la suppression d'une vie innocente...

Clara Lejeune-Gaymard a elle-même précisé que son père, le professeur Jérôme Lejeune, n'avait été conseiller scientifique de l'association anti-avortement Laissez-les vivre *que jusqu'au début des années quatre-vingt, et qu'il avait ensuite rompu avec* Laissez-les vivre *en raison des positions extrémistes de ce mouvement. En revanche, a-t-elle ajouté, il a présidé jusqu'à sa mort l'Association de secours aux futures mères.*

Ce démarquage est regrettable, mais comment agir autrement face à une meute de journalistes perfides ?

F. R.

LE GÉNÉRAL AOUN SUR RADIO-COURTOISIE

Intervenant début juin sur Radio-Courtoisie, à Paris, le général Michel Aoun a stigmatisé l'attitude internationale à l'égard du Liban qui demeure sous occupation syrienne et israélienne. Il a stigmatisé la situation qui conduit le pays vers un délabrement politique et social. Il a espéré qu'avec l'arrivée de Jacques Chirac à la tête de l'Etat la France œuvrera plus rigoureusement en faveur du regain de l'indépendance et de la souveraineté au Liban.

Par ailleurs, Elie Hatem, invité également à cette émission, a mis en garde ceux qui font une distinction entre ***« la présence syrienne et l'occupation israélienne »****, en démontrant que la présence syrienne au Liban constitue juridiquement une occupation au même titre que l'occupation israélienne. Elle viole les principes de non-ingérence et les résolutions du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Il a de même rappelé que le régime actuel imposé par la force au Liban est illégal et que toute reconnaissance internationale à son égard et est entachée d'illégalité car contraire au droit international, en l'occurrence à la doctrine Stimson, aussi bien qu'au Droit constitutionnel libanais.* ■

L'Action Française Hebdo - Jeudi 15 juin 1995

Les pseudo-révélations de « L'Express »

UNE MANIPULATION AMÉRICAINE

Pour la première fois, la télévision a passé, le 25 mars, un reportage sur la célébration de la fête nationale grecque à Chypre. L'événement est habituellement mineur pour le public français, mais notre télévision lui a donné cette année la première place : il s'agissait de montrer que les missiles « Exocet » livrés l'an dernier au gouvernement chypriote n'avaient pas été réexportés en Iran comme le soutenait L'Express. *Ce magazine avait publié quelques jours auparavant des informations selon lesquelles la France aurait livré des missiles aux mollahs de Téhéran, en les faisant transiter par Chypre, peu avant l'ouverture du procès des assassins de Chapour Bakhtiar à Paris.*

Ces informations ont été démenties par le gouvernement français qui a annoncé des poursuites pénales contre L'Express, *du chef de propagation de fausses nouvelles.*

Qui dit vrai ? On ne sait au juste. Que le gouvernement ait accepté de livrer du matériel militaire à l'Iran en échange de l'engagement de Téhéran de ne pas organiser d'attentats en France au moment du procès, cela pourrait se comprendre même si l'on juge regrettable que la France en soit réduite à un tel marchandage.

Ce qui est scandaleux, c'est qu'un journal français ***« porte atteinte aux intérêts de la France, et particulièrement au regard de ses relations internationales »,*** *selon les termes du ministère de l'Intérieur, cela afin de produire un « scoop » et de vendre du papier.*

M. Léotard a déclaré à Radio Monte Carlo : ***« Une fausse nouvelle est toujours une manipulation. C'est quelque chose que l'on lance à un moment précis (...) La guerre commerciale existe aussi, surtout dans cette partie du monde (...) Il pourrait y avoir des intérêts d'autres puissances qui se sont exprimés de cette manière ».***

La puissance que n'a pas nommée M. Léotard, ce sont les Etats-Unis dont les matériels militaires sont en compétition avec ceux de la France au salon international sur les industries d'armement qui se tient en ce moment dans l'émirat d'Abou Dhabi. Et les Américains ne s'embarrassent pas de scrupules pour commercer avec l'Iran...

Il est déplorable que des journalistes français se fassent ainsi les complices d'une opération de dénigrement de la France inspirée par l'Etranger. Cela dénote chez eux une absence totale du sens de leurs responsabilités et de l'intérêt national.

P. P.

La délibanisation du Liban

C'est à travers la France et la francophonie, aujourd'hui en danger, que le Liban retrouvera son identité réelle.

A l'approche de l'élection présidentielle en France, les médias ne s'intéressent guère au Liban et au drame que vit ce pays occupé par des armées étrangères et gouverné par un appareil étatique à la solde de l'occupant. Ne tombons pas dans le piège de ceux qui exaltent la « reconstruction » et la « normalisation » dans le cadre du processus de paix au Proche Orient. En réalité, tout se passe en défaveur du Liban et de son peuple. On aurait aimé que ce processus englobât réellement ce pays et qu'il respectât la volonté réelle des Libanais, ne fût-ce que dans le cadre d'une Conférence tripartite réunissant la Syrie, Israël et les représentants réels du Liban pour envisager le retrait des troupes tant israéliennes que syriennes en application des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU, aussi bien la 425 que la 520. Mais tout se passe derrière le dos du Liban et des Libanais : c'est la Syrie qui décide pour eux, dans son propre intérêt, sous la bénédiction des Etats Unis, parrains de cette opération et responsables malheureusement du drame du Liban.

Islamisation forcée

La prétendue « reconstruction » se réduit à la réclame publicitaire d'un filet qu'on loue dans *Le Monde* ou dans *Le Figaro* pour faire appel à des capitaux étrangers, pour investir dans des projets dont les principaux actionnaires et profiteurs ne sont que les membres du pseudo gouvernement libanais. Comment ne pas se scandaliser d'un projet dit de « reconstruction » qui sert les intérêts de membres du « gouvernement » en expropriant dans un intérêt privé une zone vitale de la capitale libanaise ? Il s'agit plutôt de la destruction de ce qui reste du patrimoine libanais.

Ce pays est fondé depuis des siècles sur les principes de liberté, du respect d'autrui et d'ouverture sur le monde et ses cultures. Sans enfreindre l'arabisme ou l'arabité, il n'est nullement un pays arabe : c'est un berceau de cultures où l'arabe est venu s'ajouter à d'autres langues et cultures aussi bien orientales qu'occidentales dont le phénicien, l'araméen, le syriaque, le perse, le latin, l'italien et le français. L'un des pères fondateurs de la « République Libanaise » de 1943, Premier ministre musulman sunnite, Riad El Solh, ne l'avait-il pas bien souligné en disant que le Liban est *« à visage arabe, tourné vers l'Occident »* ? C'est ce qui fait sa spécificité : une oasis de paix, de cultures et de libertés dans l'Orient sectaire. C'est cette image qui est aujourd'hui visée par ses ennemis. C'est cette image qu'il faut aujourd'hui défendre !

Entendons-nous bien. Nous ne prônons pas un Etat chrétien mais nous n'admettons point un Etat islamique. D'autant plus que le fondamentalisme islamique fait rage dans la région. Les pays musulmans dits « modérés » ne nous contredisent pas dans ce sens, tels le Koweit ou les Emirats Arabes qui prennent toutes les mesures pour éviter de basculer dans cette mouvance. Mais, tandis que ces pays vont vers la désislamisation, le Liban est poussé vers une islamisation forcée par le Hezbollah iranien et ses partisans, aidés par Damas qui reste le maître de la scène. Les couvents et lieux de culte chrétiens dévastés par les massacres, sont rachetés ou occupés par la force et transformés en mosquées ou écoles coraniques. Le port du voile est de plus en plus renforcé, avec des couleurs de tissus qui manquent d'esthétique et qui rappellent le cirque ! Des atteintes à la liberté de la tenue vestimentaire des femmes aussi bien musulmanes que non musulmanes font rage tout comme en Algérie...

Un pays pluriculturel

La grande question reste, sur le plan de la culture, les assauts donnés à la francophonie. Une guerre est déclarée contre la France, défenseur historique du Liban. Une guerre insidieuse, de longue haleine, que nous avons dénoncée dans ce journal depuis dix ans ; une guerre à laquelle se sont associés d'autres Etats occidentaux pour chasser progressivement la France du Moyen-Orient. Car c'est à travers le Liban que la France y a tenu une place. Les deux pays ont une histoire commune. Saint Louis n'avait-il pas déclaré le Liban province du royaume de France ? C'est en vertu de cette déclaration que Louis XIV avait adressé une lettre de protection des maronites du Liban aux Ottomans. Cette protection s'est répétée en 1860 par l'intervention de Napoléon III à l'issue de laquelle un administrateur maronite fut nommé à la tête du Mont Liban, mon ancêtre Eid Hatem. C'est à travers la France et la francophonie que le Liban retrouvera son identité réelle. Les efforts doivent se déployer dans ce sens pour redonner au Liban son image ternie par l'occupation et les atteintes portées à sa culture et à ses traditions. Sans manifester d'anti-américanisme ni porter atteinte aux relations avec les Etats-Unis, maîtres actuels de l'échiquier politique, économique et culturel du Proche-Orient, le Liban doit retrouver ses racines et redevenir ce qu'il a toujours été : un pays pluriculturel, multiconfessionnel, francophone avec des relations privilégiées avec la France, sa mère Patrie.

L'image actuelle du pays est décevante : occupation étrangère, absence de gouvernement authentiquement libanais, pénurie économique due à l'absence de capitaux libanais par manque de confiance dans le pouvoir actuel détenu par une bande d'apparatchiks à la solde de Damas, perte des valeurs sociales, culturelles et morales dans une société de plus en plus « dollarisée » et plutôt « pétrodollarisée » au profit d'une oligarchie arriviste.

Dans ce paysage frelaté, les Libanais sont perplexes sur leur avenir face à la hégémonie extérieure sous bénédiction internationale. Doivent-ils poursuivre leur exode, résister au prix de perquisitions arbitraires et persécutions ou aller vers le suicide ? Les optimistes rêvent de jours meilleurs en espérant un changement de conjoncture et d'équilibre au niveau international, avec des répercussions positives sur le Proche-Orient.

Elie HATEM

Le château des Croisés à Byblos.
Une guerre est déclarée contre la France, défenseur historique du Liban

L'ACTION FRANÇAISE HEBDO

TARIF DES ABONNEMENTS

(1) Premier abonnement France (1 an)	480 F
(2) Premier abonnement Etranger (1 an)	550 F
(3) Abonnement ordinaire (1 an)	800 F
(4) Abonnement de six mois	440 F
(5) Abonnement de soutien (1 an)	960 F
(6) Etudiants, militaires du contingent, ecclésiastiques, chômeurs (1 an)	295 F
(7) Outre-mer (1 an)	900 F
(8) Etranger (1 an)	955 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
..... Tél. : .....
Ville : ..... Code postal : .....

Indiquez le numéro choisi en cochant la case correspondante
Bulletin à retourner à *L'Action Française hebdo* - 10, rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris
CCP Paris 1 248 85 A

SEPT JOURS DANS LE MONDE

EN FRANÇAIS DANS LE TEXTE

Le responsable du seul journal indépendant de Vanuatu, l'anglophone Trading Post, *s'est vu enjoindre d'introduire des articles en français dans ses pages, faute de quoi il risquerait de devoir quitter cet Etat du Pacifique. Mark Neil-Jones, un Australien, a déclaré avoir reçu une lettre émanant du cabinet du Premier ministre lui demandant de faire un effort pour soutenir la politique de bilinguisme menée, depuis son accession au pouvoir en 1991, par le gouvernement du francophone Maxime Carlot. Vanuatu, avant d'accéder à l'indépendance en 1980, était un condominium franco-britannique. La lettre reçue par Mark Neil-Jones lui rappelle que son permis de séjour expire en septembre.*

Pour le responsable, le Trading Post *est un journal « neutre, apolitique et indépendant ». Seuls les médias contrôlés par le gouvernement, la radio nationale et le* Vanuatu Weekly, *sont, affirme-t-il, soumis à l'obligation constitutionnelle du multilinguisme (français, anglais et le pidgin local bislama).* ***« Nous avons le droit d'écrire dans la langue de notre choix »,*** *a déclaré M. Neil-Jones, ajoutant toutefois que* ***« puisque le gouvernement le veut », il recruterait « un journaliste francophone pour se charger de deux des trente pages »*** *de son quotidien.*

■

LA REINE ELIZABETH II OVATIONNÉE

La reine Elizabeth II d'Angleterre a reçu la semaine dernière un accueil délirant d'enthousiasme à New Brighton, un township (faubourg noir) de Port-Elizabeth où une marée humaine de plus de 20 000 personnes l'attendait. Agitant une multitude de drapeaux britannique et sud-africains, et lançant des cris de bienvenue, la foule était la plus impressionnante qui l'ait accueillie lors de son séjour en Afrique du Sud.

Elizabeth II a dévoilé une plaque au centre communautaire de New Brighton, restauré avec l'aide britannique. Tandis que son époux le duc d'Edinbourg était à Kimberley, la ville du centre du pays où fut découvert le premier diamant au siècle dernier, la reine a rencontré les responsables de la province du Cap oriental, au sud du pays, dont Port-Elizabeth est la ville principale.

Elle devait ensuite visiter Mission Vale, un autre township, puis se rendre à l'université de Port-Elizabeth avant de gagner Prétoria.

■

LA PLUS GRANDE FRANCE

Les autorités laotiennes ont célébré avec un éclat particulier, lundi 20 mars à Vientiane, le 25e anniversaire de la journée mondiale de la francophonie qui regroupe les représentants de 47 pays. Le ministre laotien des Affaires étrangères, Somsavath Lengsavad, et l'ambassadeur de France au Laos, Gérard Chesnel, ont co-présidé une cérémonie officielle à l'Ecole Nationale d'Administration et de Gestion en présence des ambassadeurs francophones accrédités à Vientiane et de nombreuses personnalités. ***« Le Laos a été, est et restera toujours un membre actif de la francophonie »,*** *a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères, Souban Srithirath, dans son discours.*

François ROBERDAY

ENQUÊTE SUR LE DRAME DU LIBAN

Solidarité franco-libanaise

LE massacre des Libanais par l'armée syrienne et ses agents continue depuis le 14 mars dernier.

Les obus et les roquettes s'abattent tous les jours sur le secteur est de la capitale libanaise, sur le littoral du Kesrouane et sur les villages de la montagne libanaise.

Les bombardements cruels ont un peu diminué de fréquence, l'armée libanaise ayant appliqué le cessez-le-feu demandé par la Ligue arabe le 28 mars dernier. Les victimes du carnage se comptent par centaines.

Le général Michel Aoun avait demandé, la semaine dernière, une aide économique, sociale, diplomatique et militaire à la France. De son côté, le numéro deux des Forces libanaises, le colonel Malek, a réitéré cette demande en y incluant le déploiement d'une force internationale pour protéger la population civile.

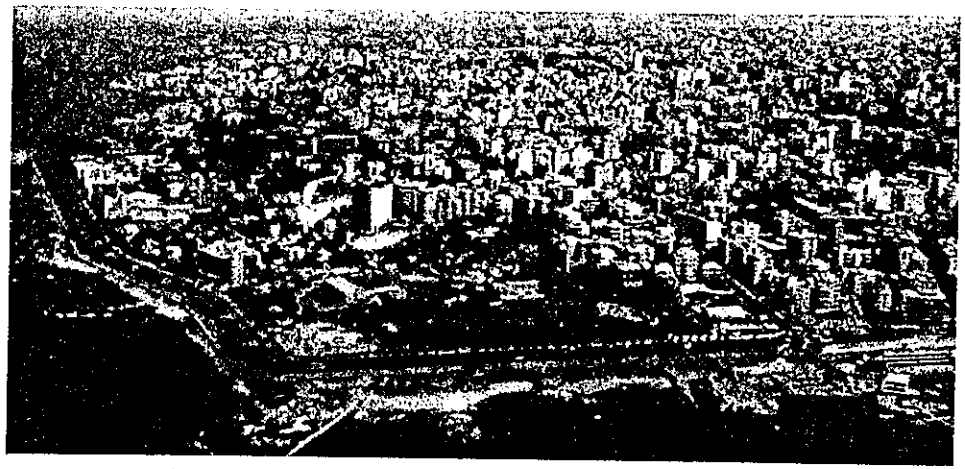
A Paris, le gouvernement français s'est enfin réveillé à la suite de plusieurs initiatives traduisant l'attachement de nos compatriotes pour le Liban.

Depuis plus d'une semaine, le journaliste Marcel Coudari qui avait été pris en otage au Liban fait une grève de la faim devant l'ambassade de Syrie à Paris.

A l'initiative de Mme Frédérique Deniau, plusieurs personnalités françaises (toutes tendances politiques confondues) se sont rendues devant l'ambassade du Liban pour demander la nationalité libanaise. Geste spectaculaire de la gauche française, mais significatif pour une fois ! Ces personnalités ont été accueillies par une centaine de Libanais qui ont réaffirmé leur attachement à la France, leur amitié profonde pour les Français et leur souhait d'une intervention efficace de la part du gouvernement français pour arrêter le carnage.

A la suite de cette mobilisation française à laquelle s'ajoutent les manifestations libanaises devant l'ambassade de Syrie et l'envoi d'une pétition à M. Mitterrand, le gouvernement français était amené à briser son silence ! M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, a confié une mission à Jean-François Deniau pour se rendre au Liban et s'informer de plus près sur la situation. M. Dumas s'est entretenu également avec les Soviétiques pour essayer de faire pression sur la Syrie.

Quant à M. Mitterrand, il a lancé un appel au monde entier pour sauver le Liban, **"en particulier les chrétiens de ce pays qui sont les plus menacés à l'heure actuelle"**. Il avait par ailleurs reçu au palais présidentiel une délégation de députés de différentes tendances qui ont manifesté leur mécontentement du silence gouvernemental.



A Beyrouth, les bombardements syriens sont quasi-quotidiens.

Par ailleurs, deux bateaux de médicaments et de denrées alimentaires ont été envoyés au Liban à l'initiative de M. Dumas. Un troisième bateau contenant 30 000 tonnes de fuel devait également alimenter la centrale électrique de Zouk pour redonner le courant électrique au Liban.

Des organisations humanitaires déploient également leurs efforts pour sauver les sinistrés. Il s'agit de : Médecins sans frontière, Médecins du monde, Aide pour l'Église en détresse, etc.

A Paris, les manifestations et les marches se multiplient. Au début de la semaine, à l'initiative de M. Bernard Antony, une manifestation a eu lieu du Trocadéro jusqu'à l'ambassade de Syrie. Mercredi 12 une autre marche a lieu regroupant des associations libanaises, françaises et franco-libanaises.

L'archevêque de Paris, Mgr Lustiger a invité les Parisiens à une veillée d'adoration du Saint-Sacrement et de prières, mardi 11, à Notre-Dame de Paris.

Par ailleurs, à l'occasion de l'anniversaire de la guerre du Liban (le 13 avril) le foyer franco-libanais, au 15, rue d'Ulm, 75005 Paris, ouvre ses portes pour prier pour la paix au Liban. Vendredi soir à 19 heures, une veillée de prières organisée par le Centre Charlier aura lieu en l'Église Notre-Dame du Liban.

Alain LELIÈVRE

** Radio Solidarnosc (99 FM) donne chaque jour deux bulletins d'information (13 h 05 et 19 h 05). Elle diffuse en outre une émission libanaise du "Mouvement pour le salut du Liban" chaque mercredi de 21 h 15 à 22 heures.*

SUISSE

Un référendum biaisé

En cette fin de semaine, les citoyens suisses se prononceront par référendum sur l'introduction dans le code pénal d'une norme antiraciste. Par ce biais juridique, le Conseil fédéral espère aligner la Suisse sur l'ONU, et forcer ainsi le sentiment profond de la population.

« La Suisse, démocratie témoin », s'extasiait André Siegfried. Soit, mais précisons : pour e pire comme pour le meilleur. es citoyens ont la possibilité de 'exprimer sur des sujets très ivers et souvent d'imposer au oyen du référendum — de la otation — des points de vue en ontradiction avec les idées ominantes du moment. Mais les utorités, qui généralement se rétendent respectueuses de la olonté populaire — le souverain, it-on en Suisse, — n'ont de esse de ruser pour contraindre opinion lorsque celle-ci ne leur st pas favorable.

En cette fin de semaine, les uisses sont invités à se prononer sur l'introduction d'un nouvel rticle dans le code pénal, une ouvelle norme destinée à punir s actes et propos racistes. La igislation actuelle n'est pas émunie pour réprimer, s'il le faut, es comportements racistes. Elle st, certes, moins sévère que les ispositions légales adoptées ces ernières années par plusieurs ays européens, en particulier la rance avec la loi Gayssot. Mais n'est manifestement pas l'élé- ent central de la réflexion qui a onduit le Conseil fédéral — le ouvernement suisse — à vouloir dopter une nouvelle norme énale. Décision largement approuvée par les Chambres fédérales, mais qui a soulevé des oppositions dans la population et entraîné la constitution d'un comité référendaire, lequel a récolté le nombre de signatures nécessaire pour mener au référendum.

Un conformisme d'importation

Quels griefs formulent donc les adversaires du projet de norme antiraciste ? Laissons de côté les objections, connues, de ceux que l'on qualifie de révisionnistes. La grande majorité des opposants juge intolérable que l'on veuille restreindre la liberté d'expression. Même les médias favorables à la norme antiraciste, notamment *Le Nouveau Quotidien* de Lausanne, organe de référence de la gauche libérale, ont admis que l'acceptation de ce texte aboutirait à une autocensure dans les rédactions. Tout en le déplorant, ils estiment que la « dignité humaine » doit primer la liberté d'expression. Dans un pays si jaloux de ses libertés publiques et individuelles, un tel glissement en dit long sur l'emprise du conformisme instillé depuis une quinzaine d'années par les émules helvétiques de *SOS Racisme* ou de la *Licra*.

Pourtant, la Suisse reste un pays tolérant et, malgré une immigration parfois mal vécue par la population autochtone, les actes de nature raciste sont rares. Les groupuscules nazifiants sont insignifiants — car c'est un racisme bien spécifique qui en l'occurrence semble visé. Les partisans du projet de norme pénale arguent cependant d'une « **résurgence en Europe de l'idéologie raciste** » pour justifier une plus grande sévérité.

Le projet d'article dispose notamment que sera poursuivi d'office, sur simple dénonciation et non sur plainte, « **celui qui, publiquement, aura incité à la haine ou à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse.** »

Conçu en termes généraux, ce texte va, s'il est adopté, mettre à contribution les juristes. Se voulant rassurant, le Conseil fédéral promet que les juges se contenteront de réprimer les cas les plus graves et les plus manifestes. C'est là, toutefois, une promesse qui n'engage pas à grand-chose puisque, jusqu'à preuve du contraire, la justice est indépendante du pouvoir politique.

Un concept équivoque

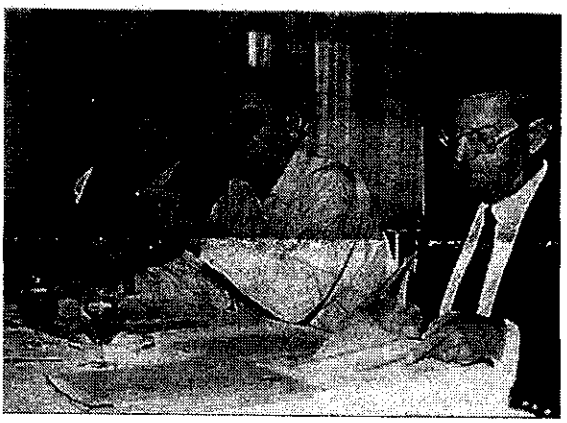
En fait, si le gouvernement fédéral tient tellement à cette norme pénale, c'est parce que son acceptation par le peuple permettrait à la Suisse de ratifier la convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Une affaire essentiellement politique, car depuis que Berne a opté pour le concept équivoque de « neutralité active », tout est bon pour s'aligner sur les autres pays européens, voire se fondre dans un illusoire ordre mondial.

Or, après avoir refusé l'adhésion de leur pays à l'ONU, puis son entrée dans l'Espace économique européen, antichambre de l'Union européenne, les Suisses ont rejeté récemment le projet de création d'un corps helvétique de Casques bleus. Ce désir de singularité, cet attachement à la permanence d'un ensemble de valeurs très anciennes, autrement dit cette aversion pour le mondialisme plonge dans la désolation l'établissement politique et ses relais socio-religieux.

Si la norme pénale contre le racisme est approuvée le week-end prochain, la Suisse pourra faire un pas significatif en direction du système onusien. Les arguments d'ordre éthique masquent une réalité plus prosaïque. A la faveur d'un « oui », le Conseil fédéral espère créer une dynamique qui, alors, entraînerait l'opinion publique dans un processus contre lequel elle s'est jusqu'à présent défendue.

On le voit, même au pays de Winkelried, la démocratie n'est pas forcément le meilleur allié du peuple.

Guy C. MENUSIER



Comité référendaire contre la loi antiracisme. Pour le conseiller national argovien Rolf Mauch (au centre), l'adoption de la nouvelle norme pénale conduirait au « totalitarisme ».

LIBAN

La trahison de Juppé

Il est dramatique de voir des aberrations et des discordances de discours, que même la gauche n'aurait jamais commises, dans la déclaration faite par le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, au quotidien en langue arabe, Al Hayat, *du 13 septembre.*

M. Juppé fait preuve de grandes contradictions et de mauvaise foi dans ses propos à l'égard du Liban. Les causes ne peuvent plus être ignorées : son soutien inconditionnel à Jacques Chirac, grand ami de Rafiq El Hariri, Premier ministre du gouvernement apparatchik libanais. A écouter les mauvaises langues, Hariri soutiendrait la candidature du maire de Paris aux élections présidentielles...

Le ministre des Affaires étrangères commence positivement ses propos en condamnant la présence de toutes les troupes étrangères au Liban et en soutenant l'indépendance et la souveraineté de ce pays. Mais, très vite, il se contredit : d'abord en considérant que les accords de Taëf consacrent cette indépendance ; ensuite en omettant de condamner l'occupation manu militari *du Liban par la Syrie. Il considère normal que cette dernière ait mis fin à quarante cinq ans d'indépendance du Liban et qu'elle opprime la volonté libre du peuple libanais. Peut-être est-il vrai que les obus syriens n'éclatent plus au-dessus du pays. Mais à quoi servent ces obus quand le pays est occupé ?*

Par ailleurs, M. Juppé, qui prétend être neutre dans ses propos, condamne clairement la résistance libanaise contre l'occupant. Il considère que le mouvement de résistance mené par les libanais libres, notamment par le général Aoun, ne représente qu'un groupement de personnes. N'est-ce pas là un moyen de minimiser ce mouvement et de justifier l'état actuel d'occupation du Liban ?

Il est dommage d'entendre ces propos de la part du chef de la diplomatie française sur qui misait le peuple libre du Liban. Par ce comportement animé par de médiocres calculs, M. Juppé contribue à l'assassinat d'un peuple en le poussant à la capitulation devant l'ennemi.

Mémoire courte

Questionné sur les relations franco-syriennes, Alain Juppé n'a jamais caché ses intentions. Il s'est montré plus royaliste que le roi en défendant le régime d'Hafez el Assad et en soutenant la levée de l'embargo des ventes d'armes à la Syrie.

M. Juppé a certes la mémoire courte : a-t-il oublié l'assassinat de l'ambassadeur français Louis Delamare par les agents d'Assad au Liban, la série d'attentats en 1986 en France orchestrée par ce régime stalinien ? Ignore-t-il que le tyran syrien protège le nazi Aloïs Bruner et qu'il avait fait assassiner 20 000 à 25 000 des siens à Hama en 1982 ?

Non seulement il porte atteinte à des relations millénaires franco-libanaises par cette déclaration, mais il se met aussi à dos le peuple syrien dans sa majorité, opprimé par le régime actuel à qui M. Juppé fait la cour.

Heureusement que ces propos n'engagent que lui personnellement avec le courant chiraquien du R.P.R. M. Juppé s'est permis de critiquer les ministres du gouvernement qui ont soutenu le mouvement de résistance libanaise qui avait organisé un congrès, en juin dernier, à Paris, auquel était représenté M. Pasqua. Les Libanais libres comprennent les raisons qui conduisent M. Juppé à adopter ces positions. Ils comprennent aussi que ces propos n'engagent pas dans leur cruauté la politique générale du gouvernement de M. Balladur qui n'a jamais porté atteinte à la souveraineté libanaise.

Elie HATEM

CANADA

Vers l'indépendance du Québec ?

Résultat sans surprise à l'issue des élections provinciales du Québec, qui se sont déroulées le lundi ? septembre. Comme prévu, est le Parti québécois de Jacues Parizeau qui triomphe. Sur s 125 sièges que compte Assemblée nationale de la Proince, le P.Q. indépendantiste en nporte 77, les libéraux de Daniel ohnson, Premier ministre sornt, en ont 47, un siège allant au tit parti de l'Action Démocratie. C'est donc une confortable majorité pour les péquistes, et l'arrivée au pouvoir de leur chef Jacques Parizeau, farouche partisan de l'indépendance du Québec, comme Premier ministre provincial.

Toutefois, comme toujours dans les pays qui ont adopté pour les élections le système britannique du scrutin uninominal à un seul tour, le résultat en sièges est à relativiser, avec en regard le pourcentage des voix obtenues. Or le P.Q., malgré son triomphe, n'obtient que 45 % des suffrages, alors que les libéraux battus en ont... 44 % ; la différence entre les deux est à peine de 15 000 voix. Ce n'est donc pas une victoire triomphale. Si J. Parizeau, sur les écrans et sur les photos, laisse voir sa joie d'être vainqueur, il ne faut pas s'étonner si les péquistes adoptent plutôt un profil, sinon bas, du moins très modéré, sans triomphalisme excessif. Le numéro deux du P.Q. l'a clairement fait entendre en déclarant : « **Il y a une ombre au tableau.** »

Que va maintenant faire Parizeau, premier ministre ? Dans un premier temps, il va, comme il l'a promis, organiser un référendum provincial sur l'indépendance du Québec, qui aura lieu en 1995, dans un délai de huit mois. S'il est, lui, un pur et un dur de la souveraineté, est-il si sûr de gagner ? Le résultat des suffrages exprimés, permet d'en douter. Il faut se rappeler la déconvenue de René Lévesque, qui, devenu Premier ministre provincial le 18 novembre 1976, avec un programme souverainiste, vit l'indépendance rejetée par les électeurs québécois lors du référendum qu'il organisa le 20 mars 1980. Un bon nombre de Québécois hésitent encore à franchir le pas de l'indépendance. Avant de quitter le pouvoir, Robert Bourassa l'a dit très haut : l'indépendance est un non-sens géographique.

En outre il ne faut pas oublier que le Premier ministre fédéral Jean Chrétien, qui est lui un Canadien-français du Québec bon teint, pure souche peut-on dire, en est un adversaire farouche. La partie n'est donc pas gagnée d'avance. D'autant plus que le P.L.Q. (Parti libéral du Québec), loin d'être écrasé, mènera dans l'opposition la vie dure à Parizeau. Daniel Johnson ne n'a pas caché : nous serons là pour rappeler aux Québécois qu'ils appartiennent à un grand pays, le Canada, dans lequel ils occupent une place de plus en plus importante.

Enfin J. Parizeau devra rapidement s'attaquer au problème économique, crucial dans la Belle Province, avec un taux de chômage de 12 % supérieur au taux fédéral (10 %). Il sera jugé sur ses résultats.

Attendons donc la suite des événements.

Julien THEVET

L'ACTION FRANÇAISE HEBDO

TARIF DES ABONNEMENTS

(1) Premier abonnement France (1 an)	480 F
(2) Premier abonnement Etranger (1 an)	550 F
(3) Abonnement ordinaire (1 an)	800 F
(4) Abonnement de six mois	440 F
(5) Abonnement de soutien (1 an)	960 F
(6) Etudiants, militaires du contingent, ecclésiastiques, chômeurs (1 an)	295 F
(7) Outre-mer (1 an)	900 F
(8) Etranger (1 an)	955 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
..... Tél. : .....
Ville : ..... Code postal : .....

Indiquez le numéro choisi en cochant la case correspondante
Bulletin à retourner à *L'Action Française hebdo* - 10, rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris
CCP Paris 1 248 85 A

LIBAN
La trahison de Juppé

Il est dramatique de voir des aberrations et des discordances de discours, que même la gauche n'aurait jamais commises, dans la déclaration faite par le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, au quotidien en langue arabe, Al Hayat, *du 13 septembre.*

M. Juppé fait preuve de grandes contradictions et de mauvaise foi dans ses propos à l'égard du Liban. Les causes ne peuvent plus être ignorées : son soutien inconditionnel à Jacques Chirac, grand ami de Rafiq El Hariri, Premier ministre du gouvernement apparatchik libanais. A écouter les mauvaises langues, Hariri soutiendrait la candidature du maire de Paris aux élections présidentielles...

Le ministre des Affaires étrangères commence positivement ses propos en condamnant la présence de toutes les troupes étrangères au Liban et en soutenant l'indépendance et la souveraineté de ce pays. Mais, très vite, il se contredit : d'abord en considérant que les accords de Taëf consacrent cette indépendance ; ensuite en omettant de condamner l'occupation manu militari *du Liban par la Syrie. Il considère normal que cette dernière ait mis fin à quarante cinq ans d'indépendance du Liban et qu'elle opprime la volonté libre du peuple libanais. Peut-être est-il vrai que les obus syriens n'éclatent plus au-dessus du pays. Mais à quoi servent ces obus quand le pays est occupé ?*

Par ailleurs, M. Juppé, qui prétend être neutre dans ses propos, condamne clairement la résistance libanaise contre l'occupant. Il considère que le mouvement de résistance mené par les libanais libres, notamment par le général Aoun, ne représente qu'un groupement de personnes. N'est-ce pas là un moyen de minimiser ce mouvement et de justifier l'état actuel d'occupation du Liban ?

Il est dommage d'entendre ces propos de la part du chef de la diplomatie française sur qui misait le peuple libre du Liban. Par ce comportement animé par de médiocres calculs, M. Juppé contribue à l'assassinat d'un peuple en le poussant à la capitulation devant l'ennemi.

Mémoire courte

Questionné sur les relations franco-syriennes, Alain Juppé n'a jamais caché ses intentions. Il s'est montré plus royaliste que le roi en défendant le régime d'Hafez el Assad et en soutenant la levée de l'embargo des ventes d'armes à la Syrie.

M. Juppé a certes la mémoire courte : a-t-il oublié l'assassinat de l'ambassadeur français Louis Delamare par les agents d'Assad au Liban, la série d'attentats en 1986 en France orchestrée par ce régime stalinien ? Ignore-t-il que le tyran syrien protège le nazi Aloïs Bruner et qu'il avait fait assassiner 20 000 à 25 000 des siens à Hama en 1982 ?

Non seulement il porte atteinte à des relations millénaires franco-libanaises par cette déclaration, mais il se met aussi à dos le peuple syrien dans sa majorité, opprimé par le régime actuel à qui M. Juppé fait la cour.

Heureusement que ces propos n'engagent que lui personnellement avec le courant chiraquien du R.P.R. M. Juppé s'est permis de critiquer les ministres du gouvernement qui ont soutenu le mouvement de résistance libanaise qui avait organisé un congrès, en juin dernier, à Paris, auquel était représenté M. Pasqua. Les Libanais libres comprennent les raisons qui conduisent M. Juppé à adopter ces positions. Ils comprennent aussi que ces propos n'engagent pas dans leur cruauté la politique générale du gouvernement de M. Balladur qui n'a jamais porté atteinte à la souveraineté libanaise.

Elie HATEM